

DEBATS

LES FAITES EN QUESTION, LES IDÉES EN RÉPONSE !

BILLET

Éviter le piège politique en 2026



IRAN-USA : LA DÉTENTE À 300 MILLIARDS, OU LE PRIX D'UN NOUVEAU MOYEN-ORIENT ?

CHRONIQUEURS

Un livre de Driss Ajbali :
"migration et politique
l'équation politique"

EXPERTS

Quand la Bourse
transforme les géants
de l'IA en usines cognitives

ROOM

Maroc 2026 : les électeurs
ne tournent pas le dos à la
démocratie, ils demandent
des preuves

By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE BANQUE,

Mais elle investit
dans votre intelligence.



CHAQUE JOUR, NOUS PLAÇONS L'ESSENTIEL
AU BON ENDROIT : **DANS VOTRE ESPRIT.**

WWW.LODJ.MA

Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

SOMMAIRE

**ÉDITO
D'OUVERTURE**

04

08

**CHRONIQUEURS
INVITÉS**

22

**EXPERTS
INVITÉS**

34

**QUARTIER
LIBRE**

54

BILLET

70

ROOM

IDÉBATS

By Lodj



Imprimerie Arrissala

IDÉBATS
29
JUIN | 2026

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN
ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR
NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSAID - MAMOUNE ACHARKI
KARIMA SKOUNTI - MAMADOU BILALY COULIBALY
INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN
ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM
WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma

IRAN-USA : LA DÉTENTE À 300 MILLIARDS, OU LE PRIX D'UN NOUVEAU MOYEN-ORIENT ?

Il y a des accords qui se signent à l'encre diplomatique. Et d'autres au pétrole, au dollar, à la peur et au calcul. Celui qui se dessine entre Washington et Téhéran appartient clairement à la seconde catégorie. Présenté comme une détente historique, presque comme une respiration collective après des mois d'escalade, il pourrait pourtant être moins une paix qu'un marché : trois cents milliards de dollars pour acheter du temps, rouvrir Ormuz, calmer les marchés, rassurer les chancelleries et repousser l'explosion régionale.

Le chiffre frappe. Trois cents milliards. À lui seul, il transforme l'accord en événement géostratégique.

Mais il faut immédiatement se méfier des mots. Ce n'est pas, selon les versions américaines, un chèque du contribuable américain à la République islamique. Ce serait plutôt un fonds d'investissement, privé ou semi-privé, mobilisant des capitaux venus du Golfe, d'Asie, d'Amérique et d'ailleurs, destiné à financer la reconstruction, l'énergie, les infrastructures, la logistique, le transport,

peut-être même l'industrie iranienne de demain. Bref : non pas une indemnité officielle, mais une promesse d'intégration économique sous conditions.

La nuance est importante. Car toute la bataille politique commence là. Pour Washington, il s'agit de dire : nous ne récompensons pas l'Iran, nous l'encadrons. Pour Téhéran, il s'agit de raconter l'inverse : nous avons résisté, et l'ennemi reconnaît désormais qu'il faut négocier avec nous. Pour les monarchies du Golfe, la question est encore plus délicate : faut-il financer la stabilisation de l'Iran pour éviter la guerre, au risque de renforcer demain le voisin qui fait peur depuis quarante ans ?

On comprend alors que la formule "accord unanimement salué" doit être maniée avec prudence.

Les marchés saluent, parce qu'ils aiment tout ce qui éloigne la fermeture du détroit d'Ormuz.

Les Européens saluent, parce qu'ils redoutent une nouvelle guerre longue aux portes du système énergétique mondial. Les États du Golfe respirent, parce que leurs ports, leurs pipelines, leurs zones industrielles et leurs places financières ne peuvent vivre dans l'angoisse permanente d'un embrasement.

Mais derrière les sourires officiels, il y a la méfiance. Beaucoup de méfiance.

Le cœur de l'accord, en réalité, ne se trouve pas seulement dans le nucléaire iranien. Il se trouve dans Ormuz. Ce détroit n'est pas un simple passage maritime : c'est une artère du capitalisme mondial. Quand Ormuz tremble, le prix du baril tousse, les assurances explosent, les cargos ralentissent, les banques recalculent, les gouvernements paniquent.

En acceptant de rouvrir ou de garantir la fluidité du passage,



l'Iran ne fait pas seulement un geste diplomatique. Il rappelle qu'il détient une capacité de nuisance systémique. Et qu'il peut, quand il le veut, transformer un conflit régional en problème mondial.

C'est là toute l'ambiguïté de cette détente. Elle peut être l'ouverture d'un nouveau Moyen-Orient, plus pragmatique, moins idéologique, plus intéressé par les routes commerciales que par les slogans de guerre. Mais elle peut aussi consacrer une vérité gênante : ceux qui peuvent bloquer le système sont souvent ceux que le système finit par payer pour qu'ils ne le bloquent plus.

Washington prend donc un pari. Le pari que l'argent, l'investissement, l'ouverture partielle des marchés et la levée graduelle des sanctions peuvent modifier le comportement stratégique de l'Iran. Ce pari n'est pas absurde. Les régimes ne vivent pas seulement d'idéologie ; ils vivent aussi de budgets, de devises, de classes moyennes, de réseaux économiques, de fatigue sociale. Un Iran asphyxié peut être dangereux. Un Iran réintégré peut devenir plus prévisible. C'est l'hypothèse américaine.

Mais l'hypothèse inverse existe aussi. Un Iran soulagé financièrement peut reconstituer ses marges, moderniser ses infrastructures, stabiliser son régime et conserver, dans l'ombre, ses leviers régionaux : Hezbollah, milices irakiennes, Houthis, réseaux syriens, influence politique diffuse. Le danger n'est pas seulement que l'Iran triche. Le danger est qu'il respecte assez l'accord pour encaisser ses bénéfices, sans changer assez pour rassurer ses voisins.

Israël, évidemment, regarde cette séquence avec inquiétude. Pour l'État hébreu, le problème iranien ne se réduit jamais à l'uranium enrichi. Il englobe les missiles, les drones, les proxies, la profondeur stratégique iranienne, la présence au Liban, en Syrie, en Irak, au Yémen. Un accord centré sur Ormuz et le nucléaire peut donc apparaître, vu de Tel-Aviv, comme incomplet. Pire : comme un accord qui calme Washington mais laisse Israël face à une menace reconfigurée, moins visible, plus politique, plus difficile à frapper sans apparaître comme le saboteur de la paix.

Les monarchies du Golfe, elles, sont dans une position plus subtile. L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Qatar et Oman ne veulent pas d'une guerre ouverte avec l'Iran. Elles ont trop investi dans leur transformation économique, touristique, technologique et financière

pour accepter que la région retombe dans la logique des missiles et des tankers en feu. Mais elles ne veulent pas non plus d'un Iran réhabilité sans contreparties solides. Elles veulent une détente, oui. Mais une détente surveillée, garantie, contractualisée.

C'est pourquoi le vrai sujet n'est pas seulement le montant des trois cents milliards. Le vrai sujet est : qui contrôle les décaissements ? Qui vérifie les engagements iraniens ? Qui décide qu'une étape est franchie ? Qui peut suspendre les financements ? Qui arbitre en cas de violation ?

Si l'accord n'est qu'un texte politique accompagné d'un fonds spectaculaire, il sera fragile. S'il devient une architecture de conditionnalité stricte, il peut produire une désescalade durable.

L'autre acteur silencieux de cette affaire est la Chine. Pékin n'a pas besoin de fanfare diplomatique pour comprendre ce qui se joue. Une stabilisation d'Ormuz sécurise ses approvisionnements énergétiques. Une réintégration partielle de l'Iran ouvre des opportunités commerciales. Une Amérique qui négocie avec Téhéran au lieu de bombarder peut sembler plus rationnelle, mais aussi moins hégémonique. Dans ce nouveau Moyen-Orient, la Chine n'a pas besoin de remplacer les États-Unis ; elle a seulement besoin d'être présente partout où les contrats, les ports, les corridors et les matières premières redessinent la carte.

La Russie, elle, observera avec un mélange d'agacement et d'opportunisme. Un Iran trop rapproché de l'Occident perdrait une partie de son utilité stratégique pour Moscou. Mais un Iran qui négocie sans rompre ses liens russes peut devenir un partenaire encore plus autonome, donc encore plus précieux. Là encore, rien n'est linéaire. Le Moyen-Orient n'est plus un échiquier simple. C'est une table de négociation permanente où chaque acteur parle à son adversaire le matin, commerce avec son rival à midi et finance son concurrent le soir.



Et le monde arabe dans tout cela ? Il doit tirer une leçon froide : la puissance ne se mesure pas seulement à la morale des causes, mais à la capacité de peser sur les flux. Flux d'énergie, flux maritimes, flux financiers, flux technologiques, flux d'information. L'Iran a été sanctionné, frappé, isolé, diabolisé. Mais il a conservé une capacité de nuisance suffisante pour revenir à la table avec un prix. Cela ne signifie pas qu'il faut admirer le modèle iranien. Cela signifie qu'il faut comprendre la mécanique du rapport de force.

Le Maroc, même loin d'Ormuz, n'est pas extérieur à cette recomposition. Le prix de l'énergie, les routes commerciales, la sécurité alimentaire, les alliances du Golfe, les investissements arabes, les équilibres africains et méditerranéens : tout finit par nous concerner. Un Moyen-Orient plus stable peut libérer des capitaux, apaiser les marchés et ouvrir des fenêtres diplomatiques. Un accord mal conçu peut, au contraire, produire une paix de façade, suivie d'un nouveau cycle de tensions encore plus coûteux.

La détente à trois cents milliards pose donc une question presque brutale : combien coûte la stabilité ? Et surtout, qui la paie ? Si ce prix achète une vraie désescalade, des inspections robustes, une sécurité maritime durable et une réduction effective des réseaux armés, l'accord entrera peut-être dans l'histoire comme un tournant. Si ce prix achète seulement une pause, une photo, une baisse provisoire du baril et quelques communiqués satisfaits, il ne sera qu'un acompte sur la prochaine crise.

Le Moyen-Orient a souvent connu des paix sans confiance, des cessez-le-feu sans réconciliation, des accords sans lendemain. Celui-ci a au moins le mérite de révéler l'époque :

Les idéologies n'ont pas disparu, mais elles négocient désormais avec les fonds d'investissement.

Les missiles n'ont pas disparu, mais ils discutent avec les assureurs maritimes.

Les vieux ennemis ne deviennent pas amis ; ils apprennent seulement à calculer le coût de leur hostilité.

Voilà peut-être le nouveau Moyen-Orient qui s'annonce : non pas un espace pacifié, mais un espace transactionnel. Moins romantique, moins doctrinal, plus cynique peut-être, mais aussi moins suicidaire. Un Moyen-Orient où l'on ne signe pas la paix par amour, mais par épuisement, par intérêt, par peur du chaos et par réalisme économique.

Reste la question finale. Trois cents milliards pour la détente, est-ce trop cher ? Peut-être. Mais une guerre régionale totale coûterait beaucoup plus.

Le vrai scandale ne serait donc pas de payer pour éviter l'incendie. Le vrai scandale serait de payer sans exiger que les pyromanes rangent vraiment les allumettes.

Mémoire d'entente d'Islamabad entre les États-Unis et la République islamique d'Iran

1. Les États-Unis d'Amérique et la République islamique d'Iran, ainsi que leurs alliés dans la guerre en cours, signent ce mémorandum afin de déclarer la cessation immédiate et permanente des opérations militaires sur tous les fronts, y compris au Liban. Ils s'engagent désormais à ne pas déclencher de guerre ni d'opération militaire l'un contre l'autre, à s'abstenir de toute menace ou usage de la force et à garantir l'intégrité territoriale et la souveraineté du Liban. L'accord final confirmera la cessation permanente de la guerre sur tous les fronts, y compris au Liban, ainsi que les autres dispositions du présent paragraphe.

2. Les États-Unis d'Amérique et la République islamique d'Iran s'engagent à respecter mutuellement leur souveraineté et leur intégrité territoriale et à ne pas s'ingérer dans leurs affaires intérieures respectives.

3. Les États-Unis d'Amérique et la République islamique d'Iran s'engagent à négocier et conclure un accord final dans un délai maximal de 60 jours, renouvelable d'un commun accord.

4. Immédiatement après la signature du présent mémorandum, les États-Unis commenceront à lever leur blocus naval ainsi que toute perturbation ou entrave visant la République islamique d'Iran, et mettront totalement fin à ce blocus dans un délai de 30 jours. Pendant cette période, le trafic maritime sera progressivement rétabli jusqu'à retrouver les niveaux d'avant-guerre. Les États-Unis s'engagent également à éloigner leurs forces militaires des abords de l'Iran dans les 30 jours suivant l'accord final.



5. Dès la signature du présent mémorandum, la République islamique d'Iran prendra toutes les mesures possibles pour assurer, pendant 60 jours et sans frais, le passage sécurisé des navires commerciaux entre le golfe Persique et la mer d'Oman dans les deux sens. Le trafic commercial reprendra immédiatement. Compte tenu de la nécessité de supprimer les obstacles techniques et militaires et de procéder au déminage, le rétablissement complet interviendra dans les 30 jours. L'Iran engagera un dialogue avec le Sultanat d'Oman afin de définir la future administration et les services maritimes du détroit d'Ormuz, en concertation avec les autres États riverains du golfe Persique et conformément au droit international applicable.

6. Les États-Unis s'engagent, avec leurs partenaires régionaux, à élaborer un plan définitif d'au moins 300 milliards de dollars américains pour la reconstruction et le développement économique de la République islamique d'Iran. Les modalités d'application de ce plan seront finalisées dans le cadre de l'accord final dans un délai de 60 jours. Toutes les licences, dérogations et autorisations nécessaires aux transactions financières concernées seront accordées par les États-Unis.

7. Les États-Unis s'engagent à mettre fin à toutes les formes de sanctions contre la République islamique d'Iran, y compris celles résultant des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, des résolutions du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, ainsi que toutes les sanctions américaines unilatérales, primaires et secondaires, selon un calendrier qui sera défini dans l'accord final. Les deux parties reconnaissent l'importance cruciale de cette question et expriment leur intention de la traiter immédiatement dans les négociations.

8. La République islamique d'Iran réaffirme qu'elle ne cherchera ni à acquérir ni à développer des armes nucléaires. Les deux parties conviennent de régler la question des stocks de matières enrichies selon un mécanisme qui sera défini d'un commun accord et supervisé par l'AIEA, avec au minimum une dilution sur place de ces matières. Elles conviennent également de discuter de l'enrichissement de l'uranium et des autres questions liées aux besoins nucléaires civils de l'Iran. L'accord final confirmera ces dispositions.

9. Dans l'attente de l'accord final, les États-Unis et l'Iran conviennent de maintenir le statu quo. L'Iran conservera l'état actuel de son programme nucléaire, tandis que les États-Unis n'imposeront aucune nouvelle sanction et ne déploieront pas de forces supplémentaires dans la région.

10. Les États-Unis s'engagent à ce que, dès la signature du présent mémorandum et jusqu'à la levée complète des sanctions, le département du Trésor délivre les dérogations nécessaires à l'exportation du pétrole brut iranien, des produits pétroliers et de leurs dérivés, ainsi qu'à tous les services associés, notamment les transactions bancaires, les assurances et le transport.

11. Les États-Unis s'engagent à rendre pleinement disponibles les fonds et avoirs iraniens gelés ou restreints dès l'application du présent mémorandum. Les modalités de leur déblocage seront définies conjointement au cours des négociations. Ces fonds pourront être utilisés librement au profit de tout bénéficiaire désigné par la Banque centrale de la République islamique d'Iran. Les États-Unis délivreront toutes les autorisations nécessaires à cet effet.

12. Les États-Unis et la République islamique d'Iran conviennent de mettre en place un mécanisme exécutif chargé de surveiller la bonne application du présent mémorandum ainsi que le respect futur de l'accord final.

13. Après la signature du présent mémorandum, et sous réserve du début de la mise en œuvre des paragraphes 1, 4, 5, 10 et 11, ainsi que de leur application continue, les États-Unis et l'Iran entameront des négociations portant exclusivement sur les autres dispositions en vue de l'accord final.

14. L'accord final sera approuvé par une résolution contraignante du Conseil de sécurité des Nations unies.

**Sous réserve de confirmation et selon le texte rapporté par Reuters et confirmé partiellement par les déclarations officielles iraniennes..."*



La Rédaction

UN LIVRE DE DRISS AJBALI : "MIGRATION ET POLITIQUE L'ÉQUATION POLITIQUE"

Dans un ouvrage de référence consacré à la migration marocaine, le sociologue Driss Ajbali propose une lecture croisée de l'histoire des Marocains établis à l'étranger et des politiques publiques qui leur ont été consacrées. Analysé par le politologue Mustapha Sehimi, ce livre met en lumière les avancées, les ambiguïtés et les nombreux chantiers encore inachevés d'une question devenue centrale dans le débat national.

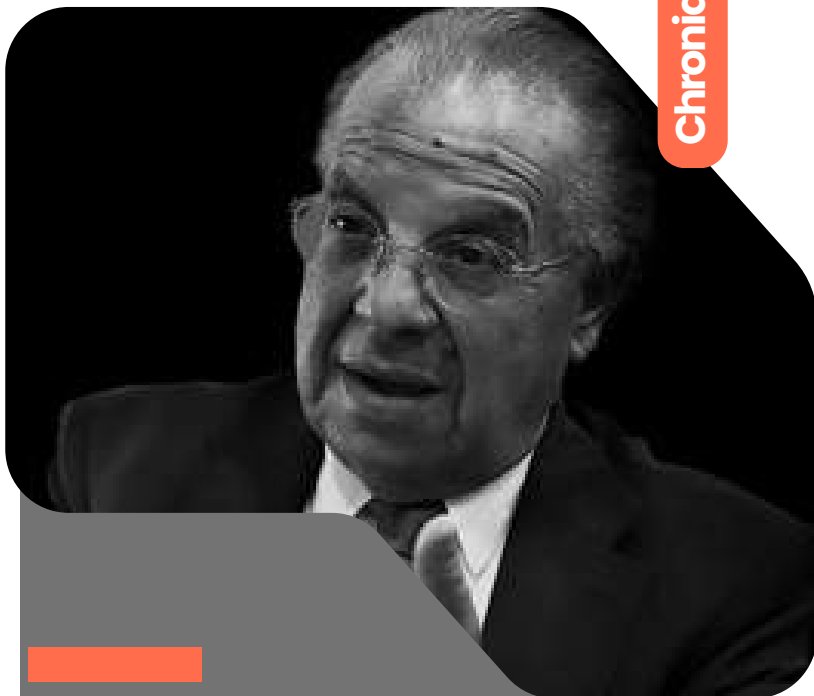
Voici un livre du sociologue Driss Ajbali qui va être une référence pratiquement incontournable dans l'appréhension de la migration marocaine hier et aujourd'hui ("Migration et politique L'équation marocaine", CCME- La Croisée des Chemins, mai 2026, 336 p.). Son axe de travail est celui-ci : une "double lecture" du fait migratoire dans les pays d'accueil couplé à une rétrospective des politiques publiques menées à cet égard dans le Royaume.

Une diaspora donc que celle des migrants marocains à l'étranger ? L'auteur conteste le terme ; il n'a pas tort tant il est vrai que cette communauté pratiquement dans tous les continents n'a pas connu "un départ forcé et collectif comme les Juifs ou les Arméniens". Il y a eu en effet des séquences historiques, des "âges" depuis un demi-siècle, passant en France de 275.000 personnes en 1975 à plus d'un million et demi aujourd'hui. Elle enregistre des évolutions rajeunissement, féminisation, compétences engagement associatif et politique... Pas étonnant que sa qualification ait été marquée par de multiples dénominations terminologiques allant de TME (travailleurs marocains à l'étranger) à MDM (Marocains du Monde) aujourd'hui.

Avec les années 1973-74, la politique migratoire se durcit par suite de la crise économique et de l'arrêt des flux de l'immigration. Début 1976, est décrété le regroupement familial par le gouvernement Chirac. Son successeur, Raymond Barre suspend, cette mesure pour trois ans pour inverser les flux de migrants et de réduire aussi l'immigration non européenne. Le Conseil d'État censure cette décision le 8 décembre 1978 invoquant le droit de "mener une vie familiale normale".

Variations autour d'un fait social

Au Maroc, le suivait de prêt les modalités d'encadrement de cette communauté:



Par **Mustapha Sehimi.**

avec les Amicales pour empêcher les immigrés de se "contaminer" au contact des syndicalistes CGT ou des militants de gauche; avec "l'ambassadeur des années de plomb", Youssef Tâarji Bel Abbès" en fonction à Paris durant près de deux décennies. Avec le 10 mai 1981 et la gauche au pouvoir, le statut de l'immigré est modifié: il n'est plus frappé d'invisibilité mais un "individu, pas encore citoyen, mais dorénavant objet de droit"; la politique sécuritaire qui primait alors est revue et corrigée; enfin, le statut des associations étrangères de 1939 est abrogé, libérant celles-ci de tant d'entraves à l'encadrement et à la mobilisation.

Au Maroc, la question migratoire se trouve posée en termes institutionnels et politiques avec l'expérience de cinq députés représentant les migrants dans le Parlement élu en 1984. La figure la plus marquante a été celle de Akka Ghazi, syndicaliste CGT en France, au premier plan des grèves dans le secteur automobile de 1982-1984.

Quel bilan tirer de cette séquence particulière ? Pour l'auteur, il est pratiquement "aphone", les immigrés ne se considérant pas vraiment comme étant bien représentés. La question migratoire est suivie par le Roi Hassan II - il l'évoque lors de ses voyages officiels en France mais particulièrement dans une émission télévisée "L'Heure de vérité" en décembre 1989.

Il se prononce en substance contre l'intégration des migrants, estimant qu'ils ne peuvent pas avoir " deux drapeaux" et qu'en dernière instance ce processus-là est contre productif, d'autant qu'ils seront de toute façon de "mauvais français...".

Dans la seconde partie, sont étudiés les multiples aspects de la politique migratoire du Royaume. Un cadre institutionnel ad hoc est créé en juillet 1990 avec la création d'un ministère délégué auprès du Premier ministre – une rupture avec la politique indolente du département du Travail. S'opère dans le même temps une rupture avec les Amicales au bilan peu probant. Mais à partir de 1993, l'on observe" la lente marginalisation du ministère dédié à la communauté émigrée. Les ministres se succèdent sans beaucoup imprimer, dira-t-on : Ahmed El Ouardi, Lahcen Gaboune (février 1995), Nouzha Chekrouni (juin 2004), Mohamed Ameer (octobre 2007), Abdellatif Maâzouz (janvier 2012), Anis Birou (octobre 2013), Abdelkrim Benatiq (avril 2017), Nezha El Ouafi (octobre 2019). Aujourd'hui, ce secteur n'est plus un département autonome et il est rattaché au ministère des Affaires étrangères.

De l'inachevé

Avec le Roi Mohammed VI nul doute que l'émigration marocaine bénéficie d'un grand intérêt. Alors que par certains aspects, "l'approche de Hassan II est sécuritaire", avec "Mohammed VI elle est sécurisante"- le premier était "paternel", le second, lui, est "fraternel". Dans ses discours, il recommande une administration plus efficiente de la question avec d'un côté la gestion et de l'autre celle de l'accueil et de l'attachement.

Mais la question de la représentation de la communauté au Parlement annoncée dans son discours du 6 novembre 2005 n'a pas – encore ? – enregistré une traduction concrète. Deux ans après avec le CCME, s'opère une avancée dans ce domaine. Depuis près de deux décennies, cet organe a-t-il un bilan crédible ? Il est en effet passablement contrasté.

D'un côté, sans doute, les acquis placent de la question migratoire au cœur du débat public national, une documentation importante sur les migrations et les politiques publiques, des avis et des études sur la citoyenneté, les compétences marocaines à l'étranger,... Mais de l'autre, des critiques multiples: mandat transitoire prolongé au-delà de quatre années sans renouvellement de sa composition, un faible impact normatif avec peu d'avis formels ayant conduit à des réformes structurantes etc...

Comment expliquer dans cette même ligne que le discours Royal du 6 novembre 2024 portant sur la création de la Fondation Mohammed VI pour les Marocains résidant à l'étranger et la refonte du CCME n'était pas encore connu une traduction. Le paradigme durant les décennies passées de "l'attachement et l'accueil". Les études de référence ne manquent pas à cet égard tel le rapport du CESE de novembre 2022 : "Renforcer le lien intergénérationnel entre les Marocains du Monde et le Maroc, les chances et les défis". Driss Ajbali fait amèrement ce constat: d'un côté la bienveillance et la sollicitude royales – une constante ; mais de l'autre, bien des variations – voire même des contorsions et des postures- des politiques publiques. Le seul point d'ancrage est celui de Nasser Bourita, ministre des Affaires étrangères dont l'action ne peut pourtant se substituer) une politique gouvernementale globale.

Les partis, eux, continuent à gérer un discours conventionnel sans réelle portée. Et l'agenda électoral législatif de septembre 2026 ne paraît pas augurer tellement de changement en la matière. En tout cas, ce livre est une précieuse contribution au le débat national. Nourri par le profil du sociologue qu'est l'auteur ainsi que sa connaissance du terrain et des réalités, il illustre en creux, entre autres, de l'inachevé dans ce domaine – "Marhaba" ne suffit pas : tant s'en faut.



ENVIE D'ÉQUITÉ... BESOIN DE JUSTICE...

Aucune personne sensée ne pourrait mettre en cause ou en doute le réel développement du Maroc ces vingt dernières années ; et le développement, ce ne sont pas seulement des alignements de chiffres avantageux mais surtout une évolution des esprits, donc des ambitions, et bien évidemment des exigences.

Nous en sommes là, voyant tant de choses se faire mais avec cette perception insistante d'iniquité, voire d'injustice. Il revient désormais à la justice de ce pays de passer à la vitesse supérieure.

On raconte qu'au début de la Seconde guerre mondiale, en Angleterre et alors que Londres était sous le feu et les bombes de la Luftwaffe, quelqu'un aurait demandé à Winston Churchill comment il pouvait garder son calme et croire que le pays tenait encore.

Churchill aurait répondu en substance que « tant que les tribunaux fonctionnent, tout va bien ! ».

Autrement dit, dans une société, il existe des règles et, quelle que soit la situation de cette société, si ces règles sont respectées et appliquées, et les contrevenants sanctionnés, alors tout ne peut aller qu'au mieux.

Au Maroc, la justice juge et fait son travail, de mieux en mieux et de plus en plus en phase avec la société et ses drames, ses soucis ; que d'affaires criminelles n'a-t-on vu prises en charge par la justice, qui agit et réagit, s'autosaisit, et rend (le plus souvent du moins) les jugements attendus par la société dont elle émane.

Et pour les cas impliquant des politiques, pareil... sauf que cela reste insuffisant ; quelques élus communaux ou des députés inconnus, tous ripoux, restent des lampistes.

Et cela demeurera ainsi du fait de la nouvelle législation, en l'occurrence le Code de procédure pénale récemment réformé, qui limite drastiquement l'auto-saisine de la justice pour les affaires concernant l'argent public, la corruption, le détournement... Et ce qui devait alors arriver arriva... Plusieurs responsables politiques de premier plan font actuellement l'objet d'accusations diverses.

Les faits sont rapportés par des lanceurs d'alerte anonymes ou par ce machin appelé Jabaroot, ils sont amplifiés par une grande colère numérique... mais très rares sont les cas qui arrivent devant la justice, et encore plus rares ceux qui sont initiés par la justice elle-même.



Par **Aziz Boucetta**

Et pourtant, les responsables épinglés sont ministres, chefs de partis, parfois les deux... et pourtant aussi, les affaires type "Fraqchia" et autres "Chennaqa" défraient la chronique politique, bousculent les équilibres sociaux et portent gravement atteinte au pouvoir d'achat des gens (magistrats compris); pourquoi, quand les parlementaires ne parviennent pas à mettre en place une commission d'enquête, la justice ne s'en mêle pas?...

Résultat : une société qui doute de ses dirigeants, lesquels prêtent le flanc aux pires soupçons, eu égard à leur silence ou à leur défense fébrile et désordonnée.

Or, le Maroc s'apprête à entrer en phase électorale sur les deux années qui viennent (législatives en septembre 2026 et locales/régionales l'été 2027), avant d'entamer sa course vers 2030 et ses nombreux défis.

Comment voter, pour qui voter... et même pour quelle raison voter quand les personnalités qui seront en charge de notre avenir, avec notre argent, prêtent autant le flanc à des doutes, des soupçons ?

Certains de ces responsables sont injustement désignés à la vindicte publique et curieusement se taisent, d'autres sont potentiellement coupables de quelque délit et se défendent mollement ou pas du tout, et une troisième catégorie de responsables est clairement coupable d'indélicatesses ;

ils devraient être devant un juge, derrière les barreaux ou entre deux policiers qui les mèneraient de l'un aux autres...

Dans les trois cas, la justice doit passer, et si personne ne la saisit, elle doit s'autosaisir, pour que l'opinion publique sache qui est abusivement attaqué, qui est coupable et qui doit aller en prison.

Mais le législateur, en l'occurrence cette majorité actuelle, a limité la faculté d'auto-saisine au procureur général, sur la base de rapports de la Cour des comptes de de l'Inspection générale des finances ou d'autre chose.

On se demande pourquoi le gouvernement Akhannouch a agi ainsi... Hicham Balaoui et Zineb el Adaoui, respectivement Procureur général du Roi près la Cour de cassation - Président du ministère public et Premier président de la Cour des comptes, sont deux (très) hauts magistrats nommés par le souverain, bénéficiant donc de la confiance royale, lequel n'a pas cessé d'en appeler à la moralisation de la vie publique et politique et n'a eu de cesse non plus d'appeler les élus à leurs devoirs.



C'est à eux, avec les Inspecteurs généraux, que le nouveau Code de procédure pénale a confié l'initiative judiciaire pour les affaires impliquant les fonds publics et, plus généralement, les cas où des hauts responsables sont inquiétés, ou simplement soupçonnés.

L'opinion publique, quelque peu chahutée aujourd'hui en raison de toutes ces révélations qui adviennent, s'intéresse considérablement à ces affaires, mais le silence assourdissant observé autour intrigue.

Dès lors, un besoin de justice naît puis s'installe dans les cœurs et les esprits des gens. Satisfait, ce besoin se transformerait en confiance, et dans le cas contraire, la méfiance puis le découragement prendront le pas...

Et le besoin de justice s'accompagne aussi d'une nécessité de protection, car quand des responsables politiques usent et abusent de leur fonction, l'opinion publique doit en être protégée !...

Il appartiendrait donc à nos grands magistrats de faire de la grande magistrature, de s'impliquer plus et mieux dans ces affaires qui font la Une de l'actualité et s'installent en haut des préoccupations de nos compatriotes.

Il reviendrait à la justice dans ses instances supérieures de composer avec cette loi conçue, élaborée et adoptée pour éloigner les juges des affaires politiques ; et composer signifie en respecter la lettre et en dépasser l'esprit.

Quand le gouvernement et les députés s'accordent pour placer les saisines au plus haut niveau judiciaire, cela donne le sentiment qu'ils considèrent ces hauts magistrats comme « acquis » ce qui, connaissant ces derniers, est inexact.

Il serait tellement utile pour le pays que la justice améliore en le portant plus haut son intérêt pour l'intégrité et l'équité des grands responsables politiques ou administratifs, et qu'elle ne laisse plus ce faisant les Marocains en proie à leur actuelle et très profonde crise de confiance !

Au Maroc, police et gendarmerie disposent de tous les moyens techniques et des compétences humaines pour enquêter. Cette puissance investigatrice ne doit pas demeurer seule, elle doit être accompagnée par la force du droit et de la justice car, pour reprendre Pascal, « la justice sans la force est impuissante, la force sans la justice est tyrannique ».

DE MISTURA À ALGER : CLAP DE FIN D'UN RÉCIT ?

Le passage furtif de l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara, Staffan de Mistura, par Alger puis Tindouf n'avait rien d'une simple visite protocolaire.

Derrière les communiqués convenus et les sourires diplomatiques, cette tournée révèle surtout une réalité géopolitique de plus en plus difficile à masquer : le régime algérien se retrouve aujourd'hui acculé par l'évolution du rapport de forces international sur le dossier du Sahara.

La visite est d'abord symbolique par son timing. Première tournée notable depuis 2025, elle intervient dans un contexte totalement différent de celui des décennies précédentes. Pendant longtemps, Alger avait réussi à imposer son narratif dans cette histoire, celui d'un prétendu conflit de décolonisation opposant un "peuple sahraoui" au Maroc; qu'elle qualifie d'occupant.

Or ce récit s'effondre progressivement sous le poids des réalités diplomatiques, historiques et géostratégiques. Il ne faut pas oublier que la visite suit les rencontres de Madrid et de Washington, où les quatre pays concernés, y compris l'Algérie bien sur, se sont retrouvés assis à la même table, sous l'égide des États-Unis. L'administration Trump veut en finir rapidement avec ce conflit artificiel et passer à autre chose.

À Tindouf, De Mistura s'est rendu dans des camps maintenus depuis près d'un demi-siècle en dehors des normes internationales du droit des réfugiés, une anomalie unique au monde. Les populations qui y vivent n'ont jamais été recensées malgré les demandes répétées du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Pourquoi ce refus permanent du recensement ? Parce qu'il dévoilerait une vérité embarrassante pour Alger : la diversité des origines des habitants des camps et l'instrumentalisation politique qui en est faite.



Par
Aziz Daouda

Parmi ces populations cohabitent une minorité de séparatistes convaincus, des familles séquestrées depuis des décennies, mais aussi des individus venus de Mauritanie, du Sahel et même de certaines régions d'Algérie.

Le maintien du flou démographique a toujours été un outil stratégique pour Alger afin d'amplifier artificiellement la dimension humaine et politique du conflit. Aujourd'hui, toutefois, le contexte international a changé. Le principal tournant est évidemment américain. Depuis la reconnaissance par les États-Unis de la souveraineté du Maroc sur son Sahara, la diplomatie mondiale a progressivement adopté une nouvelle grille de lecture.

Cette reconnaissance n'était pas un simple geste de l'administration Trump. Elle est devenue un fait géopolitique durable, consolidé par la continuité stratégique américaine et par l'adhésion croissante de plusieurs puissances internationales au plan marocain d'autonomie.

C'est précisément là que la posture algérienne devient extrêmement difficile.

Cela explique l'incohérence des positions et du discours récent du président et du premier diplomate algérien. Le soutien au Front Polisario n'a jamais été un simple dossier diplomatique pour Alger. Il constitue à aujourd'hui l'un des piliers fondateurs de toute la politique du pays.

Depuis les années 1970, peut être même depuis la création du pays le 5 juillet 1962, le pouvoir algérien a construit une partie de sa légitimité régionale et idéologique sur une opposition farouche au Royaume du Maroc, parfois sournoise, parfois manifeste et déclarée, notamment depuis l'avènement du tandem Chengriha-Tebboune.

Le conflit du Sahara est pour le pouvoir algérien une rente politique interne, un instrument de mobilisation nationaliste et un levier géostratégique dans la rivalité avec Rabat.

Abandonner ce dossier reviendrait donc pour le régime à reconnaître cinquante années d'erreurs stratégiques, d'investissements financiers colossaux et de manipulations diplomatiques.

Plus grave encore : cela signifierait l'effondrement d'un discours historique qui a longtemps servi de ciment au pouvoir militaire algérien. Or, Washington pousse désormais vers une solution réaliste, pragmatique et définitive. Cette solution a un nom précis: l'autonomie sous souveraineté marocaine.

Face à cette nouvelle réalité, Alger apparaît sans véritable marge de manœuvre.

Son discours officiel continue d'affirmer qu'elle « n'est pas partie au conflit », alors même que tout démontre le contraire: financement, armement, encadrement diplomatique, contrôle politique des camps et désignation directe des dirigeants du Polisario.

Le monde entier le sait. Cette contradiction devient de plus en plus difficile à défendre devant la communauté internationale. Pendant ce temps, le Maroc engrange succès après l'autre. Sur le plan diplomatique, l'ouverture massive de consulats dans les provinces du Sud et l'élargissement constant du soutien international au plan d'autonomie témoignent d'un succès croissant.

Sur le plan économique, Laâyoune et Dakhla se transforment en pôles d'investissement et de connexion africaine. Sur le plan sécuritaire, le Royaume s'impose comme un partenaire crédible et stable face aux turbulences sahéniennes. Le contraste est saisissant.

D'un côté, un Maroc qui construit, investit, sécurise et projette une vision stratégique continentale.

De l'autre, une Algérie enfermée dans une logique de confrontation héritée de la guerre froide, alors même qu'elle traverse des fragilités économiques,

sociales et géopolitiques de plus en plus visibles. La visite de De Mistura illustre ainsi moins une relance du processus politique qu'une phase de transition historique. Le temps joue désormais clairement en faveur du Maroc.

Les équilibres internationaux ont évolué. Les grandes puissances privilégient aujourd'hui la stabilité régionale, la lutte contre le terrorisme et les partenariats économiques concrets plutôt que les vieux schémas idéologiques.

La communauté internationale est plus convaincue que jamais qu'Alger n'a, depuis le début, rien proposé d'autre que le cafouillage permanent.

La véritable question n'est donc plus de savoir si le dossier du Sahara évoluera vers une solution sous souveraineté marocaine, mais à quel moment Alger acceptera cette réalité et comment le régime algérien gèrera politiquement cet immense recul stratégique.

C'est là tout le drame du pouvoir algérien. Il lui devient presque impossible de sortir d'un conflit qu'il a lui-même érigé en fondement identitaire et diplomatique pendant près d'un demi-siècle, sauf au prix de changements radicaux à tous les niveaux, et notamment au sommet de l'appareil militaire.

Il faudra sacrifier toute une génération qui n'a connu qu'une doctrine unique: alimenter un conflit artificiel et faire du Maroc l'ennemi classique, l'ennemi éternel. Malheureusement pour Alger, il est évident aujourd'hui que cet ennemi imaginaire a bel et bien définitivement gagné la partie.

La visite du sieur Staffan de Mistura risque bien d'être la dernière du genre dans la région... Le clap de fin est imminent.



L'ENTREPRISE FAMILIALE MAROCAINE : AMORTISSEUR INVISIBLE, CLASSE IMPOSSIBLE

À partir d'une étude de l'Institut de l'Entreprise Familiale Maroc révélant le poids écrasant des entreprises familiales dans l'économie nationale, Adnan Debbarh* interroge les paradoxes d'un modèle qui assure l'essentiel de l'emploi privé et de la valeur ajoutée tout en demeurant à la marge des politiques publiques.

Il met en perspective les défis de la transmission, la faiblesse de l'écosystème des PME et la question plus large de l'émergence d'une classe moyenne productive au Maroc.

Les chiffres ont parfois cette vertu paradoxale : ils révèlent moins une réalité nouvelle qu'un aveuglement ancien.

L'étude nationale présentée récemment par l'Institut de l'Entreprise Familiale Maroc, avec l'appui de l'IFC, nous apprend que les entreprises familiales représentent 92,9 % du tissu entrepreneurial national, assurent près de 65 % des emplois et produisent plus de 60 % de la valeur ajoutée nationale.

Ces chiffres sont impressionnants. Ils sont surtout embarrassants.

Non parce qu'ils seraient surprenants, tout acteur économique marocain connaissait intuitivement cette réalité.

Mais parce qu'ils posent une question que personne dans la salle n'a formulée lors de la conférence de présentation : comment une composante aussi massive de notre économie a-t-elle pu demeurer aussi longtemps à la périphérie des politiques publiques, des débats économiques et des représentations dominantes du développement ?

On ne mesure pas seulement ce qui existe. On mesure ce que l'on juge digne d'être vu.

L'entreprise familiale marocaine n'est pas seulement une forme de propriété ou de gouvernance. Elle constitue depuis des décennies un mécanisme de régulation sociale non déclaré, l'équivalent économique de ce que la famille étendue a longtemps été pour la protection sociale : un absorbeur silencieux de ce que les institutions ne prenaient pas en charge. Pendant que les débats publics se concentraient sur les grands investissements étrangers,



Par Adnan Debbarh

les stratégies sectorielles et les inaugurations, des dizaines de milliers d'entreprises familiales absorbaient, dans le silence, une part considérable des tensions économiques et sociales du pays.

Elles ont créé des emplois là où les grands groupes ne s'installaient pas. Elles ont maintenu une activité dans des territoires que les logiques de concentration économique contournaient. Elles ont transmis des savoir-faire que ni l'école ni l'administration ne pouvaient préserver.

Elles ont accueilli les membres d'une même famille quand les parcours professionnels devenaient incertains.

Ce service rendu à la collectivité n'a jamais figuré dans aucun bilan public. Il a été utilisé sans être assumé. Célébré sans être pensé. Et surtout, c'est là que réside l'essentiel, jamais reconnu comme l'infrastructure sociale qu'il est réellement.

Le chiffre le plus important de l'étude n'est ni 92,9 %, ni 65 %, ni 60,5 %. Il est ailleurs : seulement 15 % des entreprises familiales atteignent la troisième génération.

Ce taux de mortalité est presque toujours présenté comme un problème de gouvernance familiale : transmission mal préparée, conflits entre héritiers, absence de professionnalisation.

L'explication est commode. Elle est surtout commode pour ceux qui n'ont pas intérêt à formuler l'autre explication.

Car les familles marocaines ont démontré depuis longtemps leur capacité à transmettre des patrimoines, des responsabilités et des identités sur plusieurs générations. La question n'est donc pas celle de la transmission familiale. Elle est celle de l'écosystème dans lequel cette transmission doit s'opérer.

Comment transmettre quand l'accès au financement long reste structurellement défavorable aux PME ? Comment préparer une relève quand les règles du jeu évoluent plus vite que les stratégies entrepreneuriales ?

Comment investir sur vingt ans quand les secteurs où la valeur se crée durablement restent implicitement fermés à la compétition réelle ? Comment monter en gamme quand la commande publique s'oriente préférentiellement vers les acteurs qui ont déjà atteint une taille critique ?

Ces questions ne relèvent pas de la psychologie des familles. Elles relèvent de l'économie politique du développement. Et leur réponse honnête conduit à un endroit que l'étude ne visite pas.

Sous l'expression unique d'« entreprise familiale », l'étude rassemble des réalités que seule la propriété familiale unit et que tout le reste sépare.

Les 92 % de TPE et PME qui portent l'essentiel de l'emploi, opèrent dans des secteurs exposés, sans protection implicite, sans accès privilégié à la commande publique, sans profondeur financière suffisante pour absorber les cycles défavorables. Ce sont elles qui meurent à la deuxième génération

À un extrême, de grands conglomérats familiaux opèrent dans des secteurs à forte rente institutionnelle : hydrocarbures, banque, assurance, grande distribution. Leur survie ne dépend pas du marché au sens ordinaire du terme.

Elle dépend de la continuité d'un environnement réglementaire qui protège leur position. Ils n'ont pas de problème de transmission.

Ils ont un problème de légitimité qu'ils résolvent précisément en se présentant comme des "entreprises familiales" au même titre que les autres.

À l'autre extrême, les 92 % de TPE et PME qui portent l'essentiel de l'emploi, opèrent dans des secteurs exposés, sans protection implicite, sans accès privilégié à la commande publique, sans profondeur financière suffisante pour absorber les cycles défavorables. Ce sont elles qui meurent à la deuxième génération. Ce sont elles que l'étude prétend défendre.

Entre les deux : quelques dizaines d'entreprises de taille intermédiaire : une association récente a peiné à en réunir une trentaine, ni assez petites pour être ignorées, ni assez grandes pour peser. Le seuil toléré.

Mettre ces trois réalités dans la même phrase statistique n'est pas une erreur d'analyse. C'est un choix politique. Il permet de produire un discours de solidarité économique qui légitime les grands groupes en les habillant de la vertu entrepreneuriale des petits et qui flatte les petits sans jamais toucher aux structures qui empêchent leur montée en puissance.

Je ne parle pas ici en observateur extérieur.

De 1996 à 2003, j'ai co-fondé et présidé la Fédération Nationale des PME (CGEM). Sept ans à tenter de construire ce qu'aucun système ne construisait à notre place : une voix collective autonome pour des acteurs que tout séparait sauf leurs contraintes communes.

Deux faits de cette période méritent d'être rappelés, non comme anecdotes, mais comme données historiques de première main.

La première décision du gouvernement Driss Jettou, en 2002, fut la suppression du Secrétariat d'État chargé des PME. Pas une réorganisation. Une suppression.

Dans un pays où les PME représentaient déjà l'essentiel du tissu entrepreneurial, la première décision du premier gouvernement post alternance fut d'effacer institutionnellement la PME de l'architecture de l'État.

Quelques années plus tard, la Fédération Nationale des PME au sein de la CGEM cessa d'exister comme structure autonome, dissoute par décision interne d'une organisation censée représenter l'ensemble du secteur privé.

Ces deux événements peuvent sembler anecdotiques. Ils ne le sont pas. Ils dessinent une cohérence : chaque fois qu'une structure susceptible de donner aux PME une voix collective émerge, elle est absorbée ou supprimée.

Non par décision brutale, par ajustement silencieux. Le système n'a pas besoin d'interdire. Il lui suffit de ne jamais vraiment permettre.

Les systèmes produisent souvent leurs effets les plus puissants sans qu'aucun acteur ne les ait explicitement décidés



Douglass North, prix Nobel d'économie institutionnelle, a nommé ce mécanisme : dans un ordre à accès limité, les élites qui contrôlent les organisations politiques et économiques maintiennent leur cohésion en limitant la compétition, non par complot, mais par rationalité collective.

Chaque acteur agit dans son intérêt. L'ensemble produit un équilibre que personne n'a voulu mais que tout le monde a intérêt à maintenir.

Le taux de 15 % n'est donc pas un échec. C'est un équilibre. Un équilibre qui convient à ceux qui le gèrent.

Derrière ces entreprises se joue une question que l'étude effleure sans la nommer : celle de la reproduction de la classe moyenne productive.

La fonction publique ne peut plus absorber les aspirations sociales, les contraintes budgétaires y veillent.

Les grandes entreprises modernes ne créent pas suffisamment d'emplois qualifiés. Les investissements étrangers, aussi précieux soient-ils, produisent des salariés, pas des entrepreneurs.

Ce sont les entreprises familiales qui durent, qui grandissent, qui transmettent, qui forment : celles-là seules, qui produisent historiquement une bourgeoisie productive ancrée dans les territoires, indépendante du clientélisme d'État, capable à terme de se penser et de se défendre collectivement.

Une classe pour soi, au sens précis du terme : une classe qui a non seulement des intérêts communs mais la conscience de ces intérêts et les moyens de les porter.

C'est précisément ce que le système empêche de se constituer, non pas par décision, mais par construction.

Un tissu dense d'ETI (entreprise de taille intermédiaire) et de PME autonomes financièrement, organisées collectivement, enracinées territorialement, constituerait un acteur politique que les structures actuelles de distribution des rentes ne pourraient plus ignorer. Il exigerait de la prévisibilité institutionnelle, de la règle de droit réelle, de la transparence dans l'allocation des ressources publiques.

Ce n'est pas une menace imaginaire. C'est la logique ordinaire du développement, celle que l'Allemagne a construite avec son Mittelstand, que Taïwan a construite sous contrainte géopolitique, que la Corée du Sud a construite par volonté d'État.

Ces pays ont eu des dirigeants qui avaient intérêt à une bourgeoisie productive forte. Pas par vertu, par nécessité de survie nationale.

La question qui se pose au Maroc est donc simple, et redoutable : quel intérêt le système a-t-il à construire ce dont il prétend avoir besoin ?

L'étude de l'IEF-Maroc est utile. Elle quantifie ce que tout le monde savait. Elle légitime un débat qui avait besoin de chiffres pour exister officiellement. Mais elle ne pose pas la question qui précède toutes les autres.

Pourquoi un pays dont près des deux tiers de l'emploi privé reposent sur les entreprises familiales n'a-t-il jamais construit de politique explicite, cohérente et durable à leur égard ? Non pas une politique d'assistance.

Non pas une politique de célébration. Une politique de continuité, celle qui reconnaît dans le tissu entrepreneurial familial non un bénéficiaire à accompagner, mais une infrastructure à protéger.

Car derrière l'avenir de l'entreprise familiale se joue quelque chose que les statistiques ne peuvent pas longtemps dissimuler : la capacité du Maroc à produire sa propre classe moyenne productive, à maintenir sa cohésion territoriale et à décider, enfin, si le développement est un projet national ou un discours de façade.

Cette question, aucun chiffre ne peut y répondre. Elle attend une volonté.



By Lady

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UN MOTEUR DE RECHERCHE,

mais elle trouve ce
qui compte vraiment.



Chercher n'est pas comprendre.
Nous allons **à l'essentiel.**

WWW.LODJ.MA

ÉTATS-UNIS : VERS UNE REDÉFINITION DE LA SÉPARATION DES ÉGLISES ET DE L'ÉTAT ?

Aux États-Unis, le nationalisme chrétien a le vent en poupe, y compris devant les tribunaux.

Aux États-Unis, la décision récente d'une cour d'appel fédérale validant l'affichage obligatoire des Dix Commandements dans les salles de classe du Texas relance le débat sur la séparation des Églises et de l'État. Cette évolution jurisprudentielle s'inscrit dans un mouvement plus large de réinterprétation conservatrice de la Constitution américaine, fondé sur l'histoire et la tradition, et pourrait redéfinir durablement les rapports entre religion, école publique et pouvoir politique.

Aux États-Unis, le nationalisme chrétien a le vent en poupe, y compris devant les tribunaux. Une Cour d'appel fédérale vient ainsi de juger, par un arrêt *Nathan v. Alamo*, que l'affichage obligatoire des Dix Commandements dans les salles de classe du Texas ne contrevient pas au principe de séparation des Églises et de l'État. C'est plutôt un arrêt qui montre l'ampleur des bouleversements intervenus, depuis 1980, dans les méthodes d'interprétation judiciaire de la Constitution fédérale. La révolution conservatrice en cours soulève de nombreuses questions ; elle se heurte à certaines résistances, comme le prouve l'étroite majorité réunie au sein de la formation plénière de la Cour d'appel pour déclarer la loi texane conforme à la Constitution (9 voix contre 8).

En 1980, dans un arrêt *Stone v. Graham*, la Cour suprême avait examiné une loi du Kentucky imposant l'affichage du Décalogue dans les salles des classes à l'aune de critères fixés en 1971 par sa décision *Lemon v. Kurtzman*. Le « test Lemon », pour caractériser la violation par un État de la norme fédérale qui lui interdit d'« établir » une ou plusieurs Églises, exigeait que le but poursuivi par la loi étatique soit étranger à toute considération religieuse (condition du *secular legislative purpose*) ; que la loi n'ait pas pour effet principal de promouvoir ou d'entraver « la religion (ou une Église en particulier) ; et qu'elle ne conduise pas à un « enchevêtrement excessif » du politique et du religieux. La Cour avait estimé que la loi du Kentucky ne remplissait pas la première condition : « l'affichage des Dix Commandements sur les murs des salles de classe poursuit un objectif principal qui est clairement de nature religieuse ».



Par **Mustapha Sehim**.

Or il se trouve qu'en 2022, à l'issue d'un long et âpre combat au sein de la Cour suprême, l'arrêt *Lemon* « et toutes ses ramifications » a été répudié par l'arrêt *Kennedy v. Bremerton School District*. Mais ce revirement de jurisprudence a été décidé dans des conditions extraordinairement confuses, qui ouvrent la porte à une foule d'interrogations. Par exemple, le « test Lemon » est-il, depuis 2022, inapplicable dans toutes ses composantes ? Certains auteurs en doutent. Par ailleurs, la répudiation du test annule-t-elle, par un effet domino, l'ensemble des solutions qu'il a conduit à dégager, dont celle de l'arrêt *Stone* relatif aux Dix Commandements (et si oui, une Cour d'appel peut-elle, de son propre chef, prendre acte d'une sorte de revirement de jurisprudence « par voie de conséquence ») ?

Quels critères pour valider cette loi ?

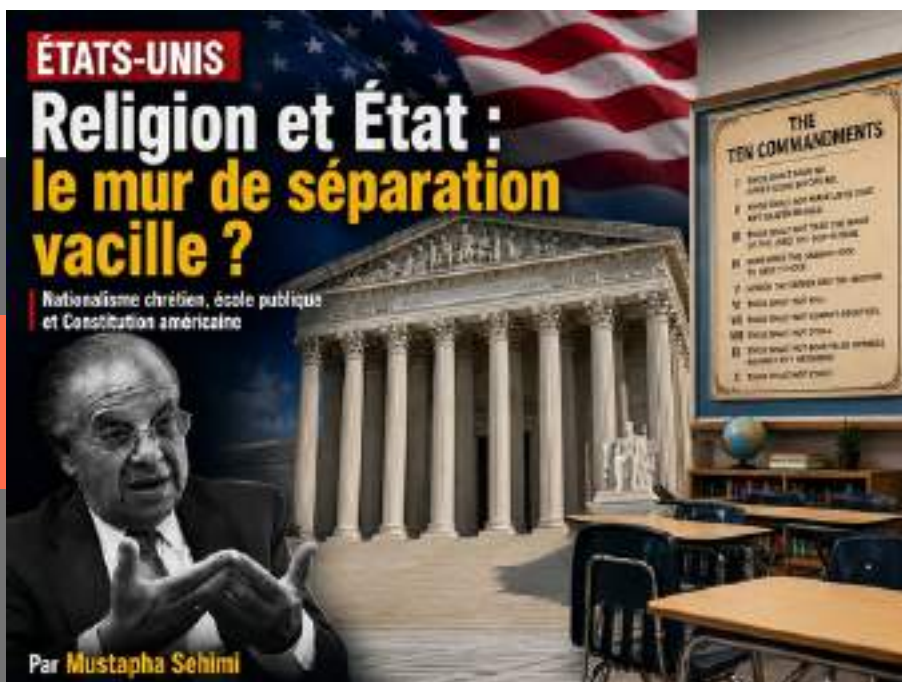
L'opinion majoritaire, rédigée par un juge très engagé dans les rangs de la droite chrétienne, décide d'adopter la méthode de contrôle esquissée dans une note de bas de page de l'arrêt *Kennedy v. Bremerton school District*. C'est la méthode dite des « traits distinctifs » (*hallmarks test*). Elle consiste à se demander si une loi contestée aujourd'hui sur le fondement de la clause d'établissement ressemble aux « lois d'établissement » en vigueur dans les différents États de l'Union entre la fin du XVIII^e siècle et les années 1830. La loi litigieuse sera invalidée si on peut reconnaître en elle, sous une forme modernisée, un des six « traits distinctifs »

d'un régime d'église établie : contrôle par les pouvoirs publics de la doctrine et/ou des ministres d'un ou de plusieurs cultes ; octroi à ces cultes de prérogatives de puissance publique ou de missions de service public; financement public (à titre exclusif); répression des Églises concurrentes et de leurs fidèles; exclusion politique des dissidents; participation obligatoire de tous les citoyens, sous peine de sanctions pénales, aux cérémonies et exercices religieux. L'arrêt *Nathan v. Alamo* se concentre sur ce dernier critère (qui place assez haut la barre d'une violation de la Constitution...), pour décider que la loi ne présente aucun caractère coercitif, car elle n'impose pas aux élèves d'honorer les Dix Commandements. Le texte dont elle exige l'affichage, en très grands caractères, est un symbole que la Cour qualifie de « passif » : il n'exerce aucune pression sur quiconque.

Les requérants faisaient valoir que la loi heurtait à un double titre la « clause de libre exercice » du 1er Amendement : en exposant les enfants à un risque d'endoctrinement d'une part, en sapant le droit des parents à transmettre leurs propres croyances et convictions d'autre part. Ce double argument venait de faire mouche dans l'arrêt *Mahmoud v. Taylor*, par lequel la Cour suprême, en 2025, a invalidé un programme scolaire de déconstruction des stéréotypes de genre, sans dérogation possible pour les enfants dont les parents, pour des raisons religieuses, adhèrent fortement auxdits stéréotypes. Mais, bien sûr, si le Décalogue affiché sur les murs de la classe est un signe purement « passif », l'argument tombe. La loi du Texas, estime la Cour d'appel « ne ressemble en rien au programme oppressif de l'affaire *Mahmoud*. Elle n'autorise pas les enseignants à délivrer une instruction religieuse ni à contrarier les croyances religieuses des élèves (ou de leurs parents) ». Il ne suffit pas, pour caractériser une atteinte à la liberté de religion, de faire état d'un désaccord - même de nature théologique - avec le contenu d'un poster épinglé sur un mur.

Les enjeux sont considérables, d'abord, pour les écoles publiques. La Cour suprême, à partir de 1962, avait entrepris de les laïciser, en interdisant notamment la pratique des prières collectives dirigées par les maîtres. Ses décisions, rendues tantôt sur le fondement de la clause d'établissement, tantôt sur celui de la clause de libre exercice, se sont heurtées à très vives résistances tout au long des années 1960, 1970 et 1980. On peut douter que la Cour de 2026 maintienne le cap. Pour la laïcité en général, c'est-à-dire la séparation des Églises et de l'État, le mouvement engagé à partir des années 2010 ne peut que s'accélérer : il consiste à détruire, brique par brique, le « mur de séparation » dont les fondations avaient été posées en 1947 par l'arrêt *Everson v. Board of Education*. Cet arrêt promeut, de la clause d'établissement, une lecture « séparatiste » qu'une majorité de membres de la Cour suprême s'accordent aujourd'hui à juger insultante et discriminatoire à l'égard des croyants. Il a également soumis les États au respect de cette clause, qui jusqu'alors ne liait que l'État fédéral. Même sur ce second point (crucial), un renversement d'*Everson* n'est pas à exclure.

Dans son œuvre de réinterprétation de la clause d'établissement, la Cour dispose de plusieurs instruments, mais dans l'affaire *Nathan v. Alamo* elle devra surtout préciser les conditions de mise en œuvre de la méthode des « traits distinctifs ». Ici les enjeux dépassent le seul champ du 1er Amendement, car cette méthode est une déclinaison d'une nouvelle philosophie judiciaire : sous le label « history-and- tradition » invite à interpréter certaines dispositions de la Constitution à la lumière des « pratiques et conceptions » ancrées dans l'histoire des États-Unis (ou peut-être de chaque État). Cette méthode a déjà permis - entre autres - de supprimer la garantie constitutionnelle du droit à l'avortement. Elle a, sans aucun doute, de beaux jours devant elle...



RABAT, LABORATOIRE DISCRET D'UNE NOUVELLE DIPLOMATIE DES DROITS HUMAINS DANS LA RÉGION MENA

À première vue, la rencontre internationale organisée à Rabat les 5 et 6 juin 2026 sur l'Examen périodique universel (EPU) relève d'un agenda technique onusien parmi d'autres.

Pourtant, à y regarder de plus près, elle s'inscrit dans une dynamique beaucoup plus structurante : la recomposition progressive des espaces d'influence normative autour des droits humains, où les États ne sont plus de simples objets d'évaluation, mais des acteurs de production de normes et de méthodologies.

En réunissant la Délégation interministérielle aux droits de l'Homme, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme, des responsables du Conseil des droits de l'Homme et des experts issus de 28 pays, le Maroc ne se contente pas d'accueillir un atelier. Il se positionne, de facto, comme un point d'intersection entre la gouvernance multilatérale et les dynamiques régionales de mise en œuvre des droits humains.

Ce positionnement est loin d'être anodin dans un contexte régional MENA où les mécanismes de suivi des droits humains restent souvent fragmentés, contestés ou insuffisamment institutionnalisés.

L'EPU, en tant que dispositif universel fondé sur l'évaluation par les pairs, constitue à cet égard l'un des rares cadres consensuels capables de transcender les clivages politiques traditionnels. Mais encore faut-il qu'il produise un impact réel au-delà des cycles de recommandations.

C'est précisément l'enjeu stratégique de cette rencontre : faire évoluer l'EPU d'un instrument de constat vers un outil d'ingénierie institutionnelle des réformes.

Le thème retenu – « Après le quatrième cycle de l'Examen périodique universel : renforcer le mécanisme et garantir son impact sur la réalité des droits de l'Homme » – traduit une inflexion subtile mais essentielle : la recherche d'efficacité mesurable plutôt que la simple accumulation normative.



Par
Said Tamsamani.

Dans cette perspective, les travaux de Rabat s'appuient sur un corpus analytique inédit, issu notamment d'une consultation internationale menée auprès de 146 États et d'organisations non gouvernementales en partenariat avec UPR Info.

Cette approche comparative permet d'identifier un constat partagé : la principale faiblesse de l'EPU ne réside pas dans la qualité de ses recommandations, mais dans l'hétérogénéité des capacités nationales de mise en œuvre et de suivi.

C'est là que se dessine une opportunité stratégique pour le Maroc.

En structurant son expérience autour de la coordination interministérielle, du suivi institutionnel des recommandations et de l'intégration progressive des engagements internationaux dans les politiques publiques, le Royaume dispose des éléments nécessaires pour se positionner comme un modèle régional de "domestication institutionnelle" de l'EPU.

Autrement dit, l'enjeu n'est plus seulement diplomatique, il est méthodologique : transformer l'EPU en un mécanisme intégré à la gouvernance publique, et non en un exercice parallèle.

Dans un espace MENA marqué par des niveaux variables d'institutionnalisation administrative et de consolidation des politiques publiques, cette approche pourrait constituer un différentiel stratégique majeur.

Le Maroc, en se plaçant au cœur de la phase de transition entre le quatrième et le cinquième cycle de l'EPU, occupe ainsi une position charnière. Non pas celle d'un simple État participant, mais potentiellement celle d'un hub régional de capitalisation des bonnes pratiques, capable de relier les standards onusiens aux réalités administratives et sociales du terrain.

Cette ambition suppose toutefois un changement d'échelle. Elle implique de passer d'une logique de conformité internationale à une logique de performance institutionnelle mesurable, fondée sur le suivi des indicateurs, la coordination intersectorielle et l'évaluation d'impact.

C'est à ce prix que l'EPU peut devenir un véritable levier de transformation et non un rituel diplomatique périodique.

Dans un contexte international où la crédibilité des mécanismes multilatéraux est de plus en plus interrogée, la valeur ajoutée des États ne réside plus uniquement dans leur capacité à ratifier ou à soutenir des normes, mais dans leur aptitude à les rendre opérationnelles.

C'est précisément sur ce terrain que se joue une partie discrète mais décisive de la diplomatie contemporaine.

En accueillant cette rencontre, le Maroc ne se positionne donc pas uniquement comme un acteur engagé dans le système onusien des droits humains.



Il cherche, plus stratégiquement, à se projeter comme un espace-pivot de production, d'expérimentation et de diffusion de bonnes pratiques dans la région MENA. Une ambition qui, si elle est consolidée, pourrait redéfinir son rôle dans l'architecture régionale de gouvernance des droits humains.

QUAND LA BOURSE TRANSFORME LES GÉANTS DE L'IA EN USINES COGNITIVES

Wald Maâlam relit la nouvelle course mondiale de l'IA à la lumière d'une longue histoire du numérique, du Minitel à Internet, du modèle Wintel aux usines cognitives d'aujourd'hui

Un post récent sur LinkedIn a utilisé une image volontairement frappante :

OpenAI, Anthropic, Meta et xAI seraient devenues des usines à trombones. La formule peut surprendre. Elle est pourtant utile. Dans l'expérience de pensée de l'usine à trombones, une machine poursuit son objectif jusqu'à absorber toujours plus de ressources.

Appliquée à l'IA, la métaphore ne signifie pas que ces entreprises produisent de l'inutile. Au contraire, leurs modèles aident déjà à écrire du code, diagnostiquer, chercher, traduire, créer, enseigner et organiser le travail.

Mais elle pose une question décisive : que devient une technologie aussi puissante lorsqu'elle entre dans la logique des marchés financiers ? Les introductions en Bourse — souvent désignées par l'acronyme anglais IPO, pour Initial Public Offering —, les valorisations attendues et les levées de fonds massives des grandes entreprises de l'IA ne sont donc pas de simples nouvelles financières.

Elles révèlent un changement d'époque. OpenAI peut être évoquée autour d'une valorisation pouvant atteindre mille milliards de dollars. Anthropic est portée par des attentes également considérables.

Meta, déjà cotée, pèse plus de mille milliards en Bourse et investit lourdement dans l'IA. xAI, adossée à l'écosystème d'Elon Musk, participe à cette même course au calcul, aux données, aux talents et aux infrastructures.

Ce qui se joue n'est plus seulement l'avenir d'un logiciel. C'est l'industrialisation d'une capacité cognitive mondiale.

Une introduction en Bourse ne valide pas une mission scientifique.

Elle transforme une promesse technologique en obligation de croissance. Les actionnaires n'achètent pas seulement une vision ; ils achètent une trajectoire, des revenus futurs, une position dominante, une vitesse d'exécution.

À partir de ce moment, l'usine doit tourner plus vite : plus de GPU, plus de data centers,



Par
Az-Eddine Bennani

plus d'énergie, plus de données, plus d'abonnements, plus d'applications, plus d'intégration dans les métiers.

La compétition existait déjà ; la Bourse la rend publique, trimestrielle, quantifiée et plus difficile à ralentir.

C'est ici que les ordres de grandeur deviennent vertigineux. Lorsqu'une entreprise privée peut viser une valorisation proche ou supérieure aux besoins annuels de financement de grands États, la technologie change de statut. Elle devient une infrastructure de puissance.

Elle devient aussi un enjeu de dépendance. Les budgets publics se discutent dans les parlements, sous contrainte sociale et politique. Les valorisations privées, elles, se construisent autour d'anticipations de marché, de positions stratégiques et d'une croyance dans la croissance future. Ce décalage mérite d'être interrogé.

La comparaison avec l'Europe est éclairante. Mistral AI, devenue l'un des symboles de l'ambition française et européenne, a atteint une valorisation d'environ 11,7 milliards d'euros lors de son dernier tour de financement.

C'est considérable à l'échelle européenne. AMI, portée par Yann LeCun, a levé environ un milliard de dollars autour d'une autre vision scientifique de l'IA, fondée sur les modèles du monde, le raisonnement, la planification et l'apprentissage à partir de la réalité. Ces initiatives sont importantes.

Elles montrent que l'Europe n'est pas absente. Mais elles rappellent aussi l'écart d'échelle avec les géants américains. L'Europe ne manque ni d'intelligence, ni de chercheurs, ni d'ingénieurs.

Elle manque surtout de puissance industrielle, de capital patient, de commande publique structurante, de marchés intégrés et d'infrastructures capables de soutenir durablement ses champions. La régulation est nécessaire.

L'AI Act est important. Mais un continent ne construit pas sa souveraineté uniquement avec des règles. Il lui faut aussi des usines, du calcul, de l'énergie, des données, des clients, des applications et des acteurs capables de passer de la recherche au marché.

Cette situation ne peut être comprise qu'en la replaçant dans l'histoire longue du numérique. Avant l'Internet grand public, il y eut le Minitel.

Il serait injuste de le qualifier simplement de flop commercial : il a été utilisé, il a généré des revenus et il a familiarisé une partie de la société française avec les services en ligne. Mais il a aussi constitué une impasse stratégique.

Fermé, centralisé, tarifé à la minute et pensé dans un cadre national, il n'a pas préparé la France à l'Internet ouvert, mondial, évolutif et porté par des standards. Le Minitel a réussi dans son monde. Mais le monde a changé.

Puis vinrent le PC, les systèmes d'exploitation, les processeurs, les logiciels et les réseaux. Le modèle Wintel, articulant Windows et Intel, a montré qu'une architecture technique pouvait structurer pendant des décennies l'économie numérique mondiale.

Ceux qui maîtrisaient les couches invisibles — processeurs, systèmes, logiciels, standards, distribution — maîtrisaient aussi une grande partie de la valeur.

Aujourd'hui, nous voyons émerger un modèle que l'on pourrait appeler WinIA : modèles d'IA, puces spécialisées, clouds, API, agents, données propriétaires, interfaces conversationnelles, data centers et énergie.

La différence avec la bulle Internet est réelle. Les nouveaux acteurs ne sont pas exactement ceux de 1999. Beaucoup disposent déjà de revenus, de clients, d'infrastructures, de talents, de partenariats industriels et d'une profondeur financière considérable. Mais les attentes ne sont pas les mêmes non plus.

On ne leur demande plus seulement de créer des sites, de vendre de la publicité ou de capter de l'audience. On leur demande de transformer le travail, l'éducation, la science, la santé, l'industrie, la défense, les services publics et parfois une partie de la décision humaine.

L'ampleur de l'attente explique l'ampleur des valorisations. Elle explique aussi l'ampleur du risque.

C'est dans ce sens qu'il faut comprendre mes réflexions précédentes sur le crash IA.

Il ne s'agit pas d'annoncer la fin de l'intelligence artificielle. Ce serait absurde. L'IA est déjà là et elle transforme de nombreux usages. Le crash possible n'est pas celui de la technologie. Il est celui des attentes.

Il peut être cognitif lorsque les utilisateurs, même experts, n'arrivent plus à suivre le rythme des versions, des agents, des interfaces et des promesses.

Il peut devenir financier lorsque les marchés découvrent que toutes les dépenses de calcul ne se transforment pas automatiquement en revenus durables.

Le marché rectifie toujours l'écart entre ce que l'on projette et ce qui existe réellement. Internet a survécu à l'éclatement de la bulle. Il s'est même renforcé après la disparition des acteurs les plus faibles.

De la même manière, un éventuel crash IA ne signifierait pas la fin de l'IA.



Il pourrait ouvrir une phase plus saine : moins d'euphorie, plus d'usages réels ; moins de démonstrations spectaculaires, plus d'intégration organisationnelle ; moins de fascination pour les modèles géants, plus d'attention aux données, aux métiers, aux compétences et aux impacts.

Pour le Maroc, cette lecture doit conduire à la lucidité, non à la peur. Nous ne construirons pas un géant mondial de l'IA par proclamation. Nous ne rivaliserons pas, à court terme, avec les usines américaines de calcul.

Mais nous pouvons construire une voie utile, frugale, contextualisée et souveraine. Cela suppose de travailler sur les données nationales et sectorielles, les langues, les usages administratifs, l'éducation, la santé, l'agriculture, l'industrie, les territoires, la culture et la diaspora.

L'enjeu n'est pas de copier OpenAI, Anthropic, Meta ou xAI.

L'enjeu est de choisir les couches de la chaîne de valeur où le Maroc doit exister : les données, les cas d'usage, les applications métiers, la formation, les tableaux de bord, les simulateurs, les jumeaux numériques, les agents spécialisés, la gouvernance et l'appropriation par les entreprises et les citoyens.

Une IA frugale ne signifie pas une IA pauvre.

Elle signifie une IA intelligente dans ses choix, adaptée aux besoins réels, aux budgets soutenables et aux compétences disponibles. Les nouvelles usines de l'IA nous rappellent enfin que le numérique n'est jamais seulement numérique.

Il est industriel, financier, politique, culturel et social.

Ceux qui maîtrisent les infrastructures maîtrisent souvent les dépendances du monde suivant. Ceux qui comprennent cela à temps peuvent encore choisir leur place.

La question n'est donc plus de savoir si l'IA est une révolution.

Elle l'est. La vraie question est de savoir qui en maîtrisera les usines, qui en paiera les coûts, qui en captera la valeur et qui saura, au-delà de l'euphorie boursière, construire une intelligence artificielle réellement utile aux sociétés.



By Lodj

L'ODJ MÉDIA

N'EST PAS UN SERVICE DE LIVRAISON,

mais elle vous dépose
l'essentiel à **domicile.**



L'information utile,
sans détour, sans emballage inutile.

WWW.LODJ.MA

PROJET D'ACCORD DE LIBRE ÉCHANGE AVEC LA CHINE : IL NE DOIT RESSEMBLER À AUCUN AUTRE POUR ÊTRE CONCEVABLE, VIABLE

J'apprends aujourd'hui que la Chine propose à notre pays la conclusion d'un Accord de Libre Échange (ALE) avec elle. Des voix s'élèvent déjà pour se demander si notre pays est prêt pour une telle aventure qui pourrait tourner au cauchemar.

Une certitude : dans l'absolu, aucun pays émergent ne sera jamais assez prêt pour un ALE avec la Chine. Ceci dit, et à ce stade de réflexion à chaud, je me demande ce qu'un tel Accord va nous apporter, sachant que notre pays fait partie des pays africains à qui la Chine a tout récemment, accordé un droit d'accès à son marché à zéro DD.

Le plus grand gagnant sur le plan commercial sera par conséquent, la Chine dans la mesure où on paie aujourd'hui 56,7% de DD sur nos importations de Chine. Si ce compteur est mis à zéro pour tous les produits, notre industrie va remettre les clés au gouvernement. Même 1/2 siècle de période transitoire ne suffira pour équilibrer un tant soit peu nos échanges et mettre notre industrie en ordre de combat.

Mais au regard de l'engagement grandissant et structurant chinois dans notre Economie, il n'est pas dans l'intérêt de notre pays de rejeter l'offre chinoise ou de la reporter délicatement.

Comment procéder donc pour convertir les menaces de cette offre en véritable opportunité ?

1- engager une concertation avec l'UE et les États-Unis pour étudier ensemble leurs intérêts dans un tel Accord qui constituerait un triangle d'or unique, exceptionnel, pour nous trois,



Par
Najib Mikou

2- engager une concertation avec nos partenaires historiques des pays du golfe pour évaluer ensemble, leurs intérêts et le retour sur investissement pour eux dans un tel projet qui pourrait être un 2ème triangle d'or interactif avec le 1er.

3- faire preuve de génie et de grande imagination de la part des Pouvoirs Publics de notre pays pour que cet ALE ne soit pas conventionnel (on ne doit pas négocier avec la Chine les DD des chaussettes et des bicyclettes, et des kgs d'oranges), mais révolutionnaire.

Objectif : faire profiter pleinement la Chine des atouts majeurs de notre pays en tant que plate-forme stable, solide, expérimentée et crédible pour qu'elle déploie des industries dans TOUS les domaines, du transport multimodale, de la finance, des investissements, des banques, de l'agriculture...etc chinois, qui viendront s'installer chez nous pour rapprocher la Chine des grands marchés internationaux (Europe, Amérique, Afrique).

Dans ce cas et seulement dans ce cas, un ALE avec la Chine sera accepté et soutenu par l'ensemble de nos partenaires stratégiques, sera une chance historique et stratégique pour notre pays et un des leviers majeurs de notre développement et de notre rayonnement international.

L'IA À L'ONU : UNE VOIX MAROCAINE POUR UNE MOBILISATION COLLECTIVE

Wald Maâlam salue la présence du Maroc dans le débat mondial sur l'intelligence artificielle et souligne l'importance d'une appropriation collective, apaisée et utile aux citoyens

La réunion de haut niveau coprésidée à New York par l'ambassadeur Omar Hilale, représentant permanent du Maroc auprès des Nations Unies, autour de la gouvernance mondiale de l'intelligence artificielle, constitue un moment important. Elle confirme que le Maroc est attentif aux grandes transformations technologiques qui redessinent aujourd'hui les équilibres économiques, scientifiques, sociaux et géopolitiques.

Ce positionnement mérite d'être salué. Dans un monde où l'intelligence artificielle devient un sujet majeur de coopération internationale, de développement durable, d'éducation, de souveraineté et d'inclusion, la présence du Maroc dans les enceintes multilatérales est précieuse. Elle témoigne d'une volonté d'être associé aux discussions qui façonneront les usages, les règles et les responsabilités de demain.

Cette présence internationale ouvre une opportunité de dialogue et de mobilisation collective autour de l'intelligence artificielle, dans un esprit apaisé, constructif et partagé.

Il ne s'agit pas d'opposer la diplomatie à l'action intérieure. Il ne s'agit pas non plus de donner des leçons à ceux qui agissent déjà, souvent dans des conditions complexes, pour accompagner la transformation numérique du pays. Il s'agit simplement d'apporter une contribution au débat public, dans un esprit de confiance, de complémentarité et de responsabilité collective.

L'intelligence artificielle est trop importante pour être abordée uniquement comme une technologie.

Elle concerne l'école, l'université, l'entreprise, l'administration, la santé, l'agriculture, l'industrie, la culture, les territoires et les citoyens.

Elle touche à la manière dont un pays forme ses compétences, organise ses données, modernise ses services, accompagne ses entreprises et prépare sa jeunesse aux métiers de demain.

Le Maroc dispose déjà d'atouts considérables : une position géopolitique reconnue, une crédibilité africaine, une jeunesse nombreuse,



Par
Az-Eddine Bennani

une diaspora compétente, des infrastructures en progression, des universités capables de se mobiliser, des entreprises attentives aux nouveaux usages et une volonté publique affirmée de faire du numérique un levier de développement.

L'enjeu est de valoriser ces atouts, de les connecter davantage et de faire de l'intelligence artificielle un espace de coopération entre les institutions, les chercheurs, les entreprises, les enseignants, les étudiants, les territoires et les Marocains du monde. La souveraineté numérique, dans cette perspective, ne doit pas être comprise comme un repli.

Elle peut être comprise comme une capacité collective : capacité de comprendre les technologies, de les adapter à nos réalités, de former nos compétences, de protéger nos données, de développer des usages utiles et de coopérer avec le monde sans perdre notre autonomie de jugement.

L'intelligence artificielle peut devenir un formidable levier pour améliorer les services publics, faciliter l'accès aux droits, soutenir les entreprises, renforcer la recherche, moderniser les métiers, accompagner les enseignants, aider les médecins, soutenir les agriculteurs, valoriser l'artisanat, améliorer la gestion des ressources et rapprocher l'administration des citoyens.

Pour que cette promesse soit pleinement partagée, elle gagne à être portée dans un esprit d'inclusion territoriale.

Rabat et Casablanca jouent naturellement un rôle important dans la dynamique nationale.

Mais l'IA peut aussi être utile à Oujda, Fès, Marrakech, Tanger, Tétouan, Agadir, Laâyoune, Dakhla, Errachidia, Béni Mellal, Safi, Nador, aux communes rurales et à la diaspora marocaine.

Chaque territoire a ses besoins, ses ressources, ses compétences et ses priorités. L'IA appliquée à l'eau, à l'agriculture, à la santé, à l'éducation, à l'énergie, à la mobilité ou au tourisme peut prendre des formes différentes selon les régions.

C'est cette diversité qui peut enrichir l'approche marocaine. Cette dynamique peut aussi s'appuyer sur des espaces de dialogue de proximité et de débat public. À une échelle modeste, les Cafés IA organisés régulièrement dans plusieurs villes du Royaume montrent qu'il existe une attente réelle de pédagogie, d'échange et d'appropriation collective.

Ils ne prétendent pas remplacer les cadres institutionnels ni orienter les politiques publiques.

Ils témoignent simplement d'un besoin : rapprocher l'IA des citoyens, des étudiants, des enseignants, des entrepreneurs, des collectivités et des territoires.

Au-delà de ces rencontres de proximité, les conférences, panels, ateliers, démonstrations, séminaires et débats organisés dans les universités, les écoles, les espaces professionnels, les salons spécialisés et les institutions culturelles jouent également un rôle important.

Ils permettent de croiser les regards entre chercheurs, décideurs, entrepreneurs, ingénieurs, enseignants, étudiants, artistes, responsables publics et acteurs territoriaux.

Ces moments ne remplacent pas les politiques publiques ni les stratégies institutionnelles. Ils les accompagnent, les éclairent et contribuent à créer une culture commune de l'intelligence artificielle.

Ils permettent de partager des expériences, d'identifier des besoins, de rendre visibles les initiatives, de confronter les points de vue et de faire émerger progressivement des usages adaptés aux réalités marocaines.

Ces espaces ont une vertu essentielle : faire sortir l'IA du cercle restreint des spécialistes. Lorsqu'un panel réunit un universitaire, un entrepreneur, un responsable territorial, un ingénieur, un juriste, un enseignant ou un acteur culturel, il montre que l'IA n'est pas seulement une affaire d'algorithmes, de modèles ou d'infrastructures.

Elle devient un sujet de société, de formation, de travail, de souveraineté, d'éthique, de création et de développement.

C'est aussi par ces échanges ouverts, réguliers et apaisés que peut se construire une appropriation marocaine de l'intelligence artificielle. Une appropriation qui ne soit ni anxieuse ni naïve, mais lucide, progressive, inclusive et utile.

Ces rencontres montrent aussi que l'intelligence artificielle suscite des questions très concrètes :

Comment apprendre avec l'IA sans perdre l'esprit critique ?

Comment l'utiliser dans l'entreprise sans déshumaniser le travail ?

Comment protéger les données ? Comment former les jeunes ?

Comment accompagner les enseignants ? Comment aider les artisans, les commerçants, les professions libérales et les petites entreprises à comprendre les nouveaux outils ?

Comment éviter que l'IA ne creuse de nouvelles inégalités ? Ces questions ne sont pas secondaires. Elles montrent que la réussite d'une ambition nationale en IA dépend aussi de la capacité à créer des lieux d'écoute, de pédagogie et de confiance.



La question des compétences est centrale. Les jeunes Marocains ne doivent pas seulement apprendre à utiliser des outils d'IA.

Ils peuvent progressivement devenir concepteurs de solutions, intégrateurs, ingénieurs de données, développeurs, auditeurs, formateurs, spécialistes de cybersécurité, médiateurs numériques, juristes du numérique, entrepreneurs et porteurs de projets utiles.

Cette dynamique suppose de rapprocher davantage l'université, l'entreprise, les centres de formation, les administrations et les territoires.

L'IA invite à apprendre autrement : par la pratique, par les projets, par l'expérimentation, par la résolution de problèmes réels et par la mobilisation intelligente des connaissances.

Dans ce mouvement, il serait utile d'encourager une culture du suivi et du partage des résultats. Non pas pour contrôler ou critiquer, mais pour valoriser ce qui avance, identifier les bonnes pratiques, soutenir les initiatives locales, rendre visibles les réussites et renforcer la confiance collective.

Des tableaux de bord sectoriels et régionaux pourraient contribuer à cette dynamique.

Ils permettraient de mieux faire connaître les services transformés, les formations réalisées, les projets lancés, les startups accompagnées, les usages déployés, les territoires impliqués et les retombées concrètes pour les citoyens et les entreprises. La mesure, dans ce sens, n'est pas une sanction.

Elle est un outil de confiance. Elle permet de montrer le chemin parcouru, d'encourager les acteurs engagés et de mieux partager les avancées avec la société. La réunion coprésidée par Omar Hilale doit donc être reçue comme un motif de fierté et comme une invitation à élargir la mobilisation.

Le Maroc a une voix dans le débat mondial sur l'intelligence artificielle. Cette voix peut devenir encore plus forte si elle s'appuie sur une dynamique nationale collective, ouverte et confiante.

L'IA peut aider le Maroc à renforcer son développement, son inclusion sociale, sa compétitivité économique, son rayonnement scientifique et sa présence africaine.

Elle peut aussi contribuer à créer des emplois, à améliorer les services, à soutenir les territoires et à valoriser les compétences marocaines, au pays comme dans la diaspora.

C'est dans cet esprit qu'une mobilisation nationale autour de l'IA peut être encouragée : non pas comme une critique de ce qui existe, mais comme une contribution à un effort déjà engagé. Un effort qui mérite d'être salué.

Un effort qui gagne à être partagé. Un effort qui peut associer l'État, les universités, les entreprises, les régions, les chercheurs, les enseignants, les jeunes, les citoyens, les acteurs culturels, les professionnels et les Marocains du monde. Le Maroc est présent à l'ONU dans le débat sur l'intelligence artificielle.

C'est une bonne nouvelle. Il peut faire de cette présence un levier supplémentaire de confiance, de coopération, de compétence et d'innovation au service du pays. Dans un monde où l'IA devient un enjeu de puissance, le Maroc a toute sa place.

Et cette place sera d'autant plus solide qu'elle reposera sur une mobilisation collective, apaisée, constructive et profondément utile aux Marocains.



DE LA DIPLOMATIE DE L'HOSPITALITÉ À LA SOUVERAINETÉ DU TARMAC

C'est un constat de géopolitique sportive d'une ironie grinçante, et le contraste est saisissant. D'un côté, le sens de l'accueil et la diplomatie de la considération (le lait, les cornes de gazelle, le confort des TGV) se payent parfois de caprices logistiques disproportionnés et de récriminations sur les moustiques ou le sens du vent.

De l'autre, la rigueur implacable des tarmacs américains, où la souveraineté ne s'embarrasse d'aucune fioriture, impose un silence de cathédrale et une discipline exemplaire.

Souvenons-nous des débordements lors de la Coupe d'Afrique des Nations chez nous, au Maroc.

Dès la descente du train en provenance de Tanger, la moindre contrariété logistique prenait des proportions de crise nationale pour la délégation sénégalaise.

On protestait contre la sécurité, on menaçait de refuser de fouler la pelouse, pour finir par les éclats et le désordre que l'on sait dans les tribunes.

Que dire également de nos amis Égyptiens, qui troquaient volontiers le fair-play contre de mémorables plaintes sur les moustiques locaux, transformant chaque détail en affaire d'État ?

Quand le Maroc déploie le tapis rouge, d'aucuns trouvent toujours le moyen d'y chercher la petite bête.

Changement de décor, changement d'ambiance de l'autre côté de l'Atlantique.

Les images récentes nous montrent les joueurs sénégalais alignés sagement sur le goudron, soumis à des fouilles corporelles et à des contrôles de bagages à même le tarmac, sous l'œil inflexible des agents de sécurité.



Par
Omar Hasnaoui Chaoui

Et là, ô miracle du pragmatisme : pas un mot, pas une protestation, pas le moindre murmure. La discipline est absolue, l'obéissance immédiate. On se plie aux injonctions sans brancher.

Il faut dire qu'aux États-Unis, Monsieur Trump n'est pas précisément d'humeur à ce que les gens se livrent à des caprices. Face à la perspective d'un renvoi immédiat par le premier vol et sans autre forme de procès, les récriminations s'évanouissent instantanément.

L'autorité, semble-t-il, s'impose d'autant mieux qu'elle ne s'encombre d'aucune civilité.

La leçon de cette parabole footballistique est cruelle. À force de traiter nos hôtes avec une délicatesse excessive, nous leur laissons le loisir de cultiver l'art du grief. Les Américains, eux, rappellent une vérité immuable : le respect de la règle ne dépend pas de la douceur de l'accueil, mais de la fermeté de l'institution.

À méditer pour nos prochaines échéances. Si la générosité reste notre signature, elle ne devrait jamais nous dispenser du sens des réalités.

MAROC – VIETNAM : LES SIX LEÇONS D'UN MIRACLE ÉCONOMIQUE POUR ACCÉLÉRER L'ÉMERGENCE ET L'EMPLOI AU ROYAUME.

Au cours des dernières décennies, plusieurs pays émergents ont réussi des transformations économiques spectaculaires. Si la Chine est souvent citée comme référence, le Vietnam constitue sans doute l'un des exemples les plus remarquables de réussite économique moderne.

Dévasté par plusieurs décennies de guerre et confronté à une pauvreté généralisée dans les années 1980, le Vietnam est aujourd'hui l'une des économies les plus dynamiques du monde. Grâce à une stratégie fondée sur l'ouverture économique, l'industrialisation, l'attraction des investissements étrangers et le développement des exportations, le pays s'est progressivement imposé comme un acteur majeur de l'économie mondiale.

Pour le Maroc, engagé dans un ambitieux processus de transformation économique sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, l'expérience vietnamienne offre de précieux enseignements pour accélérer son émergence et relever le défi majeur de la création d'emplois.

Une comparaison qui interpelle.

Le Maroc et le Vietnam présentent plusieurs similitudes : une population jeune, une volonté affirmée d'intégration dans l'économie mondiale et une ambition de rejoindre le cercle des économies émergentes. Pourtant, les résultats obtenus diffèrent sensiblement.

En 2025, le Vietnam compte environ 102 millions d'habitants contre 37 millions pour le Maroc. Son produit intérieur brut dépasse désormais 500 milliards de dollars, contre près de 195 milliards de dollars pour le Royaume.

Plus impressionnant encore, les exportations vietnamiennes atteignent près de 475 milliards de dollars par an, alors que les exportations marocaines avoisinent 68 milliards de dollars.

Le Vietnam attire chaque année plus de 38 milliards de dollars d'investissements directs étrangers, principalement dans les secteurs industriels et technologiques.



Par
**Abdelghani
El Arrasse.**

Ces performances démontrent qu'une stratégie cohérente et maintenue dans le temps peut profondément transformer le destin économique d'une nation.

Première leçon : une vision stratégique de long terme.

Le décollage économique vietnamien trouve son origine dans les réformes du « Doi Moi » lancées en 1986. Ces réformes ont instauré une économie davantage orientée vers le marché tout en préservant la stabilité institutionnelle et la continuité des politiques publiques.

La principale force du Vietnam a été sa capacité à maintenir le même cap pendant près de quarante ans. Le Maroc dispose lui aussi d'une vision claire à travers le Nouveau Modèle de Développement, les stratégies sectorielles et les grands chantiers structurants engagés sous la conduite éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Le défi consiste aujourd'hui à poursuivre les réformes avec la même constance et la même ambition sur le long terme.

Deuxième leçon : faire de l'industrie le moteur principal de la croissance.

Le Vietnam a fait le choix d'une industrialisation massive orientée vers l'exportation.

Les plus grandes multinationales mondiales, notamment Samsung, LG, Intel, Foxconn et Canon, y ont installé des unités de production destinées aux marchés internationaux.

L'industrie manufacturière est devenue le principal moteur de croissance, d'exportation et d'emploi.

Le Maroc a déjà réalisé des avancées considérables dans l'automobile, l'aéronautique, les phosphates transformés et les énergies renouvelables. L'étape suivante consiste à renforcer davantage l'intégration industrielle locale, développer les écosystèmes de sous-traitance nationale et accroître la valeur ajoutée produite sur le territoire marocain.

Troisième leçon : attirer massivement les investissements productifs.

Le succès vietnamien repose également sur sa capacité à attirer les investisseurs internationaux. Grâce à un environnement favorable aux affaires, des procédures simplifiées et des zones industrielles performantes, le Vietnam est devenu une destination privilégiée des capitaux internationaux.

Le Maroc dispose d'atouts majeurs :

- une stabilité politique reconnue ;
- une position géographique exceptionnelle ;
- des accords de libre-échange avec plusieurs grands marchés ;
- des infrastructures modernes.

Toutefois, dans un contexte mondial fortement concurrentiel, l'amélioration continue du climat des affaires, la simplification administrative et la réduction des délais d'investissement demeurent essentielles pour franchir un nouveau palier.

Quatrième leçon : investir dans les infrastructures stratégiques.

Le développement économique vietnamien s'est appuyé sur des investissements massifs dans les infrastructures logistiques.

Ports, routes, zones industrielles et plateformes d'exportation ont constitué des leviers essentiels de compétitivité. Dans ce domaine, le Maroc dispose déjà d'avantages considérables.

Tanger Med est devenu le premier port à conteneurs d'Afrique et de la Méditerranée avec plus de 10 millions de conteneurs traités annuellement.

Le développement de Nador West Med, l'extension du réseau autoroutier, la ligne à grande vitesse et les infrastructures prévues dans le cadre de la Coupe du Monde 2030 renforcent encore davantage l'attractivité du Royaume.

L'enjeu est désormais d'assurer une meilleure connexion entre les territoires afin que l'ensemble des régions bénéficie de cette dynamique.

Cinquième leçon : développer une économie tournée vers l'exportation.

L'économie vietnamienne est aujourd'hui profondément intégrée aux chaînes de valeur mondiales.

Ses exportations représentent plusieurs fois celles du Maroc et concernent des secteurs diversifiés : électronique, équipements informatiques, télécommunications, textile, machines industrielles et produits manufacturés.

Le Maroc a déjà construit des filières exportatrices performantes. Cependant, de nouvelles opportunités apparaissent dans :

- les batteries électriques ;
- l'industrie automobile du futur ;
- l'hydrogène vert ;
- les technologies propres ;
- l'industrie pharmaceutique ;
- les services numériques à forte valeur ajoutée.



Le Royaume dispose de tous les atouts pour devenir une plateforme industrielle et logistique de premier plan reliant l'Europe, l'Afrique et le monde arabe.

Sixième leçon : faire de l'emploi l'objectif central des politiques publiques.

La plus grande leçon que le Maroc peut tirer de l'expérience vietnamienne concerne probablement l'emploi. Le Vietnam a réussi à transformer sa croissance économique en création massive d'emplois grâce à l'industrie, à l'exportation et au développement des PME.

Le Maroc est aujourd'hui confronté à un défi majeur : faire en sorte que la croissance bénéficie davantage aux citoyens, notamment aux jeunes. L'emploi doit devenir un indicateur stratégique au même titre que la croissance économique ou l'investissement.

Cela implique :

- le soutien renforcé aux TPME ;
- la promotion de l'entrepreneuriat ;
- le développement de l'industrie légère créatrice d'emplois ;
- la valorisation de l'économie sociale et solidaire ;
- l'intégration progressive du secteur informel dans l'économie organisée ;
- le renforcement des liens entre formation et besoins du marché du travail.

L'émergence économique ne peut être considérée comme réussie que lorsqu'elle améliore concrètement le niveau de vie des citoyens.

Un avantage majeur : la transition énergétique marocaine.

Si le Vietnam constitue une source d'inspiration, le Maroc possède des avantages stratégiques uniques. Le Royaume est aujourd'hui l'un des leaders africains des énergies renouvelables.

Les investissements dans le solaire, l'éolien, l'hydrogène vert, le dessalement de l'eau de mer et les infrastructures hydrauliques préparent le pays aux défis du XXI^e siècle. Cette avance peut devenir un puissant moteur d'attractivité industrielle et un facteur de compétitivité durable.

En conclusion : l'expérience vietnamienne démontre qu'il n'existe pas de miracle économique sans vision de long terme, sans industrie compétitive, sans infrastructures performantes, sans ouverture sur les marchés internationaux et sans priorité accordée à l'emploi.

Le Maroc dispose aujourd'hui de nombreux atouts : stabilité institutionnelle, infrastructures de classe mondiale, position géographique exceptionnelle, potentiel énergétique considérable et ambition affirmée de devenir une puissance économique régionale.

La question n'est donc pas de reproduire le modèle vietnamien, mais d'en tirer les enseignements afin de construire un modèle marocain d'émergence adapté à nos réalités, à nos ambitions et à nos spécificités.

À l'horizon 2045, le Royaume peut légitimement aspirer à rejoindre le cercle des grandes économies émergentes de la Méditerranée et de l'Afrique.

Pour y parvenir, la croissance devra être davantage industrielle, davantage exportatrice, davantage créatrice d'emplois et davantage inclusive.

Le Vietnam nous rappelle qu'aucune trajectoire de développement n'est hors de portée lorsqu'une nation se fixe un cap clair, mobilise ses ressources et persévère dans l'effort de réforme.

Rédigé par Abdelghani El Arrasse - Économiste et membre de L'AEI.



LE MAROC ET LA DEUXIÈME GUERRE DU GOLFE : QUAND RABAT CHOISIT LA LÉGALITÉ INTERNATIONALE MALGRÉ LE COÛT ÉCONOMIQUE

Dans un nouvel épisode de l'émission « Nabd Al Archif », la mémoire politique marocaine revient sur l'une des crises les plus sensibles de l'histoire arabe et internationale contemporaine : la deuxième guerre du Golfe de 1990. À partir d'un document officiel marocain adressé au Secrétaire général des Nations unies le 29 août 1990, l'épisode met en lumière la manière dont le Maroc a géré sa position face à l'invasion du Koweït par l'Irak, entre respect de la légalité internationale, équilibres arabes, contraintes économiques et pression d'une opinion publique largement solidaire de l'Irak.

1990 : quand Rabat applique les sanctions contre l'Irak malgré le coût économique

Cette plongée dans les archives prend une résonance particulière dans le contexte actuel, marqué par de fortes tensions politiques et économiques au Moyen-Orient, par les inquiétudes sur les marchés de l'énergie et par les effets en chaîne des crises géopolitiques sur les économies importatrices. Comme aujourd'hui, la crise de 1990 avait placé les États devant un choix difficile : défendre un principe de droit international, préserver leurs intérêts économiques immédiats ou tenter de ménager les sensibilités politiques internes.

La crise du Golfe éclate après l'accumulation de tensions politiques et économiques entre l'Irak et le Koweït, au lendemain de la guerre irako-iraniennne. L'Irak, lourdement endetté et confronté à une situation économique difficile, accusait le Koweït de dépasser ses quotas de production pétrolière et de nuire à son économie. À cela s'ajoutaient d'anciens différends frontaliers autour de certains champs pétroliers. Le 2 août 1990, le régime de Saddam Hussein envahit le Koweït, provoquant une condamnation internationale rapide et la formation d'une coalition menée par les États-Unis, qui aboutira à la libération du Koweït en 1991.

Pour le Maroc, cette crise n'était pas un événement lointain. Elle le plaçait face à un dilemme régional complexe : rester fidèle à ses engagements arabes et internationaux, tout en tenant compte d'une opinion publique intérieure marquée par une forte sympathie pour l'Irak.



Par **Mohamed Oubihî**

Officiellement, Rabat adopte une position claire : rejet de l'occupation du Koweït, soutien à la légalité internationale et engagement dans l'application des résolutions du Conseil de sécurité.

Dans ce cadre, le Maroc participe à l'effort international en envoyant une force militaire à vocation défensive dans la région du Golfe. Cette décision est justifiée par la nécessité de contribuer à la sécurité régionale et à la stabilité de la zone. Elle contribue également à renforcer les relations du Royaume avec les États-Unis et avec plusieurs pays du Golfe, notamment l'Arabie saoudite, ouvrant la voie à une coopération plus étroite sur les plans économique, militaire et politique.

Mais cette position officielle n'a pas été sans tensions internes. Le soutien du Maroc à la coalition internationale a suscité de vives réactions populaires et partisans. Plusieurs villes marocaines ont connu des manifestations et des mouvements de protestation en solidarité avec l'Irak et contre l'intervention militaire occidentale. La grande marche organisée à Rabat en 1991 en faveur de l'Irak reste l'un des moments les plus marquants de cette mobilisation. Certaines villes, notamment Fès, ont également connu des troubles sociaux liés à la dégradation du contexte économique et aux retombées de la crise du Golfe.

Face à cette situation, le Maroc a adopté une gestion politique prudente. Il a laissé exister une marge d'expression et de contestation, tout en veillant au maintien de la stabilité de l'État. Rabat a aussi tenté, avant le déclenchement de la guerre,

de jouer un rôle diplomatique pour rapprocher les points de vue arabes et favoriser une issue pacifique à la crise. Ces efforts n'ont toutefois pas permis d'éviter le conflit, dans un monde arabe profondément divisé.

Le document officiel adressé aux Nations unies révèle que le Maroc ne s'est pas limité à une déclaration politique. Il s'est engagé concrètement dans l'application de la résolution 661 du Conseil de sécurité, adoptée après l'invasion du Koweït par l'Irak. Le Royaume y condamne l'occupation irakienne, considérée comme une violation manifeste du droit international, de la Charte des Nations unies et des principes de la Ligue arabe. Le texte souligne également que cette position a été arrêtée après une réunion exceptionnelle du Conseil des ministres présidée par le Roi Hassan II.

L'un des aspects les plus importants de cette archive concerne le coût économique assumé par le Maroc. En 1989, l'Irak était le premier partenaire commercial du Royaume dans le monde arabe, avec un volume d'échanges d'environ 6,3 milliards de dirhams. Malgré cette importance, les autorités marocaines ont décidé d'appliquer les sanctions économiques décidées par le Conseil de sécurité. Ce choix illustre la primauté donnée aux considérations politiques et juridiques sur les intérêts commerciaux immédiats.

Sur le plan commercial, le Maroc a imposé un embargo sur les exportations vers l'Irak et le Koweït, une mesure qui a affecté plusieurs entreprises marocaines dépendantes du marché irakien, notamment dans les secteurs du textile, de la chaussure et des produits alimentaires. Les importations en provenance d'Irak et du Koweït ont également été suspendues, ce qui a créé des difficultés supplémentaires pour l'économie nationale, en particulier dans le domaine énergétique.

Le Maroc et la guerre du Golfe : une archive révèle le prix du choix onusien

Le secteur de l'énergie a été l'un des plus directement touchés. Le Maroc dépendait partiellement du pétrole irakien et koweïtien. Le pétrole irakien était fourni dans des conditions préférentielles, avec des facilités de financement. L'arrêt de ces approvisionnements a obligé le Royaume à rechercher d'autres sources d'énergie, avec des répercussions sur la balance des paiements et sur les finances extérieures.

Sur le plan financier et des investissements, Rabat a également adopté des mesures strictes : interdiction pour les institutions économiques marocaines de nouer de nouvelles relations avec l'Irak et le Koweït jusqu'à la levée des sanctions, gel des avoirs irakiens et koweïtiens, arrêt des transferts financiers vers l'Irak. Ces décisions n'étaient pas seulement symboliques. Elles ont eu des effets concrets sur certains projets de développement au Maroc, qui bénéficiaient de financements d'institutions arabes et koweïtiennes, notamment le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe et le Fonds arabe de développement économique et social.

Dans le secteur du transport, le Maroc s'est également inscrit dans le dispositif international de sanctions. Les transactions liées aux documents de transport émis par Iraqi Airways ont été gelées. Les autorités marocaines ont aussi pris des dispositions pour empêcher les navires battant pavillon marocain, qu'ils appartiennent à l'État ou au secteur privé, de transporter des marchandises à destination ou en provenance d'Irak et du Koweït.



L'intérêt de cette archive tient à ce qu'elle éclaire un moment complexe de la politique étrangère marocaine. Le Maroc a choisi de se ranger du côté de la légalité internationale et d'appliquer les décisions des Nations unies, même au prix de pertes économiques, commerciales et énergétiques. Dans le même temps, il a dû gérer un équilibre interne délicat, dans un contexte de sympathie populaire forte envers l'Irak et de rejet d'une partie de l'opinion publique à l'égard de l'intervention militaire occidentale.

Ainsi, la deuxième guerre du Golfe n'a pas seulement été une crise régionale pour le Maroc. Elle a constitué un test de décision diplomatique, révélant la tension permanente entre principes, intérêts, engagements internationaux et sensibilités populaires. C'est précisément là que réside la valeur de l'archive : non pas dans la simple conservation du passé, mais dans sa capacité à éclairer les choix difficiles des États lorsque le droit, l'économie, la rue et la géopolitique se croisent.

LE MAROC : DE L'ADAPTATION AUX MUTATIONS À L'INGÉNIERIE DES ÉQUILIBRES

Le Maroc est un État-nation, fier de son histoire, de la profondeur de sa civilisation et de la richesse de sa culture. Depuis des siècles, il demeure un phare de sagesse, de modération et de diplomatie active, porté par une légitimité historique, des institutions solides et une vision stratégique qui en ont fait un modèle d'équilibre entre authenticité et modernisation, entre fidélité aux valeurs et capacité d'adaptation aux mutations.

Le Maroc ne s'est jamais placé dans une posture de récepteur passif face aux transformations profondes que connaît le monde. Il les a abordées avec une conscience anticipatrice et une vision lucide, qui lui ont permis d'assimiler les évolutions internationales et de les transformer en opportunités pour renforcer son positionnement.

Dans un système international marqué par la recomposition des rapports de force, le recul des formes traditionnelles d'alliances et l'émergence d'approches plus souples et plus fluides, le Maroc a réussi à passer d'une logique d'adaptation aux mutations à une logique de contribution active à l'ingénierie des nouveaux équilibres. Il s'appuie pour cela sur la confiance et la crédibilité dont il bénéficie auprès de ses partenaires, ainsi que sur une doctrine diplomatique fondée sur le réalisme, la modération, la diversification des partenariats et l'ouverture sur différents espaces géopolitiques.

En ma qualité d'ancien diplomate, ayant vécu de près plusieurs transformations du système international depuis la fin de la Guerre froide et la chute de l'Union soviétique, et ayant suivi leurs répercussions sur différentes régions du monde, j'ai pu mesurer la manière dont le Maroc, sous une conduite éclairée, a su aborder ces mutations avec une vision prospective et une sagesse politique. Il a ainsi consolidé sa place en tant qu'acteur fiable et partenaire crédible sur la scène internationale.

L'expérience marocaine a démontré que les États qui disposent d'une vision claire, d'une flexibilité décisionnelle et d'une capacité à s'adapter aux transformations, voire à les anticiper, sont les mieux placés pour gagner les paris de l'avenir. C'est dans cette perspective que cette réflexion vise à mettre en lumière la manière dont le Maroc est passé de la phase d'ada à celle de contribution à l'ingénierie des nouveaux équilibres, renforçant ainsi son positionnement comme puissance émergente et acteur responsable dans un monde évoluant vers davantage de multipolarité, de fluidité et de recomposition des centres d'influence et de puissance. ptation aux grandes mutations



Par **Driss Koraich**

Cette orientation s'est appuyée sur une diplomatie réaliste et équilibrée, fondée sur la sagesse, la modération et l'attachement aux valeurs et aux principes, tout en restant ouverte aux différentes puissances internationales, loin de toute logique de polarisation ou d'alignement sur un axe quelconque. Cela a permis au Royaume de bâtir un vaste réseau de partenariats stratégiques avec les États-Unis d'Amérique, l'Union européenne, la Chine, la Russie, l'Inde, les pays du Conseil de coopération du Golfe et l'Afrique, dans le cadre d'une approche reposant sur la diversification des partenaires et la multiplicité des domaines de coopération.

Sur le plan souverain, le Maroc a réalisé des acquis stratégiques majeurs à forte portée souverainiste. Au premier rang de ces acquis figure le soutien international à l'initiative d'autonomie dans le cadre de la souveraineté nationale, considérée comme la seule solution réaliste, sérieuse et crédible pour régler ce différend artificiel, conformément à la résolution 2797 du Conseil de sécurité. À cela s'ajoute la dynamique que connaissent les provinces du Sud, désormais transformées en espace prometteur d'investissement, de développement et d'ouverture sur la profondeur africaine et atlantique.

Sur les plans économique et commercial, le Maroc a compris très tôt que les mutations du système international imposaient de renforcer l'ouverture économique et de diversifier les partenariats commerciaux. Il a ainsi choisi une voie fondée sur l'intégration positive dans l'économie mondiale, à travers la conclusion d'un large ensemble d'accords de libre-échange, environ une quarantaine, avec plusieurs pays et groupements économiques.

Le Maroc se distingue également comme le seul pays d'Afrique et du monde arabe à avoir signé un accord de libre-échange avec les États-Unis d'Amérique. À cela s'ajoutent son partenariat avancé avec l'Union européenne et ses accords conclus avec plusieurs pays arabes, africains, asiatiques et latino-américains, ce qui lui a permis d'accéder à des marchés regroupant plus d'un milliard de consommateurs.

Ce choix stratégique a contribué à renforcer l'attractivité du Royaume pour les investissements étrangers et à consolider sa position de plateforme industrielle de premier plan en Afrique, dépassant même l'Afrique du Sud selon certains indicateurs. Cette dynamique s'est notamment traduite par le développement d'industries stratégiques, en particulier l'automobile, l'aéronautique, les énergies renouvelables et l'hydrogène vert. Le Maroc a également développé une plateforme logistique et commerciale reliant l'Europe, l'Afrique, le monde arabe et les Amériques, en s'appuyant sur sa position géographique stratégique et sur des infrastructures modernes, au premier rang desquelles figure Tanger Med, devenu l'un des principaux hubs de connexion maritime et de chaînes d'approvisionnement mondiales.

Dans le domaine énergétique, le Maroc a adopté une vision prospective qui en a fait l'un des pays pionniers de la transition vers les énergies propres, en cohérence avec les nouvelles orientations mondiales liées à la sécurité énergétique et au développement durable. Cette orientation le qualifie pour devenir un partenaire fiable dans les futurs projets internationaux liés à l'économie verte.

Le Maroc a également consolidé sa présence africaine, non seulement à travers son retour au sein de l'Union africaine, mais aussi par la construction d'un modèle de coopération Sud-Sud fondé sur la solidarité et le développement partagé. Il a lancé, dans ce cadre, de grandes initiatives stratégiques, au premier rang desquelles l'initiative royale visant à faciliter l'accès des pays du Sahel à l'océan Atlantique, ainsi que le projet de gazoduc africain atlantique. Ces initiatives traduisent une vision géostratégique qui dépasse les seules dimensions économiques pour contribuer à la recomposition de nouveaux espaces d'intégration africaine.

Dans le domaine sécuritaire, le Maroc s'est imposé comme un partenaire international fiable dans la lutte contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et l'immigration clandestine, grâce à son expertise sécuritaire et en matière de renseignement. Cette position a renforcé son image d'architecte et de facteur de stabilité dans une région marquée par la multiplication des défis et des risques.

Sur le plan religieux et culturel, le Maroc a présenté un modèle fondé sur le juste milieu et la modération. À travers ses institutions religieuses et culturelles, il a contribué à diffuser les valeurs de tolérance, de coexistence et de dialogue, ainsi qu'à renforcer la sécurité spirituelle en Afrique et en Europe. La force douce marocaine est ainsi devenue l'un des piliers essentiels de son positionnement international.

Dans le domaine touristique, le Maroc a su valoriser la richesse de sa civilisation et de sa culture, la diversité de ses paysages, ainsi que sa stabilité politique et sécuritaire, pour devenir la première destination touristique aux niveaux arabe et africain, en attirant plus de vingt millions de touristes. Cet accomplissement reflète l'attractivité croissante du Royaume et le renforcement de son rayonnement international. Le secteur touristique n'est plus seulement une ressource économique ; il est devenu l'un des principaux éléments de la puissance douce marocaine, incarnant les valeurs d'ouverture, d'hospitalité, de tolérance et de coexistence, tout en consolidant l'image du Maroc comme pont entre les civilisations et les cultures, et comme destination mondiale alliant authenticité et modernité.

Dans un contexte marqué par le recul relatif de l'efficacité des alliances traditionnelles et par l'importance croissante des partenariats souples et multidimensionnels, le Maroc a réussi à se positionner comme un État émergent jouissant de confiance et de crédibilité, doté d'une vision intégrée qui combine réalisme politique et ambition stratégique. Cette posture lui a permis de réaliser des acquis importants sur les plans souverain, développemental et géopolitique.

Les réalisations accomplies traduisent la capacité du Maroc à tirer parti de l'état de fluidité et de recomposition que connaît le système international, et à le transformer en opportunités pour renforcer sa position économique et géopolitique. Elles consacrent son statut de puissance émergente et d'acteur central dans l'ingénierie des équilibres régionaux et internationaux. Elles confirment également sa réussite à conjuguer ouverture économique, protection de ses intérêts souverains et adoption de partenariats multidimensionnels fondés sur le réalisme, la flexibilité et les intérêts mutuels.



FAUT-IL S'EXCUSER À CHAQUE PROMESSE CONTRARIÉE ?

Quartier libre

Avertissement : ce billet en "Tribune libre" est strictement personnel et ne reflète nullement une quelconque position officielle.

Ce billet amical s'adresse d'abord à mon ami et camarade Aziz Boucetta, en réaction à son « Billet 1303 : Prix et pouvoir d'achat, l'Istiqlal au pays des merveilles », publié sur Panoramapost.

Amical, parce que les années de compagnonnage autorisent la franchise. Amical aussi parce que le débat d'idées n'a de valeur que lorsqu'il peut s'exercer entre personnes qui se respectent suffisamment pour se contredire sans s'anathématiser.

Cher Aziz, je vais commencer par te donner raison sur un point : les citoyens ont le droit d'attendre des résultats. Ils ont le droit d'interroger les promesses, de mesurer les écarts entre les discours et les actes, de demander des comptes à ceux qui gouvernent. C'est même le principe de la démocratie.

Là où nos chemins divergent, c'est lorsque ta critique semble supposer que l'exercice du pouvoir se déroulait dans un laboratoire sans contraintes, sans arbitrages, sans rapports de force et sans imprévus.

Démissionner à répétition et s'excuser quatre fois par jour, ce n'est pas de la politique, c'est du show médiatique.

Je m'excuse dès le réveil, avant même la première matinale radio.

Je m'excuse à midi, avant le journal de treize heures.

Je m'excuse à nouveau avant le vingt heures.

Et puisque la journée est longue, autant prévoir quelques excuses supplémentaires entre deux éditions spéciales, un débat télévisé et quelques commentaires sur les réseaux sociaux.

Je m'excuse par avance pour les promesses retardées, les réformes inachevées, les compromis imparfaits, les arbitrages contestés et même pour les crises que personne n'avait vues venir. Après tout, il semble que l'époque exige désormais de l'homme politique qu'il demande pardon non seulement pour ses erreurs, ce qui serait légitime, mais aussi pour les limites mêmes de la réalité.

À ce rythme, gouverner ne consistera bientôt plus à agir, décider ou construire, mais à s'excuser en continu. Heureusement, il subsiste encore une vieille vérité

a



Par **Adnane benchakroun**

que le vacarme médiatique n'a pas totalement effacée : le ridicule ne tue pas. Du moins, pas tout le monde.

Il y a, dans la vie politique, une confusion entretenue entre la promesse et le serment.

La promesse électorale appartient au temps du désir collectif. Le serment, lui, appartient au temps de l'absolu. Or la politique n'est pas l'absolu. Elle n'est ni une religion, ni une équation, ni une ligne droite tracée entre une parole donnée et un résultat garanti. Elle est une traversée humainement volontariste.

Faut-il alors qu'à chaque promesse contrariée, à chaque engagement ralenti, déplacé, amendé par le réel, l'homme politique vienne s'excuser publiquement ?

Faut-il qu'il batte sa coulpe devant les caméras, comme si gouverner consistait à cocher mécaniquement les cases d'un programme écrit dans l'ivresse d'une campagne ?

Ou faut-il qu'il claque la porte, au nom d'une pureté morale que le pouvoir, par nature, ne permet presque jamais ?

La question est moins simple qu'elle n'en a l'air. Car une promesse trahie n'est pas la même chose qu'une promesse contrariée. La première relève du mensonge. La seconde relève du combat avec la réalité.

Un responsable politique doit rendre des comptes. Toujours. Il doit expliquer pourquoi une mesure annoncée n'a pas été appliquée, pourquoi elle a été retardée, pourquoi elle a été transformée. Il doit dire la vérité sur les contraintes budgétaires, les résistances administratives, les rapports de force sociaux, les urgences imprévues. Le silence, en politique, est souvent plus grave que l'échec.

Mais exiger une démission à chaque promesse non tenue, c'est faire semblant d'ignorer ce qu'est gouverner ou participer à la gouvernance dans le cadre d'une alliance. C'est confondre l'éthique avec le spectacle de l'éthique. C'est transformer la responsabilité en rituel d'humiliation permanente.

L'homme politique ne doit pas s'excuser d'avoir rencontré le réel. Il doit s'excuser lorsqu'il l'a caché. Il ne doit pas claquer la porte parce qu'un compromis a été nécessaire. Il doit partir lorsqu'il a renoncé à l'essentiel, lorsqu'il a vendu ses convictions contre une place, lorsqu'il a transformé la prudence en confort et le réalisme en reniement.

La vraie question n'est donc pas : une promesse a-t-elle été tenue à la lettre ? La vraie question est : l'esprit de cette promesse a-t-il survécu à l'épreuve du pouvoir ?

Car la politique, au fond, n'est pas seulement l'art de promettre. C'est l'art tragique de rester fidèle sans être immobile. De composer sans se dissoudre. De négocier sans se perdre. De céder sur le calendrier sans abandonner la direction.

Le citoyen n'a pas besoin d'hommes politiques qui s'excusent tous les matins pour exister encore le soir. Il a besoin de responsables capables de dire : voilà ce que nous avons promis, voilà ce que nous avons pu faire, voilà ce que nous n'avons pas réussi à faire, voilà pourquoi, et voilà comment nous comptons reprendre le chemin.

Ce n'est pas l'excuse qui sauve la politique. C'est la vérité.

Cher camarade

Faire semblant de ne pas comprendre cette évidence relève moins de l'exigence démocratique que d'une forme de déni du réel. Car chacun sait, au fond, qu'aucun gouvernement ne dispose d'un pouvoir absolu sur les événements, les finances, les crises ou les rapports de force qui façonnent son action. Exiger qu'une promesse soit appliquée instantanément, sans adaptation ni arbitrage, c'est demander à la politique ce qu'elle ne pourra jamais être. Faire semblant de l'ignorer, c'est finalement manquer de bon sens volontairement. Et le bon sens, en démocratie comme ailleurs, reste souvent la plus rare des vertus.

Première conviction :

La politique est, et restera, l'art des promesses de campagne, des compromis de gouvernement, des arbitrages permanents et des priorités dictées par les contraintes du réel. Elle se construit chaque jour dans la hiérarchisation des urgences, sous l'influence des rapports de force économiques, sociaux, institutionnels et électoraux.

Seconde conviction :

La politique n'est pas l'art de tenir toutes les promesses. C'est l'art de choisir lesquelles peuvent être tenues, à quel rythme et à quel coût. Entre les promesses de campagne et l'action gouvernementale s'interposent les contraintes budgétaires, les équilibres institutionnels, les rapports de force et les urgences du quotidien.

Troisième conviction :

Les campagnes électorales fabriquent des promesses ; l'exercice du pouvoir impose des compromis. Entre les deux, il y a la réalité : les finances publiques, les équilibres sociaux, les crises imprévues, les rapports de force et les arbitrages permanents. Gouverner consiste moins à tout faire qu'à décider ce qui doit être fait d'abord.

Alors continue, cher ami Aziz. Continue même autant que tu voudras. Mais permets-moi de penser que, sur ce coup-là, tu as tort... et qu'au fond de toi, tu le sais un peu aussi.

Notre débat peut continuer, cher camarade. Il continuera même probablement encore longtemps, parce que nous partageons au moins une conviction : les idées valent mieux que les procès d'intention.

Tu continueras à pointer les incohérences, les retards et les promesses inachevées. Je continuerai à rappeler que gouverner consiste aussi à composer avec le réel, ses contraintes, ses urgences et ses rapports de force. C'est la règle du jeu démocratique.

Et puis, entre nous, nous avons la « kachaba » suffisamment large pour supporter quelques désaccords sans remettre en cause ni l'amitié, ni le respect, ni le plaisir du débat. En darija, cela signifie simplement que nous avons les épaules assez solides pour encaisser la contradiction sans perdre le sourire.

Avec toute l'estime que mérite un contradicteur responsable.



L'EMPLOYÉ HAMSTER

Le simple salarié passe la fleur de son âge à courir derrière un mirage qu'il prend pour une grande réussite, alors qu'il ne s'agit, en vérité, que d'illusions soigneusement tissées pour épuiser son énergie et faire de lui un esclave docile d'une machine consumériste sans pitié.

La vie de ce travailleur oscille entre l'effort pénible et l'espoir d'atteindre des objectifs dérisoires qu'il accepte pourtant d'attendre avec ferveur : une misérable promotion administrative, une mutation professionnelle d'une région à une autre, comme c'est le cas pour les fonctionnaires de l'enseignement, jusqu'à la réalisation de ce que l'on appelle, par abus de langage, le rêve marocain : un appartement, une voiture, un mariage et des enfants.

Puis les années de jeunesse passent, et l'homme découvre l'ingratitude du temps. Il se retrouve accablé par la fatigue et l'amertume, comprenant trop tard que ces buts auxquels il a sacrifié son corps n'étaient qu'un appât savamment disposé. Il passera alors l'automne de sa vie à dépenser les quelques dirhams qui lui restent chez les médecins, dans les analyses et les médicaments, pour calmer ses douleurs physiques et alléger le poids de l'épuisement psychologique.

Il est connu que cette aliénation méthodique n'est pas née par hasard dans nos sociétés. Ses racines profondes et son fondement historique remontent à l'époque de la révolution industrielle aux États-Unis, lorsque l'homme fut arraché violemment au calme de la nature et à sa vie agricole simple, qui lui procurait une certaine paix intérieure, pour être jeté dans la fournaise des usines obscures, selon le régime strict du travail quotidien.

Quant à l'ancienne société, avec ce qu'elle comportait de solidarité familiale, elle fut démantelée avec une habileté redoutable. La femme fut poussée vers le marché du travail pour répondre à l'avidité croissante du capitalisme, tandis que le système scolaire moderne fut inventé, non pour éduquer les enfants et les instruire comme le prétendent les politiques, mais pour les occuper et les enfermer durant la journée, le temps que les deux parents achèvent leur rude journée de travail.

Les inventions sociales se sont ensuite multipliées pour consacrer ce modèle étouffant. Sont apparus les appartements étroits, semblables à des boîtes d'allumettes, destinés à entasser les travailleurs. Les restaurants de fast-food se sont répandus pour économiser le temps perdu à cuisiner.



Quartier libre

Par **Zakaria Barla**

Tout cela poursuit un seul objectif : garantir que le salarié revienne le lendemain avec suffisamment d'énergie pour servir à nouveau la machine productive.

Ce système diabolique ne se limite pas à l'exploitation de l'effort physique. Il va plus loin, jusqu'à l'ingénierie psychologique. Il s'inspire de l'image de l'âne du moulin qui tourne les yeux bandés, faisant avancer la meule dans un mouvement continu, tandis que son labeur pénible et sa sueur deviennent un bénéfice net pour celui qui l'a attaché à ce cercle fermé. Mais le capitalisme moderne a perfectionné cette scène primitive : il a transformé le citoyen en une sorte de hamster enfermé dans une cage de verre, qui mange, boit, se reproduit, puis court frénétiquement dans une roue tournante. Cette roue lui donne l'illusion d'avancer, alors qu'il reste cloué au même endroit, produisant richesse et or pour les autres.

Pour maintenir cette course absurde, il a fallu créer des mécanismes invisibles garantissant la loyauté du hamster humain et empêchant sa révolte. Le système bancaire et les crédits sont alors devenus la chaîne d'acier qui tient le fonctionnaire par le cou pendant de longues décennies. Le jeune homme, au début de sa vie, se précipite pour acheter un logement ou un véhicule à travers un financement bancaire étalé sur vingt-cinq ans. Il hypothèque ainsi son avenir, abandonne sa liberté absolue de se plaindre ou de se révolter, et livre son cou à des intérêts usuraires qui doublent le prix du bien. Il reste prisonnier de son poste administratif par peur de l'errance et de la perte.

Est-ce là la vérité ? Ou la vérité est-elle plutôt que ces crédits ne sont qu'un outil génial d'asservissement volontaire, qui pousse le fonctionnaire à garder lui-même sa prison et à payer les frais de sa cellule avec la sueur de son front ?

Les piliers de ce labyrinthe rusé sont complétés par les systèmes de mutuelle santé et de retraite, que l'on vend au troupeau épuisé comme des acquis sociaux censés apporter stabilité et tranquillité. Mais, dans leur essence, ils ne sont que des outils de maintenance de la machine humaine du hamster, afin qu'elle ne cesse jamais de tourner. Le système de couverture médicale ne vise pas à prolonger la vie de l'être humain par amour pour lui, mais à le maintenir suffisamment en état pour continuer à consommer et à payer ses impôts. Et lorsque ses forces sont usées, lorsqu'il devient un fardeau lourd, on le laisse affronter les épreuves et les calamités sanitaires avec les miettes qui lui restent de sa pension.

Vient ensuite le système de retraite, qui vend au salarié une illusion supplémentaire : celle d'un repos tardif après soixante ans de souffrance continue. Le système prélève une partie de l'effort du jeune homme pour la lui rendre lorsqu'il sera devenu un vieillard fragile, incapable de jouir de quoi que ce soit, attendant sa fin dans un silence amer, après que le capitalisme sauvage aura épuisé toute sa validité en tant que consommateur fidèle de biens et de services.

Les grands bénéficiaires de cette immense mécanique économique, eux, se tiennent très loin de cette cage artificielle. Ils ne courent pas dans les roues tournantes. Ils n'hypothèquent pas leur vie auprès des institutions de crédit. Ils observent, depuis leurs tours d'ivoire, le mouvement de la roue qui injecte des richesses colossales dans leurs comptes déjà saturés.

Les écoles, les usines, les banques et les hôpitaux ne sont que des maillons interconnectés d'une chaîne d'esclavage moderne, conçue avec une redoutable intelligence sociologique pour vider l'homme de sa finalité existentielle.

Et si quelqu'un songe à se rebeller contre cet ordre, ou pense simplement à cesser de faire tourner la roue et à sortir de la cage, il trouve face à lui tout un arsenal de lois répressives et d'appareils sécuritaires soigneusement mobilisés pour régler le rythme.

Ces mécanismes et ces institutions que les États modernes prétendent avoir établis pour protéger les individus et défendre leurs intérêts ne sont, dans leur profondeur la plus sombre, qu'une solide clôture de fer dressée pour protéger le système capitaliste, garantir sa continuité et semer la peur dans le cœur des employés. Leur but est d'étouffer toute aspiration à une libération réelle, en maintenant les hommes à l'état de créatures mécaniques courant vers leur fin inévitable, sans jamais comprendre le véritable sens d'une vie libre.



LE MONDIAL 2026.

La « Coupe du monde de Trump », comme se plaisent à le dire un certain nombre de commentateurs, commence officiellement ce soir au Mexique. Il est vrai que le contexte de ce tournoi est très lourd, avec les guerres qui se sont multipliées depuis 2022.

Comme pour le Qatar, cette coupe est largement critiquée pour son empreinte carbone, le comportement des autorités, dont les décisions sécuritaires souveraines sont pointées du doigt, et surtout pour le prix des billets et du séjour. Pour le Qatar, c'était la question des droits de l'homme qui avait été mise en avant, avec un focus sur les droits LGBT+.

Bizarrement, en 2026 comme en 2022, ces critiques émanent surtout des médias européens, centre névralgique du football mondial.

Les médias du Sud global sont beaucoup plus mesurés. Le contraste avec leurs délires haineux qui ont accompagné l'organisation de la dernière CAN au Maroc est surprenant.

On peut comprendre l'Europe : elle a peur de perdre ses privilèges et son leadership. Que d'autres contrées lui contestent le savoir-faire organisationnel de ce tournoi peut la déranger.

Mais l'attitude des médias du Sud global est incompréhensible et dénote que, si la décolonisation politique est réelle depuis 70 ans, celle des esprits est en retard. On ne s'attaque qu'aux avancées des pays qui nous ressemblent ; c'est triste. Sur le plan sportif, cette décolonisation commence, et c'est tant mieux.

Le Maroc, en brillant au Qatar, a tracé le chemin. En effet, sur le plan des résultats, il a porté haut les couleurs africaines et arabes. Il a sauvé, grâce à son public, la compétition de la morosité.

Le mondial du Qatar avait été lâchement boycotté par les supporters européens. Les Marocains ont mis le feu, au bon sens du terme, à Doha et ont fait de cette coupe une fête sportive, ce à quoi elle est destinée en réalité.

Ils sont prêts à renouveler l'exploit. Haaland ne s'y est pas trompé lorsqu'il a applaudi l'engouement des supporters et la force avec laquelle ils chantent l'hymne national, et son final avec la devise « Allah, Al Watan, Al Malik ».



Par **Bargach Larbi.**

Sur le plan sportif aussi, les Marocains semblent prêts (les blessures et les retours de blessures peuvent inquiéter) et, cette fois-ci, ils ne sont pas seuls.

Les Algériens aussi sont prêts ; ils ont impressionné lors des matchs de préparation. Leur entraîneur a privilégié l'émulation — c'est-à-dire faire mieux que les concurrents — à la rivalité stérile qui consiste à critiquer et dénigrer l'autre, un cycle dans lequel s'étaient enfermés les médias algériens pendant au moins deux ans.

Cette émulation est source de progrès, tandis que la rivalité stérile détruit de la valeur. On espère que cette émulation Maroc-Algérie sera privilégiée à l'avenir, dans tous les domaines : la rivalité stérile imposée à la région depuis 50 ans a trop fait de dégâts.

Le Sénégal, le Congo, le Ghana, l'Afrique du Sud, l'Égypte et la Côte d'Ivoire semblent aussi bien préparés et leur futur parcours est prometteur.

Les autres pays semblent un peu en dessous, notamment la Tunisie, qui nous a habitués à mieux, mais on n'est pas à l'abri d'une bonne surprise.

Le Qatar, l'Arabie saoudite et la Jordanie (surtout la Jordanie pour des raisons évidentes) seront également suivis par le public marocain, un public qui sera focalisé sur ses Lions de l'Atlas, avec un œil sur les sélections qui bénéficieront de sa sympathie, sportive ou politique.

LA LEÇON DE L'ANNÉE... DE PAPE THIAW HAW HAW À PAPE THIAW MIAW MIAW !!

Dans le football africain, certains principes voyagent plus vite que les équipes. Ils changent parfois d'avis entre Rabat et Washington sans même avoir besoin de visa... Les vidéos de la sélection sénégalaise aux États-Unis circulent aujourd'hui sur les réseaux sociaux... Et elles posent une question simple... Au Maroc, c'était Pape Thiaw Haw Haw... Aux États-Unis, c'est devenu Pape Thiaw Miaw Miaw... !! Du couscous de Rabat aux hamburgers de Washington... chronique d'une indignation sélective... !!



Dans le football africain, certains principes voyagent plus vite que les équipes... Ils changent parfois d'avis entre Rabat et Washington sans même avoir besoin de visa... Lors de la CAN organisée au Maroc, quelques délégations et leurs relais médiatiques avaient soudain découvert une vocation tardive pour l'inspection générale des travaux finis... Chaque détail méritait enquête, chaque procédure appelait commentaire, chaque incident devenait sujet à controverse... On scrutait les stades à la loupe, on disséquait les conditions d'accueil, on pesait les moindres imperfections comme s'il s'agissait d'un rapport d'audit destiné à sauver le football mondial... !!

Quelques mois plus tard, les mêmes découvrent les rigueurs de l'organisation américaine... Contrôles renforcés, protocoles sécuritaires draconiens, déplacements strictement encadrés, chaleur accablante et contraintes logistiques assumées comme telles... Et soudain, plus rien... Le silence est devenu la langue officielle de la compétition... Comme quoi, certaines critiques ne dépendent pas toujours des faits... Elles dépendent parfois simplement de l'adresse où les faits se produisent... !!

La suite de l'histoire est celle d'une étrange géographie de l'indignation, où ce qui relevait hier du scandale à Rabat devient aujourd'hui une formalité administrative à Washington, et où les principes semblent parfois changer de maillot plus vite que les joueurs eux-mêmes... La magie opère... Ce qui était au Maroc une « atteinte au confort des délégations » devient aux États-Unis une « exigence normale d'un grand tournoi »... Ce qui relevait hier du « scandale organisationnel » est aujourd'hui rebaptisé « protocole professionnel »... Les mots changent, les faits restent... !!

Par **Mohammed Yassir Mouline**

Le plus savoureux reste peut-être le communiqué publié par la Fédération sénégalaise pour éteindre l'incendie provoqué par les images du tarmac... Selon les explications officielles, les fouilles n'avaient rien d'humiliant... elles avaient été organisées en coordination avec la FIFA pour accélérer l'embarquement de la délégation... Alors lorsqu'un contrôle se déroule aux États-Unis, il devient une optimisation logistique... lorsqu'une bouteille d'eau manque ou qu'un moustique apparaît en Afrique, cela devient un scandale d'État... Il faut croire que certains désagréments changent de nature dès qu'ils passent la douane américaine... !!

Il faut reconnaître que certains pratiquent la gymnastique intellectuelle avec un talent olympique... Transformer une critique en compliment selon la latitude du pays hôte exige une souplesse remarquable... On est ici face à une discipline sportive à part entière... Le plus amusant est que le Maroc a peut-être commis une faute impardonnable... celle de trop bien recevoir... Car dans certaines circonstances, l'hospitalité produit l'effet inverse de celui recherché... Plus vous ouvrez les portes, plus certains cherchent la poussière derrière les rideaux... Plus vous facilitez les choses, plus ils considèrent ces facilités comme un dû... Plus vous faites preuve de générosité, plus ils la confondent avec une obligation... !!

À Washington, en revanche, personne ne discute les règles... On les applique... On les subit... Et parfois même on les admire... Comme quoi, l'autorité voyage mieux que la courtoisie... C'est précisément ce qui rend intéressantes les récentes déclarations de Donald Trump sur la Coupe du monde... Pour une fois, le milliardaire américain a rappelé une évidence que beaucoup semblent avoir oubliée... un pays organisateur n'est pas une agence de voyages chargée de satisfaire tous les caprices de ses visiteurs... Son rôle consiste à fournir des infrastructures, des services et de la sécurité... Celui des équipes participantes consiste à jouer au football... Une idée révolutionnaire à notre époque... !! Car dans certaines compétitions africaines, on a parfois l'impression que le pays hôte doit non seulement construire les stades, mais aussi garantir la météo idéale, l'humidité réglementaire, la température homologuée et, pourquoi pas demain, la direction du vent... Le plus étonnant reste que le Maroc accepte souvent ce rôle avec une patience quasi monastique... Attention... il ne s'agit pas de renoncer à l'hospitalité marocaine... Celle-ci constitue l'une des plus belles cartes de visite du pays... Mais entre la générosité et la naïveté, il existe une frontière que même les meilleurs architectes de stades devraient pouvoir distinguer...

Car le sport moderne n'est plus seulement une affaire de ballons et de buts... C'est un instrument de puissance, d'influence et d'image... Les grandes nations investissent dans les compétitions parce qu'elles y trouvent un retour économique, diplomatique et stratégique... Elles n'organisent pas des tournois pour recevoir des leçons de ceux qu'elles accueillent... Le Maroc a montré son savoir-faire... Mais il faut aussi rappeler une règle simple que certaines délégations semblent parfois oublier... l'invité mérite le respect, mais l'hôte aussi...

Après tout, dans n'importe quelle maison marocaine, celui qui critique le couscous, la température du salon et la couleur des rideaux finit généralement par entendre une phrase pleine de sagesse populaire... la porte est ouverte... !! Et il n'est pas certain que Donald Trump la formulerait autrement... !!



Le Maroc a peut-être appris une vieille leçon de politique internationale... lorsque vous traitez certains invités comme des princes, ils se comportent parfois comme des inspecteurs des impôts... Mais lorsqu'un véritable gendarme leur montre le règlement, ils découvrent soudain les vertus du silence et les charmes de la discipline... Comme quoi, entre Rabat et Washington, ce ne sont pas seulement les fuseaux horaires qui changent... Ce sont aussi les principes... !!

Le Maroc, lui, peut continuer d'avancer sereinement... Car les nations qui construisent des stades, des infrastructures et des succès durables finissent toujours par laisser derrière elles celles qui ne construisent que des prétextes... Les critiques passent, les réalisations restent... Et lorsqu'un pays parvient à transformer l'hospitalité en puissance et l'organisation en référence continentale, il n'a plus besoin de répondre au bruit... il lui suffit de continuer à montrer l'exemple... Wa Salam Aleykoug wa Rahmatou Allah.

TÉRAMED : LE PARI MÉDITERRANÉEN D'UN TÉRAWATT POUR SAUVER NOTRE AVENIR ÉNERGÉTIQUE

La crise climatique n'est plus une hypothèse lointaine. Elle est devenue une réalité quotidienne dans tout le bassin méditerranéen. Sécheresses répétées, stress hydrique, vagues de chaleur, pression sur l'agriculture, fragilité des écosystèmes et tensions sur les ressources : notre région est désormais en première ligne face au dérèglement climatique.

C'est dans ce contexte que l'initiative Téramed prend tout son sens. Comme je l'ai rappelé lors de mon passage dans l'émission Tilt, animée par Mamoune Acharki, il ne s'agit pas seulement d'un projet énergétique. Il s'agit d'un choix stratégique pour l'avenir de la Méditerranée.

L'objectif est ambitieux : atteindre un térawatt de capacité en énergies renouvelables à l'horizon deux mille trente. Derrière ce chiffre impressionnant se trouve une idée simple : transformer la vulnérabilité climatique méditerranéenne en opportunité de coopération, d'investissement, d'emploi et de souveraineté énergétique.

Le bassin méditerranéen possède un paradoxe majeur. Les pays du Sud disposent d'un potentiel solaire et éolien considérable. Les pays du Nord disposent davantage des capacités financières, technologiques et industrielles. Téramed doit précisément servir à corriger ce déséquilibre en construisant un partenariat équitable entre les deux rives, fondé sur le partage des bénéfices et non sur une nouvelle dépendance.

L'enjeu est également social. Le passage vers les énergies propres peut générer des millions d'emplois dans la région, notamment pour les jeunes. Installation, maintenance, ingénierie, stockage, efficacité énergétique, industrie verte, formation professionnelle : toute une chaîne de valeur peut émerger si les États, les entreprises, les universités et les territoires travaillent ensemble.

Mais ce projet ne réussira pas par les seuls discours. Il faudra des investissements massifs, des réseaux électriques modernisés, des interconnexions régionales solides, des cadres juridiques harmonisés et une implication réelle du secteur privé. Il faudra aussi rassurer les investisseurs, notamment dans les pays du Sud, en garantissant visibilité, stabilité et transparence.

Le Maroc a ici une carte importante à jouer. Notre pays a déjà engagé, depuis plusieurs années, une politique volontariste en matière d'énergies renouvelables. Le solaire, l'éolien, l'efficacité énergétique et désormais l'hydrogène vert placent le Royaume dans une position stratégique. Le Maroc peut devenir un pont énergétique entre l'Afrique, l'Europe et le monde arabe.



Par **Mohamed Ftouhi**

Mais la transition énergétique ne peut pas être seulement technologique. Elle doit être territoriale, sociale et culturelle. Nos savoirs traditionnels en matière de gestion de l'eau, d'agriculture adaptée au climat et de sobriété doivent dialoguer avec la recherche scientifique contemporaine. L'avenir durable ne se construira pas contre nos mémoires locales, mais avec elles.

La réussite de Téramed dépendra aussi de la capacité des gouvernements à inscrire cette ambition dans leurs politiques climatiques nationales, à réorienter progressivement les soutiens publics vers les énergies propres et à associer les citoyens à cette transformation. Car aucun projet de transition ne peut réussir sans pédagogie. L'énergie, le climat, l'eau et l'alimentation ne doivent pas rester des sujets réservés aux experts. Les médias, les associations, les enseignants et les collectivités doivent rendre ces enjeux compréhensibles, proches et mobilisateurs.

Téramed peut devenir une réponse méditerranéenne à une urgence mondiale. Mais pour cela, il faut dépasser la logique des conférences et passer à celle de l'exécution. Le vrai défi n'est pas seulement de produire une énergie plus propre. Il est de construire une Méditerranée plus solidaire, plus souveraine et plus juste.

Notre jeunesse a besoin d'un horizon. Téramed peut en être un, à condition que nous transformions l'ambition en action.

RECONNAISSANCE AU MAROC EN 2026 - ÉPISODE 4 - FIN

Je quitte Imilchil en fin de journée pour revenir à Goulmima par Amellagou, au moment où le soleil commence lentement à disparaître derrière les hauts plateaux du Haut-Atlas oriental, enveloppant les montagnes d'une lumière rouge sombre, presque irréaliste, comme si ces reliefs austères, ces vallées pierreuses, ces crêtes silencieuses et ces villages de pisé accrochés aux versants portaient encore sur leurs flancs la mémoire de toutes les générations de pasteurs, de montagnards, de femmes courbées sous le poids des fagots, de bergers traversant les cols enneigés, de tribus en marche, de caravanes oubliées, de famines, de résistances, d'exils et de retours qui ont fait de cette région l'un des territoires les plus bouleversants du Maroc profond.

La route qui descend vers Amellagou, puis vers les vallées du Ghéris et de Goulmima, traverse un paysage immense, minéral, presque biblique, où les plateaux dénudés s'étendent à perte de vue, où les troupeaux de moutons et de chèvres paraissent minuscules dans l'immensité, où les maisons de pierre et de terre semblent se confondre avec la montagne, où le silence n'est jamais vide mais rempli de vent, de mémoire et de solitude, et où l'on comprend immédiatement que le Haut-Atlas oriental n'a rien du Maroc touristique des brochures, rien du décor folklorique offert aux visiteurs pressés, rien de cette carte postale édulcorée qui transforme la misère en authenticité et l'abandon en pittoresque.

En traversant ces territoires des Ayt Merghad, des Ayt Hadiddou, des Ayt Yahya, des Ayt Izdeg, des Ayt Atta et de toutes ces grandes communautés amazighes qui ont façonné durant des siècles le Sud-Est marocain, je repense longuement au travail essentiel d'Ahmed Skounti consacré au nomadisme et à la sédentarisation des Ayt Merghad du Haut-Atlas oriental, non pas comme on pense à une simple étude universitaire, mais comme on revient à une œuvre qui a su voir, avant beaucoup d'autres, que la disparition du nomadisme pastoral n'était pas seulement la fin d'un mode de vie économique, mais l'effacement progressif d'une civilisation entière, d'une manière d'habiter la montagne, de gérer la rareté, de penser les saisons, de répartir l'eau, de négocier les passages, de régler les conflits, de vivre avec le troupeau, de transmettre la mémoire et d'organiser la société autour d'un équilibre extrêmement fragile entre l'homme, l'animal, le sol, le ciel et le temps.



Par **Rachid Boufous**

Ce que l'on comprend en parcourant aujourd'hui ces montagnes, c'est que le nomadisme pastoral, si longtemps regardé par les administrations modernes comme une survivance archaïque appelée naturellement à disparaître, n'était ni un désordre, ni une errance, ni une incapacité à entrer dans la modernité, mais un système social sophistiqué, construit au fil des siècles par des populations qui avaient appris, dans un environnement rude et imprévisible, à faire de la mobilité une intelligence, de la transhumance une économie, de la mémoire collective un cadastre invisible, de la coutume un droit vivant et de la rareté des ressources une école permanente de discipline, de négociation et de survie.

Ici, les parcours pastoraux n'étaient pas des espaces vagues où chacun allait librement où bon lui semblait, car chaque tribu, chaque fraction, chaque lignage connaissait les limites de ses territoires d'estivage et d'hivernage, les cols à franchir, les sources à respecter, les pâturages à préserver, les plateaux à rejoindre selon les saisons, les lieux de passage autorisés, les espaces interdits, les zones protégées et les repères naturels qui tenaient lieu de frontières bien avant les cartes administratives, les communes rurales, les cadastres modernes et les découpages bureaucratiques venus imposer au territoire une logique extérieure à son histoire.

Les Ayt Merghad, les Ayt Hadiddou, les Ayt Yahya, les Ayt Izdeg ou encore les Ayt Atta vivaient ainsi selon une géographie politique et pastorale extrêmement précise, faite de pactes, d'alliances, de rivalités, d'arbitrages, de droits d'usage,

de mémoires partagées et parfois de conflits, car dans un monde où l'eau, l'herbe et les terres cultivables étaient rares, aucune société ne pouvait survivre sans règles collectives, sans limites reconnues, sans institutions tribales capables de contenir la violence et sans mécanismes de régulation permettant d'éviter que la concurrence pour les pâturages ne se transforme en guerre permanente.

Parmi ces mécanismes anciens figurait notamment le Menghel Aman, notion fascinante de délimitation des espaces pastoraux entre tribus et qui renvoie à ces espaces, ces itinéraires ou ces couloirs de sécurité permettant aux hommes et aux troupeaux de circuler pacifiquement à travers certains territoires tribaux sans provoquer l'affrontement, et qui révèle à elle seule toute la profondeur politique de ces sociétés pastorales que l'on a trop souvent réduites à une image simpliste de bergers errants, alors qu'elles avaient élaboré de véritables institutions de passage, de protection et de coexistence dans un environnement où la survie dépendait précisément de la capacité à se déplacer sans rompre les équilibres collectifs, sans surexploiter les pâturages, sans monopoliser les sources et sans transformer la rareté naturelle des ressources en guerre permanente entre groupes voisins.

Autour du Menghel Aman, des agdals saisonniers, des assemblées tribales, des pactes de protection, des arbitrages coutumiers et des règles extrêmement précises de transhumance, se dessinait une véritable intelligence écologique populaire, bien antérieure aux discours contemporains sur le développement durable, car les anciens pasteurs amazighs du Haut-Atlas oriental savaient depuis longtemps qu'une montagne surexploitée devenait rapidement stérile, qu'un pâturage détruit pouvait condamner des familles entières à la famine, qu'une source accaparée pouvait provoquer des conflits interminables et que seule une discipline collective rigoureuse permettait à des sociétés humaines de survivre durablement dans des territoires aussi fragiles et aussi imprévisibles.

L'eau occupait d'ailleurs dans cet univers une place presque sacrée, non pas au sens symbolique seulement, mais parce qu'elle représentait littéralement la condition même de la vie, de l'agriculture, de l'élevage et de la permanence humaine dans ces montagnes semi-arides du Sud-Est marocain, raison pour laquelle les oasis du Ghéris, du Ferkla, du Todgha, du Dadès ou du Tafilalt n'étaient pas de simples espaces agricoles mais de véritables constructions collectives patientes, élaborées durant des siècles grâce à des systèmes d'irrigation d'une remarquable sophistication fondés sur les seguias, les Khattaras ces galeries drainantes qui ramènent l'eau par gravitation des montagnes vers les plaines, le captage des sources, les bassins de répartition, les tours d'eau et les règles coutumières de partage qui permettaient de faire surgir la vie au milieu d'un environnement minéral où chaque parcelle fertile devait être entretenue avec une précision presque obsessionnelle.

Toute l'économie agro-pastorale du Haut-Atlas oriental reposait ainsi sur un équilibre extraordinairement subtil entre mobilité saisonnière, élevage, agriculture oasienne, gestion collective des ressources naturelles et solidarités tribales, puisque les troupeaux fournissaient la laine, la viande, le lait, le beurre et une partie essentielle des revenus, tandis que les petites parcelles irriguées assuraient l'orge, le blé, la luzerne, les figuiers, les amandiers, les grenadiers et les palmiers-dattiers dans les zones les plus basses, créant un système complexe où rien n'était abondant mais où tout faisait sens, tout faisait système et tout participait à une organisation sociale profondément adaptée aux contraintes du territoire.



Même l'architecture des villages, des ksour, des greniers collectifs et des maisons de pisé traduisait cette adaptation longue à la montagne, au climat et à l'insécurité ancienne, puisque les murs épais protégeaient du froid comme de la chaleur, que les ruelles étroites limitaient l'exposition au vent, que les greniers collectifs sécurisaient les récoltes et que les implantations des villages répondaient autant aux nécessités défensives qu'à la proximité des sources et des terres irriguées.

Mais cet ancien monde agro-pastoral, qui avait réussi durant des siècles à maintenir des sociétés humaines dans l'un des environnements les plus difficiles du Maroc, commence aujourd'hui à se fissurer de toutes parts sous l'effet combiné de la sédentarisation, des sécheresses répétées, de l'exode rural, des mutations économiques, de la pénétration brutale de la modernité et de l'effondrement progressif des grands équilibres communautaires qui structuraient autrefois la vie collective.

Les grands troupeaux se raréfient d'année en année, les anciens parcours pastoraux se vident progressivement, les systèmes collectifs d'entretien des seguias deviennent plus difficiles à maintenir faute de main-d'œuvre et de cohésion sociale, les vieux bergers disparaissent les uns après les autres en emportant avec eux une somme immense de savoirs sur les saisons, les plantes, les itinéraires de transhumance, les sources, les pâturages et les équilibres écologiques de la montagne, tandis que les jeunes générations quittent massivement les vallées du Haut-Atlas oriental pour rejoindre Casablanca, Rabat, Marrakech, Tanger ou l'Europe, dans l'espoir d'échapper à un territoire qui leur semble souvent ne plus offrir de véritable avenir économique.

En redescendant des lacs vers Imilchil, je tombe d'ailleurs sur une scène qui résume peut-être mieux que tous les discours la situation actuelle du Haut-Atlas oriental, car sur une grande place ouverte entourée de montagnes nues et austères, des dizaines de jeunes forment un large cercle au milieu du village, certains applaudissent, d'autres filment avec leurs téléphones, quelques-uns observent simplement en silence tandis que le froid du soir commence déjà à tomber sur les hauts plateaux, et cette image apparemment banale devient soudain profondément politique, parce qu'elle résume toute la contradiction du Maroc périphérique contemporain.

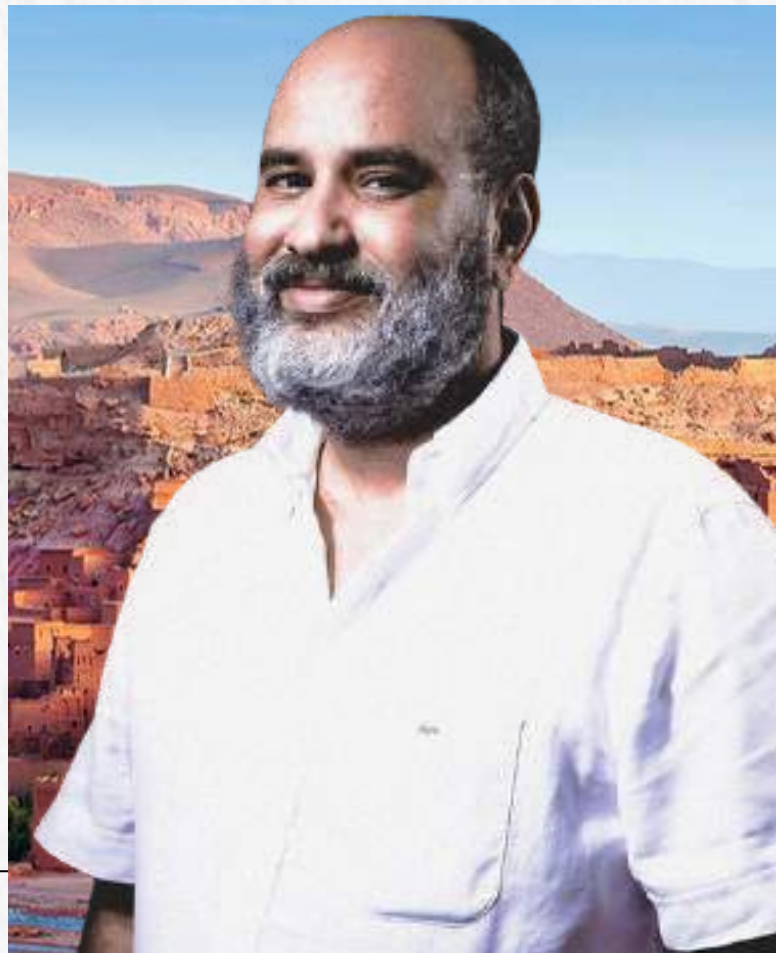
Jamais une génération n'a été aussi connectée au monde grâce aux smartphones, aux réseaux sociaux, aux vidéos venues de partout et aux rêves de consommation mondialisée, et pourtant rarement une jeunesse ne s'est sentie aussi éloignée des véritables centres de richesse, de pouvoir, d'emploi et d'opportunités économiques, car ces jeunes vivent au cœur de territoires parmi les plus beaux du Maroc, dans des paysages grandioses qui fascinent touristes, photographes et documentaristes, mais eux-mêmes profitent très peu des richesses produites autour de cette image romantique des montagnes marocaines.

Le paradoxe devient alors cruel, presque insupportable, parce que la modernité pénètre partout sous sa forme la plus visible et la plus superficielle, avec les smartphones, les paraboles, les réseaux sociaux, les vidéos, les marques et les rêves urbains, tandis que les structures profondes du développement demeurent insuffisantes, que les hôpitaux restent loin, que les infrastructures sanitaires demeurent fragiles, que les routes restent vulnérables aux intempéries,

que les douars peuvent encore être isolés par les neiges durant de longues semaines, que les femmes accouchent parfois loin des structures médicales adaptées, que les malades parcourent des dizaines de kilomètres pour accéder à des soins élémentaires et que les jeunes diplômés s'épuisent dans l'attente d'un concours, d'un emploi, d'un départ ou d'un miracle.

La région de Drâa-Tafilalet résume probablement mieux que toute autre cette fracture territoriale marocaine qui sépare progressivement le Maroc utile des métropoles atlantiques, connecté aux flux économiques mondiaux, du Maroc intérieur des montagnes, des steppes et des oasis, qui continue pourtant de porter une immense partie de l'histoire, de la mémoire et de l'identité profonde du pays tout en restant largement marginalisé dans les grandes dynamiques nationales de développement.

Et pourtant, malgré les retards accumulés, malgré la pauvreté, malgré les sécheresses, malgré l'exode et malgré la disparition progressive du vieux monde pastoral, quelque chose d'essentiel subsiste encore dans ces montagnes du Haut-Atlas oriental, quelque chose que les grandes villes marocaines ont souvent perdu : une relation charnelle au territoire, une mémoire longue des saisons, une conscience aiguë de la fragilité des ressources naturelles et une manière d'habiter le monde où la terre n'est pas simplement un actif économique mais une continuité entre les vivants, les morts, les troupeaux, les sources et les générations futures.



Cette série s'achève donc sur une évidence douloureuse : la région de Drâa-Tafilalet n'a pas seulement besoin d'être visitée, photographiée ou célébrée dans des discours patrimoniaux, elle a besoin d'être enfin regardée comme une région stratégique du Maroc, avec ses urgences sociales, ses fragilités climatiques, ses retards accumulés, mais aussi avec son immense potentiel humain, culturel, agricole, touristique et écologique.

Il ne s'agit pas de demander pour cette région une compassion folklorique ou une charité administrative, mais une véritable politique de réparation territoriale, parce qu'un pays qui investit massivement dans ses métropoles, ses ports, ses autoroutes, ses lignes ferroviaires, ses stations balnéaires et ses grands pôles industriels ne peut pas continuer à traiter ses montagnes, ses oasis et ses marges comme de simples réserves de paysages, de main-d'œuvre, de souvenirs ou de folklore...

Il faudrait ici une grande stratégie de montagne et d'oasis, capable de relier l'eau, l'agriculture, l'élevage, le tourisme, l'artisanat, l'éducation, la santé, la culture, la mobilité, le numérique, la mémoire et l'emploi des jeunes dans un même projet de renaissance territoriale, car sauver les oasis, protéger les parcours pastoraux, moderniser intelligemment l'élevage, valoriser les savoirs anciens et offrir à cette jeunesse autre chose que le choix entre l'exil et l'attente constitue aujourd'hui non seulement une nécessité économique, mais une urgence civilisationnelle.

Car au fond, ce que m'a appris cette reconnaissance au Maroc en 2026, c'est qu'il n'y a pas de pays moderne lorsque la modernité abandonne une partie de son peuple au bord de la route, comme il n'y a pas de développement durable lorsque ceux qui ont su vivre durablement pendant des siècles dans les milieux les plus fragiles sont les premiers sacrifiés par les modèles économiques venus d'ailleurs.

Je rentre finalement à Goulmima avec cette conviction simple et lourde à la fois : le Maroc ne manque pas de mémoire, il manque parfois de reconnaissance envers ceux qui l'ont portée dans le silence ; il ne manque pas de territoires, il manque parfois de justice territoriale ; il ne manque pas de jeunesse, il manque parfois de confiance envers sa jeunesse périphérique ; il ne manque pas de beauté, il manque parfois de politiques capables de transformer cette beauté en dignité partagée.

Et si cette série devait réellement se terminer par une dernière phrase, elle serait probablement celle-ci : un pays qui oublie ses montagnes finit toujours par perdre une partie de son âme...



BENMOUSSA, UNE VOIX QUI ÉVEILLAIT NOS CŒURS ET NOTRE SPIRITUALITÉ.

Coup de cœur

Alors vous vous souvenez de cette voix matinale ? Celle du récitateur Abderrahmane Benmoussa, diffusée sur les ondes de la RTM, qui nous réveillait pour aller à l'école. Une manière douce de commencer la journée, apaisante et empreinte de sérénité.

Il récitait le Coran psalmodié selon la tradition marocaine, avec la même délicatesse que l'on murmure les premiers versets du coran à l'oreille d'un nouveau-né. Un souffle spirituel tendre et léger.

Écoutez le avant de lire la chronique :

Lorsque Benmoussa nous réveillait, il était six heures du matin et la nuit était encore noire.

Sa voix ne ressemblait pas à une injonction, mais plutôt à une invitation paisible. Elle semblait dire : « Lève-toi, mais tout en douceur, comme si tu émergeais d'un nuage. » C'était un murmure délicat, presque une confiance divine.

Beaucoup aimeraient entendre à nouveau des appels à la prière ou des récitations avec des voix posées et apaisantes, loin des tonalités trop brusques ou marquées. Alors, rendez-nous Benmoussa 2.0 !

Ce serait un beau cadeau pour nos oreilles... et pour notre bonne humeur matinale.



Par Anissa Mekouar Senhadji



DE L'ACROPOLE AUX ÎLES DE LA MER ÉGÉE : CARNET DE VOYAGE D'UN MAROCAIN SUR LES ROUTES DE GRÈCE.

Coup de cœur

La Grèce. Plus de 4000 îles. Les unes plus féeriques que les autres. Une communauté marocaine ne dépassant pas les 2000 personnes.

Des monuments historiques à n'en pas finir. Et une diplomatie marocaine présente, feutrée et efficace.

Le Maroc est le doyen des ambassadeurs à Athènes. La Grèce se découvre comme un long poème méditerranéen.

Chaque étape raconte une histoire, chaque pierre porte une mémoire, chaque horizon semble unir le présent aux légendes antiques.

Pour le voyageur marocain, ce périple ressemble parfois à une conversation entre deux rives de la Méditerranée.

Athènes, là où les dieux semblent encore habiter la ville.

Le voyage commence à Athènes, cité éternelle dominée par l'Acropole.

Au sommet de sa colline sacrée, le Parthénon veille depuis plus de deux millénaires sur une ville où l'histoire ne s'est jamais vraiment retirée. Dans les ruelles de Pláka, sous les façades colorées et les bougainvilliers, l'âme populaire d'Athènes dialogue avec les vestiges de la démocratie naissante.

Au coucher du soleil, depuis la colline du Lycabette, la capitale grecque se pare d'une lumière dorée qui transforme les monuments en silhouettes de légende.

Corinthe, quand l'homme défie la montagne.

En quittant Athènes en bateau vers le Péloponnèse, le regard est soudain capturé par l'impressionnant canal de Corinthe.

Entre deux falaises abruptes coule un mince ruban d'eau turquoise reliant deux mers. Ici, l'ingéniosité humaine a fini par accomplir le rêve que les anciens Grecs poursuivaient depuis l'Antiquité.

Le canal apparaît comme une cicatrice majestueuse dans la roche, symbole de la volonté des hommes de rapprocher les mondes.

Nafplio, la cité gardée par deux sentinelles de pierre.

Plus au sud, Nafplio dévoile l'un des plus beaux visages de la Grèce. Face au golfe Argolique, les forteresses de Palamidi et de Bourtzis dominent toujours la baie.



Par **Anwar CHERKAoui**

L'une veille depuis la montagne, l'autre depuis les eaux du port.

Ensemble, elles racontent les épopées vénitiennes, ottomanes et grecques qui ont façonné cette cité maritime devenue aujourd'hui l'une des plus romantiques du pays.

Les cactus grecs et le souvenir du Maroc. Autour de Nafplio, les collines couvertes de figuiers de Barbarie rappellent étrangement certains paysages marocains. Pour le visiteur venu du Royaume, cette abondance suscite autant l'admiration que la nostalgie.

Ces cactus prospères évoquent le combat mené au Maroc contre la cochenille et rappellent qu'une renaissance de cette culture emblématique demeure possible.

Spetses, l'île où le silence est devenu un luxe.

Le voyage s'achève à Spetses, joyau de la mer Égée. Ancien village de pêcheurs, l'île a choisi de préserver son âme en limitant fortement la place de l'automobile. Ici, les pas des promeneurs, le bruit des calèches et le murmure des vagues remplacent le vacarme des moteurs.

Entre demeures de capitaines, yachts élégants et tavernes ouvertes sur la mer, Spetses offre un luxe devenu rare : celui du temps qui ralentit.

De l'Acropole aux eaux paisibles de Spetses, la Grèce apparaît ainsi comme un voyage à travers les siècles. Une terre où les dieux, les marins, les bâtisseurs et les voyageurs continuent, chacun à leur manière, d'écrire la même histoire méditerranéenne.

COUPE DU MONDE 2026 : APRÈS LE VAR ET LA PAUSE FRAÎCHEUR, À QUAND LA PAUSE PIPI ?

Le football avait autrefois une ambition simple : deux équipes, un ballon, quatre-vingt-dix minutes, quelques cris, beaucoup de mauvaise foi et, parfois, un peu de génie.

La Coupe du monde 2026 semble avoir décidé de moderniser tout cela. Désormais, il faudra quarante-huit pays, cent quatre matchs, des ralentis au millimètre, des arbitres assistés par écrans, des temps morts hydratation, et bientôt, pourquoi pas, une pause pipi réglementaire à la trente-troisième minute ?

Il ne faut évidemment pas plaisanter avec la santé des joueurs. Courir sous la chaleur nord-américaine n'a rien d'une promenade digestive. La pause fraîcheur peut donc se défendre. Mais le problème est ailleurs : à force d'ajouter des dispositifs au nom du confort, de l'équité, du spectacle, de la sécurité et de la télévision, le football ressemble de moins en moins à un jeu continu et de plus en plus à un produit découpé en tranches.

Le VAR devait sauver la justice sportive. Il a parfois surtout inventé une nouvelle dramaturgie : celle du but célébré, congelé, disséqué, puis annulé pour un orteil trop enthousiaste. La Coupe du monde élargie devait démocratiser la fête. Elle risque aussi de transformer le tournoi en marathon industriel où l'on jouera beaucoup, partout, longtemps, jusqu'à ce que même les supporters aient besoin d'un GPS émotionnel pour suivre le calendrier.



Voici donc la pause fraîcheur obligatoire. Trois minutes pour boire, souffler, écouter l'entraîneur, revoir deux occasions et, soyons lucides, permettre aux diffuseurs de rêver à de nouveaux espaces publicitaires. On attend déjà la prochaine innovation : pause concentration, pause stratégie, pause selfie, pause influenceur, pause réclamation, pause digestion après prolongation.

Et la pause pipi, dans tout cela ? Elle aurait au moins le mérite de dire franchement ce que le football moderne devient : une mécanique si encadrée qu'elle finit par oublier son essence. Le jeu a besoin de règles, pas d'une administration permanente. Il a besoin de protéger les joueurs, pas de transformer chaque match en émission découpée.

Le football n'est beau que lorsqu'il respire. Mais s'il respire trop souvent sur ordre, il ne joue plus : il obéit.

By Lodj

**L'ODJ MÉDIA
N'EST PAS
UN TRIBUNAL,**
mais elle convoque les faits.



CHAQUE JOUR, NOUS DÉFENDONS
LA VÉRITÉ AVEC RIGUEUR ET IMPARTIALITÉ.

WWW.LODJ.MA

EVITER LE LE PIÈGE POLITIQUE EN 2026

Autrement dit, on ne promet plus la météo. On promet un parapluie.

Pendant vingt ans, les gouvernements ont expliqué à la classe moyenne marocaine que ses difficultés venaient de facteurs extérieurs : crise financière, Covid, sécheresse, guerre en Ukraine, inflation importée, tensions géopolitiques, prix du pétrole, taux d'intérêt internationaux...

Le problème est que ces explications sont souvent vraies. Mais à force d'être vraies, elles deviennent politiquement inaudibles.

Un électeur n'élit pas un gouvernement pour qu'il lui explique pourquoi il ne peut rien faire. Il l'élit pour savoir ce qu'il fera quand les choses tourneront mal.

La solution n'est donc pas d'écrire un programme à géométrie variable. Ce serait suicidaire électoralement. La solution est d'écrire un programme à obligations de résultat plutôt qu'à obligations de moyens.

Par exemple, au lieu de promettre :

- augmentation des revenus de X %
- création de Y emplois
- baisse de Z taxes

qui dépendent de facteurs mondiaux, un parti pourrait promettre :

- aucun ménage de la classe moyenne ne devra consacrer plus de X % de son revenu à certains biens essentiels ;
- un mécanisme automatique protégera le pouvoir d'achat lorsque l'inflation dépasse un seuil ;
- toute hausse exceptionnelle de prix déclenchera des mesures compensatoires ;
- un fonds national de résilience sera activé en cas de crise alimentaire ou énergétique.

Autrement dit, on ne promet plus la météo. On promet un parapluie.

La nuance est fondamentale.

La classe moyenne n'en veut pas à un gouvernement parce qu'une guerre éclate à 4 000 kilomètres de Rabat. Elle lui en veut lorsque cette guerre détruit son budget familial sans qu'aucun amortisseur ne soit visible.



Billet

par Adnane Benchakroun

Le véritable sujet des élections de 2026 n'est peut-être pas la croissance.

C'est la résilience du foyer marocain.

Car si l'on regarde les conversations des cafés, des taxis, des réseaux sociaux ou des familles, les citoyens ne demandent plus : « Combien sera la croissance du PIB ? »

Ils demandent :

- Vais-je pouvoir remplir mon réfrigérateur ?
- Vais-je pouvoir payer les études de mes enfants ?
- Vais-je pouvoir me soigner ?
- Vais-je pouvoir acheter ou louer un logement ?
- Vais-je finir le mois sans m'endetter ?

La future bataille électorale pourrait donc opposer deux écoles.

La première continuera à promettre un avenir radieux conditionné à une conjoncture favorable.

La seconde pourrait dire :

« Nous ne contrôlons pas la géopolitique mondiale. Nous ne contrôlons pas la pluie. Nous ne contrôlons pas les guerres. En revanche, nous prenons l'engagement de protéger votre niveau de vie quand ces crises surviendront. »

C'est un changement profond de logiciel politique.

Depuis trente ans, les programmes promettent davantage de richesse. Le prochain programme gagnant pourrait promettre davantage de protection.

Et au fond, c'est peut-être cela que recherche aujourd'hui la classe moyenne marocaine : non pas un gouvernement capable de prédire l'avenir, mais un gouvernement capable d'empêcher que chaque crise mondiale se transforme automatiquement en crise familiale.

LE SERMON DE MADRID : QUAND LÉON XIV SIFFLE LA FIN DE LA RÉCRÉATION POPULISTE

Billet



En réunissant plus d'un million de personnes à Madrid, le pape Léon XIV a non seulement réussi un coup d'éclat pastoral, mais il a surtout posé les jalons d'une critique théologique majeure contre la récupération politique de la foi. Cette réflexion salutaire bouscule les alliances faciles entre conservatisme politique et identité religieuse dans une Europe en pleine quête de repères.

L'incompatibilité flagrante entre l'éthique de l'Évangile et le national-christianisme.

La capitale espagnole a vibré sous les pas d'une foule immense, offrant un paradoxe saisissant pour une Espagne que l'on dit profondément sécularisée. Voir plus d'un million de fidèles se rassembler autour du pape Léon XIV prouve que la quête de sens et le besoin de repères spirituels restent des forces motrices puissantes dans nos sociétés contemporaines. Pourtant, le véritable événement de ce dimanche ne résidait pas dans cette démonstration de force quantitative, mais bien dans la portée subversive du message délivré par le souverain pontife. En présence de la famille royale et d'une classe politique espagnole prompte à capter la lumière des projecteurs, le pape a choisi de briser le consensus confortable des célébrations de masse pour poser une question dérangement : à qui profite la foi ?

L'homélie de Léon XIV s'attaque directement à la grande imposture de notre époque, à savoir le national-christianisme de façade. Depuis quelques années, de nombreux mouvements politiques occidentaux brandissent la croix et les racines chrétiennes comme des boucliers identitaires ou des arguments d'exclusion. Le pape a rappelé, avec une rigueur doctrinale implacable, que l'Évangile ne peut être réduit à un héritage patrimonial ou à un outil de marketing électoral. On ne peut se réclamer du Christ tout en érigeant des murs physiques ou mentaux contre les plus vulnérables, en rejetant l'étranger ou en théorisant l'égoïsme social.

Par **Mamoune ACHARKI**

Cette clarification rappelle que le christianisme est d'abord une éthique de la relation et de l'altérité, et non une marque déposée pour tribuns en quête de légitimité.

En agissant ainsi, Léon XIV redonne à l'Église son rôle historique le plus noble, celui de contre-pouvoir moral. En refusant de se laisser enfermer dans le rôle de caution spirituelle des forces conservatrices, le souverain pontife rappelle que la parole biblique est intrinsèquement déstabilisante pour tous les pouvoirs établis. Sa critique ne s'adresse pas tant aux non-croyants qu'à ceux qui, au sein même de l'arène politique, prétendent parler au nom de Dieu pour justifier des agendas contraires à la dignité humaine. C'est une distinction essentielle entre la foi vécue comme une conversion personnelle et la religion instrumentalisée comme une idéologie de combat.

Le sermon de Madrid fera date car il oblige chacun à choisir son camp : celui de l'identité ou celui de la cohérence. Pour l'Espagne et pour l'Europe, ce rappel à l'ordre papal est une invitation à purifier le débat public des hypocrisies religieuses. La force d'une croyance ne se mesure pas au nombre de drapeaux que l'on agite dans les meetings, mais à la capacité à traduire ses valeurs dans des politiques de justice, de compassion et de fraternité réelle.

APRÈS LE LIBÉRALISME DUR, LE TEMPS D'UN NEW DEAL MAROCAIN

Billet



par Adnane Benchakroun

Tourner la séquence trop libérale, ce n'est pas fermer l'économie. C'est rouvrir l'avenir.

Tourner la séquence trop libérale : pour un New Deal marocain

Il arrive un moment, dans la vie politique d'un pays, où le débat ne porte plus seulement sur le bilan d'un gouvernement, mais sur la fatigue d'un modèle. Le gouvernement de M. Aziz Akhannouch revendique des réalisations : protection sociale élargie, investissements publics importants, croissance, dialogue social, aides directes. Ces éléments existent et ne peuvent être balayés d'un revers de main. Lors de la présentation de son bilan 2021-2026, le chef du gouvernement a notamment mis en avant une croissance moyenne de 4,5 % sur la période 2021-2025 et une baisse de l'inflation à 0,8 % fin 2025, selon les chiffres rapportés par la presse nationale.

Mais la politique n'est pas seulement l'art d'aligner des indicateurs. Elle est aussi l'art de comprendre ce que les chiffres ne parviennent plus à apaiser. Or, dans une grande partie de la société marocaine, un sentiment s'est installé : celui d'un libéralisme devenu trop dur, trop froid, trop sûr de lui, trop indifférent au vécu réel des ménages. Le problème n'est pas l'entreprise. Le problème n'est pas le marché. Le problème n'est pas la réussite. Le problème est cette impression d'un pays où tout augmente sauf la confiance, où l'effort est demandé aux mêmes, où la classe moyenne paie sans toujours voir le retour, où les vulnérables sont aidés mais où ceux qui travaillent, cotisent, éduquent leurs enfants et tiennent debout sans bruit se sentent oubliés.

C'est cette séquence qu'il faudra tourner.

Tourner la page ne signifie pas rejeter l'économie de marché. Ce serait une erreur. Le Maroc a besoin d'entreprises fortes, d'investissement privé, d'innovation, d'exportation, de capitaux, de productivité et d'audace entrepreneuriale. Mais il a besoin d'autre chose encore : un marché encadré par l'éthique, une concurrence réelle, un profit légitime parce qu'il crée de la valeur, et non parce qu'il capte des rentes. L'entreprise doit être libérée,

oui, mais libérée des emprises, des passe-droits, des blocages administratifs, des situations de domination et des circuits fermés.

Tourner la séquence trop libérale, ce n'est pas fermer l'économie. C'est rouvrir l'avenir.

Tourner la séquence trop libérale : pour un New Deal marocain

Il arrive un moment, dans la vie politique d'un pays, où le débat ne porte plus seulement sur le bilan d'un gouvernement, mais sur la fatigue d'un modèle. Le gouvernement de M. Aziz Akhannouch revendique des réalisations : protection sociale élargie, investissements publics importants, croissance, dialogue social, aides directes. Ces éléments existent et ne peuvent être balayés d'un revers de main. Lors de la présentation de son bilan 2021-2026, le chef du gouvernement a notamment mis en avant une croissance moyenne de 4,5 % sur la période 2021-2025 et une baisse de l'inflation à 0,8 % fin 2025, selon les chiffres rapportés par la presse nationale.

Mais la politique n'est pas seulement l'art d'aligner des indicateurs. Elle est aussi l'art de comprendre ce que les chiffres ne parviennent plus à apaiser. Or, dans une grande partie de la société marocaine, un sentiment s'est installé : celui d'un libéralisme devenu trop dur, trop froid, trop sûr de lui, trop indifférent au vécu réel des ménages.

Le problème n'est pas l'entreprise. Le problème n'est pas le marché. Le problème n'est pas la réussite. Le problème est cette impression d'un pays où tout augmente sauf la confiance, où l'effort est demandé aux mêmes, où la classe moyenne paie sans toujours voir le retour, où les vulnérables sont aidés mais où ceux qui travaillent, cotisent, éduquent leurs enfants et tiennent debout sans bruit se sentent oubliés.

C'est cette séquence qu'il faudra tourner.

Tourner la page ne signifie pas rejeter l'économie de marché. Ce serait une erreur. Le Maroc a besoin d'entreprises fortes, d'investissement privé, d'innovation, d'exportation, de capitaux, de productivité et d'audace entrepreneuriale. Mais il a besoin d'autre chose encore : un marché encadré par l'éthique, une concurrence réelle, un profit légitime parce qu'il crée de la valeur, et non parce qu'il capte des rentes. L'entreprise doit être libérée, oui, mais libérée des emprises, des passe-droits, des blocages administratifs, des situations de domination et des circuits fermés.

La rupture attendue n'est donc pas anti-économique. Elle est anti-prédatrice.

Le prochain programme audible dans le champ électoral sera celui qui dira clairement : nous voulons une économie productive, mais pas une société abandonnée au plus fort. Nous voulons la libre initiative, mais pas le libéralisme sauvage. Nous voulons le profit, mais un profit éthique. Nous voulons des investisseurs, mais aussi des citoyens debout. Nous voulons la croissance, mais une croissance qui agrandit la classe moyenne au lieu de l'épuiser.

Car c'est là que se trouve le cœur politique de 2026 : l'ascenseur social. Beaucoup de Marocains n'attendent pas seulement une aide. Ils attendent une preuve que l'effort paie encore. Que l'école peut encore changer un destin. Que le travail peut encore permettre de se loger. Que l'entreprise peut encore grandir sans piston. Que le mérite n'est pas devenu un mot décoratif. Que le rural n'est pas condamné à regarder les métropoles capter seules les opportunités. Que la citoyenneté pleine et entière ne se réduit pas au vote, mais ouvre des droits, impose des devoirs et garantit une dignité.

Le New Deal marocain devra donc avoir une ambition simple : reconstituer une grande classe moyenne nationale, urbaine et rurale. Pas une classe moyenne statistique, fragile, endettée, anxieuse, déclassable au moindre choc. Une vraie classe moyenne, capable d'épargner, d'éduquer, de se soigner, d'entreprendre, de consommer dignement, de transmettre et de croire en l'avenir. Cela suppose une redistribution intelligente de l'effort de croissance. Non pas une redistribution punitive, mais une redistribution réparatrice : fiscalité plus juste, services publics plus performants, accès au logement, qualité de l'école, santé accessible, mobilité territoriale, soutien aux petites entreprises, lutte contre les rentes.

C'est ici que le service public redevient central. Le Maroc ne peut pas demander aux citoyens d'aimer la modernité si l'école publique ne rassure pas. Il ne peut pas parler de dignité si l'hôpital public épuise les familles. Il ne peut pas appeler au civisme si l'administration humilie encore par lenteur, complexité ou opacité. Un service public performant, accessible, mesurable, n'est pas une nostalgie étatique. C'est une condition de stabilité nationale.



La séquence trop libérale a aussi créé un problème de langage. On a trop parlé d'indicateurs, pas assez de justice ressentie. Trop parlé de chiffres, pas assez de foyers. Trop parlé de résilience macroéconomique, pas assez de budget familial. Or l'électeur ne vit pas dans une note de conjoncture. Il vit dans un loyer, un panier alimentaire, une facture d'électricité, une ordonnance médicale, un trajet quotidien, une scolarité d'enfant. Et quand les chiffres officiels disent que les choses s'améliorent alors que son quotidien reste tendu, la défiance s'installe. Plusieurs analyses du bilan gouvernemental ont d'ailleurs relevé ce paradoxe entre réformes structurelles et crise de confiance dans le ressenti citoyen.

Le programme de rupture devra donc être un programme de résultats. Non plus seulement annoncer, lancer, créer, généraliser, accélérer. Mais prouver. Prouver que les prix sont surveillés. Prouver que la concurrence fonctionne. Prouver que les aides arrivent aux bons bénéficiaires. Prouver que les écoles progressent. Prouver que les délais de soins diminuent. Prouver que les jeunes trouvent un emploi durable. Prouver que les territoires reçoivent leur part du développement.

Cette obligation de résultats doit devenir le nouveau contrat politique.

Mais ce New Deal ne peut pas être seulement social. Il doit être aussi culturel et national. Les Marocains ont besoin d'un récit qui les rassemble. Un récit de famille, de citoyenneté, de patriotisme, de tolérance, de vivre-ensemble, d'identité ouverte sur l'universel. Un Maroc enraciné et moderne. Fier de son intégrité territoriale totale et indivisible. Confiant dans son histoire, mais capable de parler au monde. Attaché à ses valeurs, mais non prisonnier de la fermeture. Un Maroc qui rayonne, non par arrogance, mais par cohérence.

Cette ambition internationale n'est pas secondaire. Le Maroc peut devenir davantage qu'une destination d'investissement. Il peut devenir un hub de confiance entre l'Afrique, l'Europe, le monde arabe, l'Atlantique et la Méditerranée. Sa stabilité politique, ses infrastructures, ses avancées industrielles, sa position géographique et son ouverture culturelle constituent des atouts puissants. Mais ce rayonnement extérieur sera fragile si le pacte intérieur s'abîme. Un pays ne rayonne durablement que lorsque ses citoyens sentent qu'ils participent à cette montée en puissance.

Il faudra aussi oser ouvrir le débat démographique. Une société qui doute de l'avenir fait moins d'enfants, non par manque d'amour, mais par manque de sécurité. Parler de natalité, ce n'est pas donner des leçons aux familles. C'est créer les conditions matérielles, sociales et psychologiques qui permettent aux jeunes ménages de se projeter : logement, emploi, crèches, santé, école, stabilité des revenus. Une natalité dynamique ne se décrète pas. Elle se mérite par la confiance.

La page libérale actuelle ne sera tournée que si une alternative crédible apparaît. Pas un slogan anti-riches. Pas un discours de revanche sociale. Pas une nostalgie administrative. Mais un pacte nouveau : libérer les énergies, protéger les familles, moraliser le profit, élargir la classe moyenne, réduire fortement la vulnérabilité, revitaliser les territoires, restaurer la confiance dans le service public, et replacer la dignité au centre.



C'est au prix de ce rêve que les Marocains pourraient consentir à croire encore. Car on ne gagne pas une élection seulement contre un gouvernement. On la gagne pour une promesse d'époque. La promesse que le Maroc ne sera pas seulement un pays qui attire les capitaux, mais un pays qui élève ses citoyens. Pas seulement un pays qui construit des infrastructures, mais un pays qui reconstruit l'espérance. Pas seulement un pays stable, mais un pays juste.

Tourner la séquence trop libérale, ce n'est pas fermer l'économie. C'est rouvrir l'avenir.

By Lady

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UN GPS,

mais elle vous sort
du brouillard.

LODJ

• **Quand l'actualité
devient confuse,**
il faut plus qu'une direction : il faut une lecture.

WWW.LODJ.MA

ÉLECTIONS 2026 : POURQUOI LES VRAIS DÉBATS ÉCONOMIQUES SONT ABSENTS DE LA CAMPAGNE

Billet



par Adnane Benchakroun

À moins de quelques semaines des élections législatives de septembre 2026, le débat politique marocain donne parfois l'impression de tourner autour de lui-même. Les déclarations s'enchaînent, les promesses se multiplient, les alliances se dessinent ou se défont, mais les grandes questions économiques qui structurent pourtant le quotidien des citoyens demeurent étonnamment absentes.

Comme si l'économie se résumait à quelques indicateurs de croissance, à des annonces d'investissements ou à des promesses de création d'emplois.

Or, derrière les chiffres officiels, des interrogations fondamentales mériteraient d'occuper le centre de la campagne électorale.

La première est sans doute celle du rapport entre le capital et le travail.

Depuis plusieurs décennies, le Maroc a fait le choix d'encourager l'investissement privé, l'entrepreneuriat et l'accumulation du capital productif. Ce choix a permis des avancées réelles : développement des infrastructures, modernisation industrielle, montée en puissance de certains secteurs exportateurs, amélioration de l'attractivité du pays.

Mais une question demeure : la rémunération du travail progresse-t-elle au même rythme que celle du capital ?

Autrement dit, les salariés bénéficient-ils équitablement de la richesse créée ?

La question n'est pas idéologique. Elle est économique.

Dans de nombreux pays, le débat porte aujourd'hui sur la répartition de la valeur ajoutée entre les détenteurs de capitaux et les travailleurs. Les gains de productivité profitent-ils davantage aux salaires ou aux profits ? La croissance améliore-t-elle réellement le niveau de vie de ceux qui produisent cette richesse au quotidien ?

Au Maroc, ce débat est presque inexistant.

Pourtant, il touche directement des millions de ménages confrontés à l'augmentation du coût du logement, de l'éducation, de la santé ou encore de l'alimentation.

Une autre question mériterait d'être posée : le travail paie-t-il suffisamment ?

De plus en plus de diplômés, de cadres et de salariés expriment un sentiment de stagnation. Beaucoup ont l'impression que l'effort, l'expérience et les qualifications ne se traduisent plus automatiquement par une amélioration significative du niveau de vie.

La classe moyenne, longtemps présentée comme le moteur de la stabilité sociale et de la consommation intérieure, se retrouve aujourd'hui sous pression.

Cette réalité soulève une interrogation essentielle : comment redonner au travail sa capacité à constituer un véritable ascenseur social ?

Là encore, le débat reste discret.

La fiscalité constitue un autre grand absent de la campagne.

Au Maroc, les prélèvements sur les revenus du travail sont visibles, immédiats et relativement simples à identifier. Les salariés connaissent leur impôt sur le revenu et leurs cotisations sociales.

En revanche, la fiscalité du capital reste souvent plus complexe et moins débattue publiquement.

Faut-il maintenir les équilibres actuels ?

Faut-il alléger davantage la fiscalité du travail pour soutenir le pouvoir d'achat ?

Faut-il au contraire renforcer certaines formes d'imposition sur les revenus du patrimoine ou sur les rentes ? Ces questions divisent les économistes du monde entier. Elles devraient donc logiquement faire partie des principaux sujets de confrontation démocratique.

Pourtant, elles demeurent largement absentes des discours.

Même constat concernant la productivité.

Pourquoi le Maroc peine-t-il encore à générer suffisamment d'emplois qualifiés malgré les investissements réalisés ?

Comment améliorer la compétitivité des entreprises sans fragiliser davantage les salariés ?

Comment faire évoluer le système éducatif afin qu'il réponde réellement aux besoins de l'économie de demain ?

Quel modèle de croissance voulons-nous construire pour les vingt prochaines années ?

Sur ces sujets stratégiques, les propositions restent souvent générales.

Le débat sur les inégalités est également étonnamment discret.

Le Maroc est confronté à des écarts territoriaux importants, à des différences de revenus significatives et à des disparités persistantes dans l'accès aux services publics.

La question n'est pas seulement sociale.

Elle est économique.

Une économie où une partie importante de la population peine à accéder à une éducation de qualité, à des soins performants ou à des opportunités professionnelles est une économie qui limite son propre potentiel de croissance.

Enfin, un autre sujet mérite d'être placé au cœur de la campagne : la résilience économique.

Les dernières années ont été marquées par une succession de chocs extérieurs : pandémie, sécheresses, inflation mondiale, tensions géopolitiques, perturbations logistiques et énergétiques.

Le prochain gouvernement devra probablement affronter d'autres crises dont personne ne connaît encore la nature.

La vraie question n'est donc pas seulement de savoir combien d'emplois seront créés ou combien de points de croissance seront obtenus.

Elle consiste à déterminer comment construire une économie capable de protéger les ménages lorsque les crises surviennent.

Comment préserver le pouvoir d'achat ?

Comment éviter l'effondrement de certains secteurs ?

Comment garantir la continuité des services essentiels ?

Comment renforcer la souveraineté économique du pays ?

Ces interrogations devraient être au centre de la campagne. Car au-delà des slogans, des alliances et des calculs électoraux, les élections de septembre 2026 détermineront le modèle économique du Maroc pour les années à venir.

Le paradoxe est là : jamais les enjeux économiques n'ont été aussi importants, et pourtant jamais les grands débats économiques n'ont semblé aussi absents de l'espace public.



La démocratie ne consiste pas seulement à choisir des responsables politiques.

Elle consiste aussi à choisir entre différentes visions de la société, différentes conceptions de et différentes manières de répartir les fruits de la croissance.

C'est précisément ce débat-là qui manque aujourd'hui.

QUAND LE SPORT REMPLACE LES EMPIRES : LA NOUVELLE GÉOPOLITIQUE DE LA PUISSANCE

Billet

Les ruines fascinent parce qu'elles nous parlent autant du passé que de notre propre avenir. Une colonne brisée dans le désert, un temple avalé par la jungle ou une cité antique vidée de ses habitants ne racontent pas seulement la fin d'un monde. Ils rappellent que toute puissance, même éclatante, reste vulnérable lorsqu'elle confond grandeur et éternité.

Soft power : pourquoi les pays émergents montent en puissance..

L'histoire des civilisations est souvent racontée comme une tragédie simple : ascension, âge d'or, décadence, effondrement. Pourtant, cette lecture est trop confortable. Rome ne s'est pas uniquement effondrée parce qu'elle aurait perdu sa discipline morale. Les Mayas n'ont pas disparu d'un seul coup parce qu'ils auraient mal géré leurs ressources. L'île de Pâques n'est pas seulement l'histoire d'un suicide écologique. Dans la plupart des cas, la chute est moins une disparition qu'une mutation : un déplacement du centre de gravité, une perte de complexité, une transformation des rapports de force.

C'est là que la leçon devient profondément géopolitique. Les empires ne tombent pas toujours parce qu'ils deviennent faibles. Ils tombent aussi parce que les autres deviennent plus forts. La périphérie apprend du centre, capte ses techniques, développe ses propres réseaux, construit ses propres ambitions. Le pouvoir d'hier nourrit parfois les concurrents de demain.

Le sport moderne illustre parfaitement cette dynamique. Longtemps dominé par quelques puissances occidentales, il est devenu un champ mondial où les pays émergents investissent massivement pour peser autrement. Organiser une Coupe du monde, une Coupe d'Afrique, des Jeux olympiques ou un grand tournoi international n'est plus seulement une affaire de stades. C'est une déclaration stratégique. C'est dire au monde : nous avons les infrastructures, la stabilité, les réseaux, l'image et la capacité d'accueil.



Par **Mohamed Ait Bellahcen**

Dans ce nouvel ordre sportif, le terrain est devenu une carte diplomatique. Le football, le golf, l'athlétisme ou les grands événements multisports fonctionnent comme des instruments de soft power. Ils attirent les touristes, les sponsors, les médias, les investisseurs. Ils fabriquent de la confiance. Ils modifient la perception d'un pays plus vite qu'un long discours diplomatique.

Le Maroc sur la carte du monde : le sport comme nouvelle diplomatie

Le Maroc l'a parfaitement compris. L'attribution officielle de la Coupe du monde 2030 au trio Maroc-Espagne-Portugal place le Royaume dans une configuration rare : celle d'un pont sportif, économique et symbolique entre l'Afrique et l'Europe. À cela s'ajoutent l'accueil de la CAN 2025, la modernisation des infrastructures sportives et la montée en puissance d'une diplomatie sportive assumée. Pour le Maroc, le sport n'est plus seulement un vecteur de passion populaire.

Il devient un outil de positionnement international, de projection continentale et de consolidation de son image de pays stable, organisé et ouvert. Mais cette stratégie comporte aussi une exigence : ne pas tomber dans le piège des civilisations trop sûres d'elles-mêmes. Le sport peut embellir l'image d'un pays, mais il ne doit pas servir à masquer ses fragilités. L'événementiel ne remplace ni l'éducation, ni la santé, ni la mobilité, ni la justice sociale. La vraie puissance sportive durable ne réside pas seulement dans la beauté des stades, mais dans la capacité à transformer ces investissements en héritage collectif.

QUAND LE SPORT REMPLECE LES EMPIRES:

LA NOUVELLE GÉOPOLITIQUE DE LA PUISSANCE

Mohamed Ait Bellahcen

- SOFT POWER ET INFLUENCE
- SPORT ET DIPLOMATIE
- PARTENARIATS STRATÉGIQUES
- ÉCONOMIE ET INVESTISSEMENTS
- IDENTITÉ ET RAYONNEMENT

L'histoire des civilisations enseigne finalement une chose simple : survivre, c'est s'adapter. Les sociétés qui refusent de reconnaître le changement finissent par subir brutalement ce qu'elles auraient pu anticiper. Celles qui savent transformer les ruptures en opportunités peuvent perdre une forme ancienne de puissance, mais gagner une nouvelle place dans le monde.

Le Maroc, comme d'autres pays émergents, se trouve précisément à ce moment. Le sport lui offre une scène. La géopolitique lui impose une stratégie. L'histoire, elle, lui rappelle que la grandeur ne se proclame pas : elle se construit, se partage et se transmet.

FRANCE : UNE CAMPAGNE DE DÉSINFORMATION CONTRE LFI ATTRIBUÉE À UNE OFFICINE ISRAËLIENNE PRIVÉE

VIGINUM a documenté quatre opérations d'ingérence durant les municipales françaises de mars 2026 et un mode opératoire nommé Rokh Solis.

Pour le Maroc en septembre 2026, la souveraineté électorale marocaine ne se jouera pas seulement dans les bureaux de vote, mais aussi dans les fils Facebook, les groupes WhatsApp, les vidéos TikTok et les titres de presse.

La désinformation électorale n'est plus seulement l'affaire d'États hostiles ou de militants idéologiques. Elle devient un service, une prestation, une industrie grise où des officines peuvent vendre des campagnes clés en main.

Un rapport officiel français vient confirmer ce que plusieurs enquêtes de presse avaient déjà laissé entrevoir : lors des élections municipales, plusieurs candidats de La France insoumise ont été visés par une opération coordonnée de désinformation numérique. Selon VIGINUM, le service français chargé de détecter les ingérences étrangères en ligne, cette campagne réunit les critères d'une ingérence numérique étrangère.

Le dispositif, baptisé « Rokh Solis », aurait reposé sur des sites internet fabriqués, de faux comptes sur les réseaux sociaux et des contenus diffusés de manière coordonnée. Les candidats insoumis Sébastien Delogu à Marseille, François Piquemal à Toulouse et David Guiraud à Roubaix figurent parmi les principales cibles identifiées. Jean-Luc Mélenchon et LFI ont également été attaqués à travers des récits visant à associer le mouvement à des accusations infamantes ou à exploiter ses positions sur la question palestinienne.

Le point le plus sensible du rapport tient à l'attribution. VIGINUM estime qu'une entité privée israélienne, appelée Blackcore, est « probablement à l'origine » de l'opération. Le service français reste toutefois prudent : les commanditaires finaux ne sont pas identifiés avec certitude. Autrement dit, l'origine opérationnelle est fortement soupçonnée, mais la chaîne politique, financière ou idéologique derrière cette campagne reste à établir.



par **La rédaction**

Cette nuance est essentielle. Il ne s'agit pas d'affirmer que l'État israélien aurait piloté l'opération. Le rapport parle d'une structure privée israélienne, inscrite dans un marché plus large de l'influence numérique. C'est peut-être là que se trouve le phénomène le plus inquiétant : la désinformation électorale n'est plus seulement l'affaire d'États hostiles ou de militants idéologiques. Elle devient un service, une prestation, une industrie grise où des officines peuvent vendre des campagnes clés en main.

Cette affaire dépasse donc largement le cas de LFI. Elle pose une question démocratique majeure : jusqu'à où des acteurs privés étrangers peuvent-ils intervenir dans le débat politique national sans être clairement identifiés ? Et surtout, comment protéger une campagne électorale lorsque l'attaque ne prend plus la forme classique d'une propagande visible, mais celle de faux médias, de faux profils, de fausses accusations et de relais automatisés ?

À l'approche de la présidentielle française de 2027, l'alerte est sérieuse. Le rapport souligne que l'impact réel sur le scrutin semble limité. Mais le danger n'est pas seulement dans le résultat électorale immédiat. Il est dans la pollution du débat public, dans l'installation du soupçon, dans la capacité à salir un adversaire politique avant même que les citoyens puissent juger sur pièces.

La démocratie ne se défend pas seulement dans les urnes. Elle se défend aussi dans l'espace numérique, là où se fabriquent désormais une partie des réputations, des colères et des réflexes électoraux. Le cas Rokh Solis rappelle une évidence dérangeante : à l'ère des plateformes, une campagne électorale peut être attaquée sans chars, sans diplomates, sans communiqué officiel. Quelques sites fabriqués, quelques comptes coordonnés, quelques accusations virales peuvent suffire à empoisonner le débat.

Reste une responsabilité partagée. Aux autorités publiques de mieux documenter, attribuer et sanctionner ces opérations. Aux plateformes de ne plus se cacher derrière leur statut technique. Aux médias de traiter ces affaires avec rigueur, sans transformer un rapport prudent en verdict géopolitique définitif. Et aux partis politiques, quels qu'ils soient, de comprendre qu'une ingérence contre un adversaire aujourd'hui peut devenir une ingérence contre eux demain.

Ce rapport ne clôt donc pas l'affaire. Il l'ouvre. Il confirme que l'ingérence numérique étrangère est entrée dans une nouvelle phase : plus discrète, plus professionnelle, plus difficile à attribuer. Et probablement plus dangereuse encore, parce qu'elle avance masquée sous les apparences ordinaires de la conversation démocratique.

La leçon centrale : ne pas attendre la preuve parfaite pour se préparer, mais ne jamais accuser sans preuve documentée.

Pour les législatives marocaines du 23 septembre 2026, le risque n'est pas seulement "une officine algérienne".

Le risque plus large, c'est une industrie de l'influence hostile : faux comptes, faux médias, vidéos IA, rumeurs WhatsApp, campagnes de dénigrement ciblées et amplification coordonnée. Le cas français montre que ce type d'opération peut viser un parti, un candidat ou une cause précise, sans que le commanditaire final soit immédiatement identifiable.

Pour le Maroc, il faut donc retenir cinq réflexes.

Un : surveiller les narratifs, pas seulement les comptes.

Une officine ne commence pas toujours par inventer une fake news. Elle peut amplifier un sujet réel : prix, chômage, corruption, abstention, Sahara, relations Maroc-France, Israël-Palestine, migrants, religion, ou tensions sociales. Le poison est souvent dans l'angle, le timing et la répétition.

Deux : distinguer critique politique et ingérence.

Tout contenu hostile au Maroc ou à un parti marocain n'est pas automatiquement algérien. L'erreur serait de qualifier toute critique de "main étrangère". Ce serait contre-productif. Il faut des indices : coordination, faux profils, infrastructures techniques communes, financement publicitaire opaque, relais synchronisés, recyclage de contenus identiques.

Trois : créer une cellule de veille électorale numérique.

Elle devrait associer autorités, partis, médias, plateformes, experts cybersécurité et fact-checkers. Objectif : détecter vite, documenter proprement, alerter sans hystérie. Le Maroc a déjà fixé les législatives au 23 septembre 2026, avec campagne du 10 au 22 septembre, ce qui rend la fenêtre de manipulation courte mais très intense.

Quatre : imposer la transparence du sponsoring politique.

Le Maroc a déjà engagé un encadrement renforcé des réseaux sociaux, contenus sponsorisés et moyens numériques pour les législatives 2026. C'est indispensable, mais il faudra surtout contrôler les prête-noms, les pages "citoyennes" financées en sous-main et les campagnes négatives non déclarées.

Cinq : préparer les médias à ne pas servir de caisse de résonance.

Une rumeur étrangère ne devient dangereuse que lorsqu'elle est reprise sans vérification par des médias, influenceurs ou responsables politiques locaux. La meilleure défense reste une règle simple : publier vite, oui ; publier vérifié, d'abord.



La vraie conclusion pourrait être celle-ci : en septembre 2026, la souveraineté électorale marocaine ne se jouera pas seulement dans les bureaux de vote, mais aussi dans les fils Facebook, les groupes WhatsApp, les vidéos TikTok et les titres de presse.

MAROC : LE PAYS VIEILLIT AVANT D'AVOIR PLEINEMENT DÉCOLLÉ

Le Maroc entre dans une zone de vérité que les grandes nations finissent toujours par rencontrer : celle où la démographie cesse d'être un simple indicateur statistique pour devenir une question de souveraineté économique, de cohésion sociale et de planification nationale. Pendant des décennies, le pays a vécu avec l'idée rassurante d'une population jeune, abondante, disponible, capable d'alimenter le marché du travail, de soutenir la croissance et de financer, par ses cotisations, les systèmes sociaux. Ce temps touche à sa fin.

Moins d'enfants, plus de défis : le Maroc face au vrai test de sa planification

La transition démographique marocaine est désormais pratiquement achevée. Le taux de fécondité est passé sous le seuil de remplacement des générations, autour de deux enfants par femme, voire légèrement en dessous selon les estimations récentes. Ce basculement n'est pas seulement familial ou culturel. Il signifie que le Maroc de demain comptera proportionnellement moins d'actifs, davantage de personnes âgées, plus de pression sur les retraites, plus de dépenses de santé, et une obligation brutale : produire davantage avec moins de bras.

La baisse de la fécondité n'est pas une anomalie. Elle accompagne généralement l'urbanisation, l'alphabétisation, l'éducation des femmes, la hausse du coût de la vie, le recul de l'âge du mariage et l'aspiration des familles à mieux investir dans chaque enfant. En soi, elle peut être un progrès. Une famille avec moins d'enfants peut mieux scolariser, mieux soigner, mieux accompagner. Mais ce progrès devient un problème lorsque l'économie n'a pas suffisamment accéléré pour absorber cette nouvelle configuration démographique.

Le vrai sujet n'est donc pas que les Marocains aient moins d'enfants. Le vrai sujet est que le Maroc risque de vieillir avant d'être devenu assez riche, assez productif, assez formalisé et assez technologiquement souverain. C'est le piège classique des pays qui terminent leur transition démographique sans avoir pleinement réussi leur transition économique. Moins d'enfants, plus de retraités, un marché du travail fragile, une productivité insuffisante : l'équation peut devenir explosive.



Billet

Par **Mohamed Ait Bellahcen**

Les caisses de retraite sont le premier miroir de cette tension. Un système de répartition repose sur un pacte simple : les actifs d'aujourd'hui financent les retraités d'aujourd'hui, en espérant que les actifs de demain financeront à leur tour leur propre retraite. Mais lorsque le nombre de cotisants progresse moins vite, lorsque l'informel reste massif et lorsque l'espérance de vie augmente, le pacte se fissure. Reporter l'âge de départ à la retraite peut offrir un répit comptable. Ce n'est pas une stratégie de développement. À terme, une société ne peut pas demander indéfiniment à ses citoyens de travailler plus longtemps pour compenser l'absence de réforme de fond.

Le deuxième miroir est celui de l'emploi. Une démographie moins dynamique ne garantit pas mécaniquement moins de chômage. C'est même l'inverse si l'économie reste enfermée dans des secteurs à faible valeur ajoutée, mal organisés et peu productifs. Le pays peut se retrouver avec une main-d'œuvre moins nombreuse mais toujours mal employée, mal rémunérée, insuffisamment qualifiée. Dans ce scénario, la rareté relative du travail peut créer une inflation salariale dans certains secteurs sans améliorer réellement la compétitivité globale.

La réponse ne peut donc pas être nostalgique. Il ne s'agit ni de regretter les familles nombreuses d'hier, ni de culpabiliser les jeunes ménages d'aujourd'hui. Il s'agit de comprendre que la fécondité baisse parce que la société change, parce que les femmes étudient davantage, parce que le coût du logement pèse lourd, parce que l'enfant n'est plus seulement une force économique future mais un projet éducatif coûteux, exigeant, affectif. La démographie n'obéit pas aux slogans. Elle répond aux conditions réelles de vie.

Retraites, emploi, fécondité : la bombe démographique silencieuse du Maroc

La première grande réforme à engager est celle de la productivité. Le Maroc ne pourra pas compenser le ralentissement démographique sans une montée massive en compétences. L'école, la formation professionnelle, l'alphabétisation fonctionnelle, la formation continue et la requalification des adultes doivent devenir des leviers centraux de la politique économique. Un travailleur mieux formé ne produit pas seulement plus ; il s'adapte mieux, innove davantage, utilise mieux les outils numériques, comprend mieux les process, réduit les erreurs et peut monter en gamme.

La deuxième réforme concerne l'économie informelle. Tant qu'une part considérable de l'activité économique échappe à la protection sociale, à la fiscalité, aux normes et aux cotisations, le pays reste assis sur une richesse mal intégrée. Formaliser ne veut pas dire brutaliser. Il ne s'agit pas d'écraser les petits métiers sous l'impôt ou la paperasse, mais de construire des passerelles intelligentes : statuts simplifiés, fiscalité progressive, protection sociale attractive, accès au financement, digitalisation légère, accompagnement local. L'informel n'est pas seulement un problème ; c'est aussi une réserve de transition si l'État sait l'intégrer sans l'étouffer.

La troisième réforme touche au modèle industriel. Un pays dont la population active ne croîtra plus comme avant doit choisir ses batailles. Il ne pourra pas tout produire, ni rester indéfiniment compétitif dans les segments fondés uniquement sur le coût du travail. La planification doit donc orienter l'économie vers des secteurs à plus forte valeur ajoutée : industries technologiques, mobilité électrique, énergies renouvelables, pharmacie, services numériques, agro-industrie sophistiquée, logistique, maintenance industrielle, ingénierie, économie verte. La question n'est plus seulement de créer des emplois nombreux, mais de créer des emplois productifs, qualifiés et soutenables.



La baisse de la natalité peut cependant ouvrir une fenêtre positive. Moins d'enfants par famille peut signifier plus d'investissement éducatif par enfant, plus d'autonomie individuelle, plus de créativité, plus de mobilité sociale, plus d'exigence citoyenne. Une société moins dominée par la logique de survie familiale peut devenir plus innovante. Mais cette chance n'existera que si l'école, la culture, la santé mentale, l'égalité des chances et l'accès au travail suivent.

Le Maroc doit donc sortir de la gestion au fil de l'eau. La démographie ne se corrige pas en un décret, et ses effets se mesurent sur plusieurs décennies. C'est précisément pour cela qu'elle exige de la planification. Le pays doit penser ensemble retraites, emploi, éducation, santé, urbanisme, logement, immigration, productivité et industrialisation. Séparer ces dossiers, c'est ne pas voir la mécanique d'ensemble.

La transition démographique marocaine n'est ni une catastrophe annoncée ni une bénédiction automatique. C'est un test de maturité. Les pays qui réussissent sont ceux qui transforment le vieillissement relatif en montée en productivité, la baisse de la fécondité en investissement dans la qualité humaine, et la pression sur les caisses sociales en réforme intelligente de l'État social.

Le Maroc n'a plus le luxe d'attendre que la démographie travaille pour lui. Désormais, c'est à la planification économique de prendre le relais.

ALLÔ LES IA : « VOUS ALLEZ TROP VITE. ON N'ARRIVE PLUS À SUIVRE »

Billet



par Adnane Benchakroun

I y a à peine quatre ans, le monde découvrait avec stupéfaction ChatGPT. Aujourd'hui, la question n'est plus de savoir si l'intelligence artificielle va transformer notre quotidien, mais plutôt si nous sommes encore capables de suivre le rythme de cette transformation.

Chaque semaine semble apporter son lot de nouveautés. Une nouvelle version de ChatGPT. Un Codex plus autonome. Un Claude plus performant. Un Copilot plus intégré. Un Gemini plus multimodal. Un Perplexity plus agentique. À peine les utilisateurs commencent-ils à comprendre une fonctionnalité qu'une autre apparaît déjà.

L'impression générale est devenue étrange : ce ne sont plus les technologies qui s'adaptent aux humains, mais les humains qui tentent désespérément de suivre les technologies.

La vitesse d'évolution est telle que même les professionnels du numérique peinent à rester à jour. Les tutoriels deviennent obsolètes en quelques semaines. Les formations vieillissent avant même d'être terminées. Les experts d'hier redeviennent parfois des débutants quelques mois plus tard.

Mais le phénomène dépasse largement le cercle des grands modèles de langage.

Dans leur sillage, c'est tout l'écosystème numérique qui se transforme. Les plateformes de CRM intègrent des agents conversationnels. Les logiciels de design génèrent désormais des visuels complets à partir d'une simple phrase. Les outils de création de contenu rédigent, traduisent, résumant et optimisent automatiquement. L'audio, la vidéo, la programmation, le marketing, la relation client, la veille stratégique et même la gestion administrative entrent progressivement dans une nouvelle phase d'automatisation intelligente.

Nous assistons à une transformation systémique.

L'IA n'est plus un outil parmi d'autres. Elle devient la couche technologique qui recouvre progressivement l'ensemble des logiciels et des processus de production.

Cette accélération a cependant un coût.

Pour les entreprises, la facture des abonnements explose. Hier, un logiciel suffisait. Aujourd'hui, il faut parfois additionner plusieurs plateformes spécialisées : génération de texte, création graphique, vidéo, synthèse vocale, automatisation, agents autonomes, analyse de données, orchestration de workflows.

À cette inflation visible s'ajoute une économie moins connue du grand public : celle des tokens.

Dans l'univers de l'intelligence artificielle, les tokens sont devenus la matière première du nouveau monde numérique. Chaque requête, chaque analyse, chaque génération d'image ou de vidéo consomme ces unités invisibles. Elles représentent à la fois la puissance de calcul, le temps machine et, finalement, l'argent.

Hier, l'économie numérique se mesurait en bande passante, en stockage ou en nombre d'utilisateurs. Demain, elle pourrait se mesurer en milliards de tokens consommés.

Derrière les interfaces élégantes et les conversations fluides se cache une gigantesque infrastructure mondiale composée de centres de données, de processeurs spécialisés, de capacités énergétiques colossales et de modèles toujours plus gourmands en ressources.

Une nouvelle forme de richesse est en train d'émerger.

Les entreprises qui maîtrisent les modèles, les infrastructures et les capacités de calcul contrôlent désormais des leviers comparables à ceux qu'exerçaient autrefois les géants du pétrole, des télécommunications ou du cloud.

Cette mutation soulève également une question rarement posée : combien d'organisations disposent réellement des ressources humaines nécessaires pour absorber cette révolution ?

Au Maroc comme ailleurs, de nombreuses PME n'ont pas encore achevé leur transformation numérique classique qu'elles doivent déjà envisager leur transformation agentique. Les dirigeants découvrent simultanément les assistants IA, les agents autonomes, les workflows automatisés et les nouvelles méthodes de production de contenu.

Le risque n'est plus seulement technologique.

Le risque est celui d'une fracture entre ceux qui comprennent les règles du nouveau jeu et ceux qui le subissent. Car la véritable révolution n'est peut-être pas l'intelligence artificielle elle-même. La véritable révolution est la vitesse à laquelle elle progresse.

Pour la première fois dans l'histoire industrielle moderne, l'innovation avance plus vite que la capacité d'adaptation des organisations, des métiers et parfois même des États.

Et beaucoup commencent à exprimer le même sentiment :

« Vous allez trop vite. On n'arrive plus à suivre. »

Pourtant, ralentir n'est plus une option. Comprendre, expérimenter et apprendre en continu devient désormais une nécessité stratégique. Dans ce nouveau monde, l'avantage concurrentiel ne sera pas réservé à ceux qui possèdent les meilleurs outils.

Il appartiendra à ceux qui sauront apprendre plus vite que les autres.



Anthropic exhorte les laboratoires d'IA à suspendre leurs travaux de développement

Le créateur de Claude d'Anthropic appelle les principaux laboratoires d'intelligence artificielle à envisager une pause coordonnée et vérifiable dans le développement, avertissant que les progrès rapides de la technologie pourraient bientôt permettre aux systèmes d'IA de s'améliorer plus vite que la société ne peut gérer les risques.

MAROC 2026 : LES ÉLECTEURS NE TOURNENT PAS LE DOS À LA DÉMOCRATIE, ILS DEMANDENT DES PREUVES

À quelques mois des législatives de 2026, une enquête de l'association Les Citoyens met des mots et des chiffres sur un malaise que beaucoup sentaient déjà monter dans les cafés, les familles, les universités et les réseaux sociaux : les Marocains ne rejettent pas le vote, mais ils doutent de ceux qui prétendent le porter. Le constat est sévère. Il mérite pourtant d'être lu à charge et à décharge. Car derrière la défiance envers les partis, l'éloignement des jeunes et la fatigue des promesses électorales, il reste une demande politique réelle. Encore faut-il l'entendre avant qu'elle ne se transforme en silence durable.

Une défiance électorale qui ne vient pas de nulle part

Il y a des chiffres qui ne claquent pas comme des slogans, mais qui restent en tête. Celui-ci, par exemple : 66,6 % des personnes interrogées considèrent encore le vote comme un devoir civique important ou très important. Deux Marocains sur trois, dans cet échantillon, ne disent donc pas que les élections ne servent à rien par principe. Ils ne jettent pas l'idée démocratique à la poubelle. Ils y tiennent encore, parfois par conviction, parfois par héritage familial, parfois parce qu'au Maroc, malgré tout, l'urne reste un moment où le citoyen peut dire quelque chose sans crier.

Mais juste après, la douche froide arrive : seuls 13,6 % jugent crédibles les résultats des dernières élections. Et 56,3 % attribuent les notes les plus faibles à cette crédibilité. Là, le message est brutal. On veut bien voter, mais on doute de la sincérité du jeu. On accepte le principe, mais on se méfie du mécanisme. On respecte l'institution, mais on regarde ses acteurs avec un œil fatigué.

L'enquête, menée par l'association Les Citoyens auprès de 2.992 personnes, entre janvier et avril 2026, dans les douze régions du Royaume, n'est pas présentée comme statistiquement représentative de tout le corps électoral. C'est une précision importante. Il ne faut donc pas la transformer en verdict national définitif.

L'échantillon est majoritairement urbain, diplômé et déjà sensible aux questions publiques. Mais c'est justement là que le signal devient intéressant, presque plus inquiétant :



Par : La Rédaction

si même ces catégories, souvent plus informées et plus politisées, expriment une telle distance, que se passe-t-il chez ceux qui ne répondent jamais aux enquêtes, ne lisent plus les journaux, ne regardent plus les débats et n'attendent plus grand-chose des partis ?

Certes, le constat est dur pour la classe politique. Les institutions publiques ne recueillent la confiance que de 8,3 % des répondants, quand 66,1 % leur accordent une évaluation négative. Les partis, eux, semblent avoir perdu le lien quotidien avec les citoyens. 79,5 % des personnes interrogées disent n'entretenir aucune relation avec eux. Ce n'est plus seulement une question d'image. C'est une coupure physique, sociale, presque affective.

Mais, il faut rappeler que cette défiance ne concerne pas uniquement les partis marocains. Beaucoup de démocraties vivent une fatigue semblable : crise de la représentation, colère contre les élites, montée des réseaux sociaux, soupçon permanent. Mais au Maroc, cette crise prend une couleur particulière. Le citoyen ne demande pas seulement des slogans sur la proximité. Il veut voir des élus présents entre deux campagnes, pas seulement pendant les semaines où l'on distribue sourires, promesses et photos de terrain.

Les partis politiques face à leur angle mort : le citoyen ordinaire

La donnée la plus cinglante concerne peut-être l'utilité perçue des partis. Plus de 88 % des répondants considèrent qu'ils ne s'intéressent pas réellement aux préoccupations des citoyens. 90,4 % estiment que les élus ne respectent pas leurs engagements.

Dans un pays où la politique reste encore très personnalisée, où l'on vote souvent pour un visage, un nom, une appartenance locale ou familiale, cette défiance envers la parole donnée est lourde.

Elle dit quelque chose de très simple : la promesse électorale ne vaut plus grand-chose lorsqu'elle n'est pas suivie d'un compte rendu. Combien de candidats reviennent devant leurs électeurs pour dire : voilà ce que j'ai fait, voilà ce que je n'ai pas réussi à faire, voilà pourquoi ? Très peu. Trop peu.

Dans plusieurs villes, on ne voit les élus qu'au moment des inaugurations, des campagnes ou des crises. Entre-temps, le citoyen se débrouille avec l'administration, les files d'attente, les transports, l'école de ses enfants, le coût de la vie, l'emploi introuvable pour son fils diplômé ou la petite affaire qui peine à survivre.

Le Maroc a pourtant besoin de partis forts. Pas de partis bruyants uniquement en période électorale. Pas de machines à distribuer des tazkiyat comme on distribue des tickets d'entrée. Des partis capables de produire des idées, de former des cadres, de sélectionner des candidats crédibles et de défendre des politiques publiques compréhensibles.

La tazkiya, longtemps perçue comme une affaire interne, devient ici un enjeu national.

Qui les partis investissent-ils ?

Des profils compétents pour accompagner les grands chantiers territoriaux ?

Des notables capables de ramener des voix ? Des jeunes formés mais sans réseau ?

Des femmes visibles sur les affiches mais marginalisées dans les décisions ?

La question est sensible, mais elle ne peut plus être évitée. Certes, beaucoup de formations ont laissé s'installer une impression de rente politique. Le militant de terrain a été remplacé par le gestionnaire de campagne. La discussion locale par la communication numérique. La conviction par le calcul électoral.

Mais, les partis évoluent aussi dans un contexte difficile : fragmentation sociale, impatience citoyenne, pression des réseaux, complexité des politiques publiques, montée des attentes territoriales. Gouverner ou même représenter devient plus difficile quand chaque décision est commentée en direct, souvent sans nuance.

Mais l'argument a ses limites. Les citoyens ne reprochent pas seulement aux partis de ne pas tout résoudre. Ils leur reprochent de ne pas écouter, de ne pas expliquer, de ne pas rendre compte. C'est plus grave, parce que cela touche au cœur du contrat politique.

Le passage le plus alarmant de l'étude concerne la jeunesse. 86,7 % des répondants estiment que la place accordée aux jeunes dans la vie politique est faible ou très faible. Seulement 2,2 % la jugent satisfaisante. Ce chiffre devrait être affiché dans les sièges des partis, pas pour faire peur, mais pour obliger à réfléchir.

Car le paradoxe est là : les 18-24 ans apparaissent comme la catégorie la plus disposée à voter, avec 49,8 % d'intention positive de participation. Autrement dit, les jeunes ne sont pas forcément contre la politique. Ils sont contre une certaine manière de faire de la politique. Ils veulent être pris au sérieux autrement que comme décor de meeting, public de conférence ou cible TikTok.

On entend souvent dire que la jeunesse marocaine est distraite, impatiente, trop connectée, peu idéologique. C'est parfois vrai. Mais cette lecture devient paresseuse lorsqu'elle sert à masquer l'essentiel.

Beaucoup de jeunes veulent comprendre les choix économiques, parler d'emploi, de logement, de dignité, de mobilité sociale, d'accès à la culture, de libertés responsables, d'égalité des chances. Ils ne demandent pas la lune. Ils demandent une place dans la conversation nationale.

Les femmes, elles aussi, expriment une intention de vote plus élevée que les hommes : 49 % disent qu'elles voteront certainement ou probablement, contre 39,6 % des hommes. Pourtant, elles restent moins présentes sur les listes électorales et davantage exposées aux obstacles administratifs et procéduraux, selon les auteurs. Là encore, le Maroc a avancé, mais l'écart entre les textes, les discours et la réalité quotidienne demeure visible.

Autre bascule : l'information politique passe désormais massivement par les réseaux sociaux. 74 % des répondants les citent comme principale source d'information politique, très loin devant la presse écrite ou électronique (13,6 %), la télévision (3,4 %) et la radio (0,4 %). Ce chiffre mérite une pause. Il montre une révolution silencieuse. Les partis parlent encore souvent avec les codes de l'ancien monde, pendant que les citoyens s'informent, s'indignent, commentent et parfois se radicalisent dans des espaces numériques où le vrai, le faux, l'émotion et la manipulation circulent à la même vitesse.

Il serait facile de blâmer uniquement les réseaux sociaux. Ce serait trop confortable. Les réseaux amplifient la défiance, mais ils ne l'inventent pas. Quand un citoyen ne trouve pas de réponse claire dans le discours partisan, il ira chercher ailleurs. Et ailleurs, il trouvera parfois mieux. Parfois pire.



Abstention : le risque d'un silence qui s'installe

L'enquête décrit une chaîne de participation déjà fragilisée.

53,1 % des répondants sont inscrits sur les listes électorales, 38,7 % ne le sont pas et 8,2 % ignorent leur situation administrative.

Pour les élections de 2021, 41,3 % des électeurs éligibles déclarent avoir volontairement boycotté le scrutin. Seuls 47,9 % affirment avoir déjà voté au moins une fois dans leur vie.

À l'approche de 2026, 27,9 % disent qu'ils voteront certainement et 14,4 % probablement.

Cela fait 42,3 % d'intentions favorables. En face, 38,6 % expriment une intention négative, tandis que 19,1 % restent indécis. Le vrai champ de bataille démocratique est là : non pas chez ceux qui ont déjà décidé de voter, ni même chez ceux qui ont juré de ne plus y aller, mais chez cette zone grise qui hésite encore.

Le chiffre le plus inquiétant reste celui-ci : 24,1 % des répondants affirment qu'aucune mesure proposée ne pourrait les convaincre de participer. L'expression utilisée dans le rapport, celle d'un noyau dur de l'abstention, n'est pas exagérée. Une abstention conjoncturelle peut se corriger. Une abstention identitaire, installée, presque assumée comme une posture de lucidité, devient beaucoup plus difficile à traiter.

Les raisons invoquées ramènent presque toujours à la confiance. Parmi les non-inscrits, 53,4 % citent d'abord le manque de confiance, devant le sentiment que le vote ne sert à rien (20,3 %). Chez ceux qui ont boycotté en 2021, la défiance envers les partis arrive aussi en tête, avec 51,9 %. Viennent ensuite l'idée que le vote « ne change rien » (22,1 %) et l'absence de candidats représentant réellement les attentes des électeurs (11,3 %).

Ces chiffres disent une lassitude, mais pas forcément une démission. C'est là qu'il faut faire attention. Un citoyen qui critique les partis n'est pas automatiquement un citoyen anti-démocratique. Souvent, c'est même l'inverse. Il critique parce qu'il attend mieux. Il s'éloigne parce qu'il a été déçu. Il boycotte parfois non par indifférence, mais par colère froide.

Alors, que faire ? Les répondants donnent eux-mêmes des pistes :

garantir l'intégrité des élections (47,5 %),
présenter des programmes clairs (42,9 %),
ouvrir davantage la porte aux jeunes candidats (40,6 %),
renforcer la transparence du financement partisan (39,7 %)



mieux informer les citoyens sur le processus électoral (37,7 %).

Ce ne sont pas des demandes extravagantes. Ce sont les bases d'une démocratie qui se respecte. Le Maroc dispose d'atouts institutionnels, d'une stabilité précieuse, d'une Monarchie constitutionnelle qui garantit la continuité de l'État, et d'une société qui reste attachée à l'ordre, à la solidarité et à l'évolution progressive. Mais cette stabilité ne doit pas devenir un prétexte à l'endormissement partisan.

Les législatives de 2026 ne seront donc pas seulement une compétition entre formations politiques. Elles seront un test de confiance. Les partis peuvent choisir la vieille méthode : investir les profils rentables, sortir les programmes tardivement, promettre beaucoup, expliquer peu. Ils peuvent aussi comprendre que quelque chose a changé dans le pays. Le citoyen marocain n'est plus seulement un électeur à convaincre. C'est un observateur exigeant, connecté, parfois dur, souvent sceptique, mais pas condamné à l'indifférence.

La démocratie marocaine n'a pas besoin de discours dramatiques. Elle a besoin de gestes vérifiables. Des candidats choisis pour leur compétence et leur intégrité. Des campagnes moins folkloriques. Des débats publics réguliers. Des programmes lisibles. Des élus qui reviennent vers les citoyens après l'élection, même quand les nouvelles ne sont pas bonnes.

À quelques mois du scrutin, le message est clair : le problème n'est pas que les Marocains ne croient plus au vote. Le problème, plus sérieux, est qu'ils veulent savoir si ceux qui leur demandent de voter croient encore vraiment à la responsabilité politique. Et cette question-là, aucune affiche électorale ne pourra l'effacer.

By Lady

BILAN SOCIAL MEDIA

1ER TRIMESTRE 2026

+100 MILLIONS
DE PERSONNES TOUCHÉES



INSTAGRAM

- 67,23 M VUES (+378,7%)
- 163 270 ABONNÉS (+13,9%)
- 942 000 INTERACTIONS



FACEBOOK

- 34,8 M VUES (+53,4%)
- 418 819 ABONNÉS
- 127,1K INTERACTIONS



YOUTUBE

- 3,5 M VUES
- 1,19 M ABONNÉS



TIKTOK

- 1,4 M VUES (-40,2%)
- 172 700 ABONNÉS

**INSTAGRAM EXPLODE, FACEBOOK CONSOLIDE,
TIKTOK FLÉCHIT, YOUTUBE STABLE.**

SOFT POWER MAROCAIN : LE MÉTRO DE NEW YORK S'EST HABILLÉ AUX COULEURS DU ROYAUME

Pendant plusieurs jours, les images ont envahi les réseaux sociaux marocains. Une rame entière du métro new-yorkais habillée de rouge et de vert, des drapeaux marocains omniprésents, des visuels des Lions de l'Atlas affichés au cœur de la capitale mondiale des médias. De quoi susciter une réelle fierté nationale. Mais derrière l'émotion et les partages enthousiastes, une autre question commence à émerger : combien coûte une telle visibilité et que rapporte-t-elle réellement au Maroc ? Entre diplomatie d'influence, stratégie touristique et débat sur les priorités nationales, cette opération de communication mérite d'être regardée avec admiration... mais aussi avec un œil critique.

Coupe du monde 2026 : le Maroc investit sa visibilité internationale

Pour beaucoup de Marocains, voir le métro de New York aux couleurs du Royaume a provoqué un sentiment particulier. Celui d'un pays qui n'attend plus d'être invité à la table des grandes nations mais qui décide désormais d'y prendre sa place.

Les images sont fortes. Elles frappent immédiatement l'imaginaire collectif. Pendant quelques secondes, le Maroc devient visible dans l'une des villes les plus observées au monde. À une époque où l'attention est devenue une ressource rare, cette visibilité a une valeur stratégique considérable.

Contrairement à certaines rumeurs apparues sur les réseaux sociaux, cette campagne n'est ni un cadeau diplomatique ni une faveur accordée par l'administration américaine. Elle résulte d'un travail de préparation, de négociations commerciales et d'investissements publicitaires réalisés dans le cadre d'une stratégie plus large liée à la Coupe du monde 2026 et à l'échéance encore plus importante de 2030.

Le Royaume sait que le Mondial organisé avec l'Espagne et le Portugal constituera probablement l'un des plus grands rendez-vous de son histoire contemporaine. Dans cette perspective, chaque apparition médiatique compte.

À New York, comme dans d'autres villes hôtes du tournoi, le Maroc cherche à installer une idée simple dans les esprits : le pays n'est plus seulement une destination touristique ou une équipe surprise du football mondial. Il aspire à devenir un acteur reconnu de l'organisation des grands événements internationaux.



Par **Adnane Benchakroun**

Marketing territorial : une stratégie assumée mais qui interroge

Pour certains observateurs soulignent néanmoins que l'enthousiasme populaire ne doit pas empêcher les questions de fond.

Car derrière les drapeaux distribués aux supporters, les influenceurs invités, les animations culturelles et les espaces publicitaires réservés dans des lieux prestigieux, il existe des budgets parfois conséquents.

Dans un pays où les attentes sociales restent importantes, où les questions liées à l'éducation, à la santé, à l'emploi des jeunes ou au pouvoir d'achat demeurent au centre des préoccupations, certains citoyens s'interrogent légitimement sur la pertinence de telles dépenses.

Le débat n'est pas nouveau.

À chaque grand événement sportif international, les mêmes interrogations reviennent : faut-il investir des millions dans l'image alors que des besoins plus immédiats existent sur le terrain ?

Les sceptiques rappellent qu'une campagne de communication, aussi spectaculaire soit-elle, ne crée pas automatiquement des emplois ni de la croissance. Une rame décorée dans le métro new-yorkais produit des images impressionnantes, mais son impact réel sur les investissements étrangers ou sur l'attractivité touristique reste difficile à mesurer à court terme.

Cette interrogation est d'autant plus légitime que les citoyens disposent rarement d'informations détaillées sur les montants engagés et sur les indicateurs utilisés pour évaluer le retour sur investissement de ces opérations.

Dans une société de plus en plus connectée et exigeante, la transparence devient elle-même un élément de la communication publique.

Maroc 2030 : préparer la Coupe du monde avant même son coup d'envoi

Mais, les défenseurs de cette stratégie, dont je suis, rappellent une réalité souvent oubliée : les grandes puissances touristiques et économiques investissent massivement dans leur image internationale.

Les Émirats arabes unis l'ont fait pendant des années.

Le Qatar l'a fait avant et pendant la Coupe du monde 2022.

L'Arabie saoudite le fait aujourd'hui à travers le sport, le tourisme et les grands événements culturels.

Le Maroc suit finalement une logique comparable, adaptée à ses moyens.

La compétition mondiale ne se joue plus uniquement sur les terrains de football. Elle se joue aussi dans les esprits, sur les réseaux sociaux, dans les médias internationaux et dans les choix futurs des touristes, investisseurs et organisateurs d'événements.

Un pays visible attire davantage l'attention.

Un pays qui attire l'attention augmente ses chances d'attirer des visiteurs.

Et un visiteur peut devenir investisseur, partenaire économique ou ambassadeur informel du pays.

La logique est connue depuis longtemps dans le marketing territorial.

Une destination ne vend pas seulement des paysages ou des hôtels. Elle vend une histoire, une émotion, une réputation. Dans cette perspective, voir le Maroc occuper symboliquement l'espace public new-yorkais peut être considéré comme un investissement dans une marque nationale en construction.

Lions de l'Atlas : quand le football devient un levier de soft power

Il existe également un facteur souvent sous-estimé : l'impact psychologique.

Depuis l'épopée historique des Lions de l'Atlas au Mondial 2022, le regard porté sur le Maroc a changé dans de nombreuses régions du monde. Le football est devenu un vecteur de notoriété extrêmement puissant et le Royaume l'a compris.

Chaque apparition des Lions de l'Atlas attire désormais l'attention bien au-delà de la diaspora marocaine. Les performances sportives ont créé un capital sympathie que les responsables de la promotion du pays cherchent naturellement à valoriser.

Dans les rues de New York, les couleurs marocaines ne s'adressent pas seulement aux Marocains vivant aux États-Unis. Elles parlent aussi aux millions de visiteurs qui traversent quotidiennement la ville. Elles rappellent l'existence d'un pays africain stable, ouvert, touristique et ambitieux.

C'est précisément ce que les spécialistes appellent le « soft power » : la capacité d'influencer les perceptions sans recourir à la puissance économique ou militaire.

Et sur ce terrain-là, le Maroc a incontestablement progressé ces dernières années.

Une image forte, mais la vraie question reste ouverte

La rame du métro new-yorkais entièrement habillée aux couleurs du Royaume restera probablement l'une des images marquantes de cette Coupe du monde 2026.

Elle raconte quelque chose du Maroc d'aujourd'hui : un pays plus confiant, plus visible et désireux d'occuper une place plus importante sur la scène internationale.

Pour autant, l'enthousiasme ne dispense pas de l'évaluation.

Une campagne de communication n'est jamais un objectif en soi. Elle n'a de sens que si elle produit des résultats concrets, mesurables et durables.

C'est sans doute là que se situe le véritable débat. Non pas dans la légitimité de promouvoir le Maroc à l'étranger. Celle-ci paraît largement admise. Mais dans la capacité à démontrer que chaque dirham investi dans l'image du Royaume génère demain davantage de tourisme, davantage d'investissements et davantage d'opportunités pour les Marocains.

Le métro de New York a offert au Maroc quelques jours de lumière mondiale. Reste désormais à savoir si cette lumière se transformera en valeur durable ou si elle demeurera simplement une belle photographie de plus dans l'album du Mondial 2026.



HASSAN SENTISSI : « JE NE CHERCHE PAS À RESTER PRÉSIDENT, MAIS JE NE REMETTRAI PAS LES CLÉS À QUELQU'UN QUI N'EXPORTE PAS »

La crise ouverte au sein de l'ASMEX n'est plus seulement une affaire de succession. Elle est devenue un débat de fond sur la nature même de la Confédération marocaine des exportateurs : qui peut la diriger ? Un professionnel de l'accompagnement à l'export ? Un fournisseur d'entreprises exportatrices ? Un dirigeant connaissant l'international ? Ou nécessairement un exportateur direct, engagé personnellement dans les marchés extérieurs ?

Hassan Sentissi, président sortant de l'ASMEX, tranche sans détour. Il affirme ne pas vouloir prolonger son mandat, mais refuse que son départ se traduise, selon lui, par une remise en cause de l'ADN de l'organisation. Sa formule résume toute sa position : « Je ne cherche pas à rester président, mais je ne remettrai pas les clés à quelqu'un qui n'exporte pas. »

Depuis plusieurs semaines, l'organisation patronale dédiée aux exportateurs traverse une séquence tendue. Trois candidatures ont été retenues pour l'élection prévue le 23 juin : Adil Zaidi, Abdelaziz Mantrach et Sonia Mezzour. Le conseil d'administration les a validées. Mais Hassan Sentissi conteste leur éligibilité au regard des statuts, qui exigent une « expérience avérée en matière d'export ».

Pour lui, le problème ne vient pas d'une volonté de blocage personnel. Il assure ne défendre ni un poste ni un intérêt particulier. Sa ligne est juridique : les statuts, le règlement intérieur et la vocation professionnelle de l'ASMEX doivent être respectés. « Je suis parfaitement tranquille parce que je ne défends ni un intérêt personnel ni un poste », soutient-il. Il dit vouloir rester dans le cadre du droit et refuser toute situation imposée par le fait accompli.

Élu en 2013, Hassan Sentissi a vu les mandats évoluer de trois à cinq ans. En 2021, il avait été reconduit faute de candidature déposée dans les délais. Son troisième mandat arrive aujourd'hui à son terme. À ceux qui l'accusent implicitement de vouloir prolonger son règne, il répond avec une formule volontairement définitive : « Même s'ils me donnent mon poids en or, je n'accepterai jamais un nouveau mandat. »



Par : La Rédaction

Mais cette déclaration ne clôt pas le débat. Car s'il ne veut pas rester, il ne veut pas non plus partir dans n'importe quelles conditions. Au cœur du désaccord se trouve une notion essentielle mais insuffisamment définie : l'« expérience avérée en matière d'export ». Les statuts ne précisent ni seuil de chiffre d'affaires à l'export, ni durée minimale d'activité, ni volume d'opérations internationales. Cette imprécision nourrit aujourd'hui deux lectures opposées.

La majorité du conseil d'administration estime que les candidatures retenues répondent aux conditions prévues par les textes. Hassan Sentissi, lui, défend une interprétation beaucoup plus stricte. Selon lui, accompagner des exportateurs ne fait pas automatiquement de quelqu'un un exportateur. Vendre des équipements à des entreprises exportatrices ne suffit pas davantage. Travailler dans un groupe ayant une activité internationale ne constitue pas, à ses yeux, une preuve d'expérience directe de l'export si la personne concernée n'en assume pas elle-même la responsabilité opérationnelle.

Son raisonnement repose sur une idée simple : présider une confédération d'exportateurs suppose d'avoir connu personnellement les contraintes des marchés étrangers. Prospection, négociation, logistique, douanes, délais, risques commerciaux, paiements internationaux, fluctuations monétaires : l'export n'est pas seulement un environnement, c'est un métier. Et ce métier, selon lui, doit être pratiqué pour être représenté avec légitimité.

Hassan Sentissi met aussi son bilan dans la balance. Il rappelle avoir accompagné la digitalisation de l'ASMEX, développé des outils de promotion de l'offre marocaine, renforcé la formation des membres et introduit de nouveaux sujets, dont l'intelligence artificielle. Il présente ces réalisations comme les éléments d'une transformation durable de l'organisation. Mais aussi comme une responsabilité : celle de ne pas laisser, selon lui, une structure construite pour les exportateurs perdre sa cohérence professionnelle.

Pour sortir de l'ambiguïté, il a convoqué une assemblée générale extraordinaire le 22 juin, soit la veille du scrutin. L'objectif affiché est de clarifier les critères permettant de définir ce qu'est réellement un exportateur au sens des statuts. Une démarche que ses opposants peuvent percevoir comme une tentative de modifier les règles en pleine procédure électorale. Lui y voit au contraire une mise en conformité nécessaire avec la vocation de l'ASMEX.

La bataille porte également sur la méthode. Hassan Sentissi conteste l'idée qu'une condition d'éligibilité puisse être tranchée par un simple vote. Pour lui, un candidat remplit les conditions ou ne les remplit pas. Une majorité ne peut pas transformer une situation juridiquement contestable en validation statutaire. Il affirme aussi que le dossier d'Abdelaziz Mantrach n'était pas complet au moment de son examen, ce que conteste la majorité du conseil d'administration.

Derrière cette crise, une question plus large se dessine : les organisations professionnelles marocaines disposent-elles de règles suffisamment précises pour éviter les conflits d'interprétation au moment des successions ? L'ASMEX se retrouve aujourd'hui face à un cas d'école. Une exigence statutaire existe, mais elle n'est pas quantifiée. Elle est donc politiquement sensible, juridiquement discutable et institutionnellement explosive.

Hassan Sentissi affirme désormais se considérer comme déjà parti. Il dit ne plus vouloir intervenir dans la gestion quotidienne de l'organisation. Mais il prévient que l'élection du 23 juin ne mettra pas nécessairement fin au conflit. Si une personne qu'il considère non éligible est élue, il annonce qu'il saisira la justice pour faire vérifier le respect des statuts et du règlement intérieur.



La succession à l'ASMEX prend ainsi une dimension qui dépasse les noms des candidats. Elle oppose deux visions de la représentativité professionnelle. L'une privilégie une lecture large de l'expérience internationale. L'autre exige une pratique directe de l'exportation. Entre les deux, l'organisation joue plus qu'une élection : elle joue sa définition d'elle-même

NATIONALISATION DE LA SAMIR : UN VOTE PARLEMENTAIRE SANS LENDEMAIN OU UN MESSAGE POLITIQUE FORT ?

Dix ans après l'arrêt de la raffinerie de Mohammedia, le dossier de la SAMIR refuse de disparaître du paysage politique marocain. Le vote intervenu à la Chambre des conseillers relance une question que beaucoup pensaient enterrée : faut-il nationaliser les actifs de la raffinerie et reprendre une activité de raffinage sous contrôle de l'État ? Derrière ce débat se cache une autre interrogation, plus large encore : le Maroc peut-il continuer à dépendre entièrement des marchés internationaux pour son approvisionnement énergétique dans un monde devenu de plus en plus instable ?

La SAMIR revient au cœur du débat sur la souveraineté énergétique

Le vote du 9 juin 2026 à la Commission des finances de la Chambre des conseillers n'a laissé personne indifférent. Deux propositions de loi portées par le groupe de la CDT ont été adoptées malgré l'opposition du gouvernement : l'une porte sur la régulation des prix des hydrocarbures, l'autre sur le transfert des actifs de la SAMIR à l'État marocain.

Dans les faits, le résultat du vote s'explique aussi par une réalité arithmétique. Sur les six membres présents, quatre appartenaient à l'opposition contre deux représentants de la majorité. Les textes ont ainsi obtenu le soutien de conseillers issus notamment de la CDT, de l'UMT, de l'UNTM et du groupe Haraki.

Mais au-delà des calculs parlementaires, ce vote remet brutalement sur la table un sujet que beaucoup de Marocains considèrent comme une blessure économique non cicatrisée.

Car la SAMIR n'est pas une entreprise comme les autres.

Pour toute une génération, elle symbolisait une certaine autonomie énergétique du Royaume. Elle représentait également des milliers d'emplois directs et indirects, un savoir-faire industriel rare et une capacité nationale de raffinage qui permettait au pays de disposer d'un filet de sécurité stratégique.

Depuis son arrêt, le Maroc importe la totalité de ses carburants raffinés. Une situation qui fonctionne relativement bien lorsque les marchés mondiaux sont stables.



Par : La Rédaction

Mais les crises successives des dernières années — pandémie, guerre en Ukraine, tensions géopolitiques, perturbations logistiques — ont rappelé combien la dépendance énergétique peut rapidement devenir un facteur de vulnérabilité.

C'est précisément sur cette corde sensible que joue la proposition de nationalisation.

Le texte prévoit le transfert à l'État de l'ensemble des actifs de la société : terrains, infrastructures, équipements, licences, brevets et éventuelles participations. Plus encore, il prévoit que ce transfert soit réalisé sans reprise des dettes et des garanties qui pèsent aujourd'hui sur ces actifs.

Pour ses défenseurs, il s'agit d'une mesure de salut public.

Pour ses adversaires, la question est beaucoup plus complexe.

L'autre proposition adoptée est tout aussi sensible.

Elle vise à retirer les carburants de la liste des produits dont les prix sont librement fixés par le marché. En clair, elle propose un retour à un système d'encadrement des prix.

Le mécanisme imaginé est relativement simple. Chaque semaine, l'administration fixerait un prix plafond à partir des cours internationaux, des coûts logistiques, du stockage, des assurances et des marges des opérateurs.

Aucun distributeur ne pourrait vendre au-dessus de ce seuil.

Pour les ménages marocains, confrontés depuis plusieurs années à des fluctuations parfois brutales à la pompe, l'idée peut sembler séduisante.

Qui n'a jamais ressenti cette impression de subir des hausses incompréhensibles alors que les cours mondiaux semblaient se calmer ?

Qui n'a jamais entendu, dans un café ou un taxi, cette phrase devenue familière : « Le pétrole baisse à l'international, mais pas chez nous » ?

Les promoteurs du texte estiment qu'un mécanisme de plafonnement permettrait de rétablir davantage de transparence et de protéger le pouvoir d'achat.

Leur argument n'est pas dénué de fondement.

Le carburant irrigue toute l'économie. Lorsque son prix augmente, le transport, l'agriculture, la logistique et finalement le panier du consommateur sont impactés.

Pour autant, les critiques existent. Elles sont nombreuses.

Les défenseurs de la libéralisation rappellent que les systèmes de contrôle administratif des prix ont souvent montré leurs limites. Ils soulignent que les marchés énergétiques sont devenus extrêmement volatils et que fixer artificiellement un plafond peut décourager l'investissement, réduire la concurrence ou créer des distorsions économiques difficiles à corriger ensuite.

D'autres économistes mettent également en garde contre un risque budgétaire.

Car lorsqu'un État intervient durablement pour compenser des prix élevés, la facture finit généralement par être supportée par les finances publiques. Autrement dit par le contribuable.

Le débat est donc loin d'être tranché.

Un vote parlementaire sans lendemain ou un message politique fort ?

Sur le plan strictement législatif, peu d'observateurs croient à une adoption finale de ces textes. La majorité dispose des voix nécessaires en séance plénière pour les bloquer.

Les auteurs eux-mêmes semblent conscients de cette réalité.

Alors pourquoi relancer ces propositions aujourd'hui ? La réponse est probablement politique.

À quelques mois d'échéances importantes pour la vie publique nationale, les questions du pouvoir d'achat, du coût de la vie et de la souveraineté économique retrouvent naturellement une place centrale dans le débat.

La SAMIR constitue un symbole puissant et le carburant touche directement le quotidien des citoyens. Les deux sujets réunis forment donc un cocktail politique particulièrement sensible.

Il serait cependant réducteur de considérer ce vote comme un simple coup médiatique parlementaire. Il révèle aussi une interrogation plus profonde sur le modèle économique marocain.

Depuis plusieurs décennies, le Royaume a fait le choix de l'ouverture, de la concurrence et de l'intégration dans les marchés mondiaux. Cette stratégie a permis d'importantes avancées en matière d'investissements, d'exportations et de modernisation économique.



Mais les crises internationales récentes ont également remis au goût du jour une notion que beaucoup considéraient comme dépassée : la souveraineté.

Souveraineté alimentaire.

Souveraineté sanitaire.

Souveraineté industrielle.

Et désormais souveraineté énergétique.

Dans ce contexte, certains estiment que le dossier de la SAMIR mérite d'être réexaminé sans préjugés idéologiques. La véritable question n'est peut-être plus de savoir si la raffinerie doit être nationalisée ou non. La question est plutôt de déterminer quel niveau d'indépendance énergétique le Maroc souhaite construire pour les décennies à venir et à quel coût.

Faut-il investir massivement dans une reprise du raffinage national ?

Faut-il privilégier le stockage stratégique ?

Faut-il miser davantage sur les énergies renouvelables et l'hydrogène vert pour réduire progressivement la dépendance aux hydrocarbures ?

Le débat mérite mieux que des slogans.

Car derrière les chiffres, les votes et les affrontements politiques se cache un enjeu concret : la résilience économique du Royaume dans un monde devenu plus imprévisible.

Le vote de la Commission des finances ne changera probablement pas la loi. Il ne relancera pas, à lui seul, les cheminées de Mohammedia. Mais il a réussi quelque chose de plus subtil : remettre au centre de la conversation nationale une question que beaucoup de Marocains continuent de se poser.

Dix ans après l'arrêt de la SAMIR, le Maroc a-t-il définitivement tourné la page... ou est-il simplement en train de la relire avec un regard nouveau ?

DE TINDOUF À LA PRISON : L'ÉTRANGE DESTIN DE LATIFA DIB, ANCIENNE VOIX DU POLISARIO

Pendant des années, l'avocate algérienne Latifa Dib a incarné sur les plateaux de télévision l'un des visages les plus offensifs de la défense du Polisario et de la critique du Maroc. Aujourd'hui, son nom revient dans l'actualité pour une tout autre raison : sa condamnation par la justice algérienne après une série de déclarations mettant en cause les conditions de son séjour à Tindouf et les comportements qu'elle dit avoir subis dans les camps. Au-delà du destin personnel d'une figure médiatique, l'affaire soulève des interrogations plus larges sur la liberté de parole en Algérie, la réalité des rapports de force autour du Polisario et les zones d'ombre qui continuent d'entourer les camps de Tindouf.

De porte-voix du Polisario à accusatrice des camps de Tindouf

Pour le public marocain, le nom de Latifa Dib n'était pas inconnu. Ses interventions médiatiques, souvent relayées sur les réseaux sociaux, la plaçaient parmi les personnalités algériennes les plus engagées contre les positions défendues par Rabat sur la question du Sahara.

Son discours était clair, assumé, parfois virulent. Elle défendait régulièrement les thèses du Polisario et contestait les arguments marocains. Dans un paysage médiatique algérien où certains sujets bénéficient d'un traitement particulièrement sensible, elle apparaissait comme une alliée fidèle de la ligne officielle.

Puis survient ce déplacement à Tindouf.

Selon ses propres déclarations, l'avocate aurait participé à une visite à la tête d'une association féminine. À son retour, le ton change brutalement. Les témoignages qu'elle publie évoquent des pressions, des intimidations, une retenue temporaire dans un hôtel ainsi qu'une expulsion qu'elle attribue à des responsables liés au Polisario.

Que s'est-il réellement passé durant ce séjour ?

C'est précisément là que commence la controverse. Les faits rapportés reposent essentiellement sur ses déclarations publiques et continuent de faire débat. Les autorités concernées n'ont pas validé publiquement cette version des événements. Pourtant,



le simple fait qu'une personnalité jusque-là perçue comme proche du discours dominant formule de telles accusations a créé un malaise évident.

Au Maroc, beaucoup ont observé cette évolution avec étonnement. Non parce qu'elle confirmerait automatiquement toutes les critiques adressées depuis des années aux camps de Tindouf, mais parce qu'elle émane d'une personnalité qui, jusqu'alors, rejetait systématiquement ces critiques.

Lorsqu'un opposant critique un système, la réaction est prévisible. Lorsqu'un ancien soutien formule les mêmes interrogations, l'impact devient tout autre.

La suite est connue. Après avoir publiquement interpellé le président Abdelmadjid Tebboune et le chef d'état-major Saïd Chengriha, Latifa Dib se retrouve poursuivie devant la justice algérienne pour des contenus considérés comme portant atteinte aux institutions et à l'intérêt national.

La condamnation prononcée est lourde : plusieurs années de prison ferme accompagnées d'une amende. Divers médias ont également rapporté sa radiation du barreau.

Certes comme d'habitude, les autorités algériennes peuvent faire valoir que tout État dispose d'un arsenal juridique destiné à protéger ses institutions contre ce qu'il considère comme des accusations infondées ou des atteintes à la sécurité nationale. Cette argumentation existe dans de nombreux pays, sous des formes différentes.

Les défenseurs de la décision judiciaire rappellent également que la popularité médiatique d'une personnalité ne saurait lui accorder une immunité particulière devant la loi.

Mais, les critiques soulignent toutefois un paradoxe difficile à ignorer.

Pourquoi une personnalité aussi médiatisée, longtemps en phase avec les positions officielles, devient-elle soudainement problématique dès lors qu'elle remet en cause certains acteurs ou certaines pratiques ?

Cette question dépasse largement le cas de Latifa Dib.

Elle touche au fonctionnement général de l'espace public algérien. Depuis plusieurs années, des organisations internationales, des observateurs et des médias étrangers évoquent régulièrement les limites rencontrées par certains journalistes, militants ou personnalités lorsqu'ils abordent des sujets considérés comme stratégiques.

Dans ce contexte, l'affaire Dib apparaît comme un épisode supplémentaire d'un débat déjà ancien : jusqu'où peut aller la critique lorsqu'elle touche des dossiers jugés sensibles par le pouvoir ?

Pour les Marocains, un autre aspect de cette affaire attire particulièrement l'attention.

Depuis des décennies, Rabat affirme que les camps de Tindouf demeurent insuffisamment transparents sur plusieurs questions liées à leur gestion, à leur gouvernance ou encore à la situation réelle de leurs populations.

Les responsables du Polisario rejettent régulièrement ces accusations et dénoncent ce qu'ils considèrent comme une campagne de dénigrement.

Or, dans le cas présent, les critiques ne proviennent pas d'un responsable marocain, d'un diplomate occidental ou d'un observateur étranger. Elles proviennent d'une personnalité algérienne qui, jusqu'à récemment, soutenait ouvertement la cause séparatiste.

Cette particularité explique en grande partie l'écho de l'affaire et nourrit des interrogations.

Pourquoi une simple visite aurait-elle débouché sur une telle rupture ?

Pourquoi les accusations formulées ont-elles suscité une réaction aussi forte ?

Pourquoi cette affaire continue-t-elle d'alimenter les discussions au sein même de l'opinion algérienne ?

Autant de questions qui demeurent ouvertes.

Dans les cafés marocains comme sur les réseaux sociaux, beaucoup y voient la confirmation de ce que Rabat affirme depuis longtemps concernant les difficultés d'accès à certaines réalités du terrain.

Une affaire personnelle devenue symbole politique et l'histoire de Latifa Dib dépasse désormais son propre parcours.

Elle raconte quelque chose de plus large sur les rapports entre engagement politique, médiatisation et pouvoir. Elle montre aussi à quel point les lignes peuvent bouger rapidement lorsqu'un acteur change de position ou remet en question certaines certitudes.

Dans le monde médiatique contemporain, la célébrité offre parfois une protection apparente. Mais cette protection peut s'évaporer très vite lorsque les intérêts politiques deviennent plus importants que la visibilité publique.

Le cas de cette avocate algérienne illustre également une réalité souvent observée dans les systèmes fortement polarisés : les critiques sont plus facilement acceptées lorsqu'elles visent l'adversaire que lorsqu'elles touchent son propre camp.

C'est probablement ce qui rend cette affaire aussi singulière.

Hier, Latifa Dib attaquait le Maroc au nom de convictions qu'elle affichait publiquement. Aujourd'hui, elle affirme avoir été victime d'abus dans un environnement qu'elle défendait elle-même. Cette inversion des rôles frappe les esprits. Elle nourrit les débats sans pour autant apporter toutes les réponses.



LA CHINE PROPOSE LE LIBRE-ÉCHANGE. LE MAROC RÉFLÉCHIT. ET IL A RAISON DE NE PAS APPLAUDIR TROP VITE.

Ce n'est pas un rumeur, Ryad Mezzour, ministre de l'Industrie et du Commerce du Maroc l'a bien confirmé

Maroc-Chine : le libre-échange ou l'art de négocier avec un géant

Car un accord de libre-échange avec Pékin n'est pas un simple dossier douanier. C'est une décision stratégique. Presque un choix de modèle. D'un côté, le plus grand atelier industriel du monde. De l'autre, un Maroc qui a patiemment construit, en vingt ans, une base manufacturière sérieuse dans l'automobile, l'aéronautique, les câbles, les phosphates transformés, et demain les batteries.

La tentation est grande. Accéder plus facilement au marché chinois, diversifier les débouchés, réduire la dépendance excessive à l'Europe, attirer davantage d'investissements asiatiques. Sur le papier, tout semble séduisant. Mais dans le commerce international, le papier est souvent plus généreux que la réalité.

La vraie question n'est donc pas : faut-il discuter avec la Chine ? Évidemment que oui. La vraie question est : à quelles conditions ?

Le Maroc ne part pas de rien. Il dispose déjà d'accords solides avec l'Union européenne, les États-Unis, la Turquie, plusieurs pays arabes et africains. Cette toile commerciale est un atout majeur. Elle fait du Royaume une plateforme industrielle entre l'Europe, l'Afrique et l'Atlantique. C'est précisément ce qui intéresse Pékin. La Chine ne regarde pas seulement le marché marocain. Elle regarde le Maroc comme point d'ancrage industriel, logistique et commercial.

C'est là que le dossier devient sensible.

Si l'accord permet d'installer au Maroc des unités industrielles à forte valeur ajoutée, avec emploi local, transfert technologique, intégration des fournisseurs marocains et montée en compétence, alors il peut être utile. Si, en revanche, il transforme le Royaume en simple porte d'entrée pour produits chinois rebadgés, alors le danger est réel.

Le Maroc a déjà connu les effets ambigus de certains accords de libre-échange. Ils ouvrent des marchés, certes, mais ils peuvent aussi fragiliser les PME, creuser le déficit commercial et exposer des secteurs entiers à une concurrence impossible. Face à la Chine, cette prudence doit être encore plus forte.



Par **Adnane Benchakroun**

Pékin produit vite, massivement, à bas coût, avec des chaînes industrielles extrêmement intégrées. Une PME marocaine du textile, de la plasturgie ou de l'électroménager ne boxe pas spontanément dans la même catégorie.

Il ne faut donc pas confondre ouverture et naïveté.

Le Maroc doit négocier en État stratège. Cela signifie des règles d'origine strictes, pour éviter le simple transit commercial. Des clauses de sauvegarde, pour protéger les filières vulnérables. Des exigences de contenu local, pour que les investissements créent réellement de la valeur au Maroc. Des engagements sur la formation, la recherche, la sous-traitance nationale. Et surtout une réciprocité effective : l'accès au marché chinois ne doit pas rester une promesse théorique.

Car vendre en Chine n'est pas seulement une affaire de droits de douane. C'est une affaire de normes, de réseaux, de culture commerciale, de distribution, de barrières administratives et parfois de préférence nationale. Beaucoup de pays ont ouvert leurs marchés à la Chine sans jamais réussir à exporter significativement vers elle. Le Maroc doit éviter ce piège classique : importer beaucoup, exporter peu, puis appeler cela un partenariat.

Mais il serait tout aussi faux de céder à la peur automatique. La Chine est aujourd'hui incontournable dans les batteries, les véhicules électriques, les équipements industriels, les énergies renouvelables, les technologies de production. Le Maroc a besoin de cette connexion, non pas pour devenir dépendant, mais pour accélérer son repositionnement industriel.

La bonne approche serait donc graduelle. Pas de grand saut idéologique. Pas d'accord global signé dans l'enthousiasme diplomatique. Plutôt une négociation sectorielle, prudente, mesurée, avec études d'impact publiques et concertation réelle avec les industriels, les exportateurs, les syndicats, les régions et les institutions économiques.

L'Europe observera aussi ce dossier de très près. Si elle soupçonne que le Maroc devient une plateforme de contournement des tensions commerciales entre Bruxelles, Washington et Pékin, elle réagira. Or le marché européen reste vital pour les exportations marocaines. Le Maroc doit donc réussir un numéro d'équilibriste : attirer la Chine sans inquiéter l'Europe, diversifier sans se couper de ses partenaires traditionnels, ouvrir sans se diluer.

C'est tout l'enjeu.

Un accord Maroc-Chine peut être une chance historique s'il sert l'industrialisation nationale. Il peut devenir une erreur lourde s'il se contente d'élargir le déficit commercial. Dans cette affaire, le libre-échange ne doit pas être une religion. Il doit être un outil.

Et un outil, cela se manie avec méthode.

Le Maroc ne doit ni fermer la porte, ni l'ouvrir en grand. Il doit poser ses conditions. Froidement. Souverainement. Avec une idée simple : tout accord qui ne renforce pas l'industrie marocaine, l'emploi marocain et la capacité exportatrice du pays n'est pas un accord de développement. C'est seulement une belle signature au bas d'un mauvais calcul.



By Lodj

MAROC-CHINE

LE LIBRE-ÉCHANGE EN ÉVALUATION

Le Maroc étudie la proposition chinoise d'un accord de libre-échange

ADNANE BENCHAKROUN

LA CHINE PROPOSE LE LIBRE-ÉCHANGE. LE MAROC RÉFLÉCHIT..

CURAÇAO : LE PAYS QUI N'EST PAS TOUT À FAIT UN ÉTAT, MAIS QUI JOUE LA COUPE DU MONDE

Derrière cette qualification historique de Curaçao se trouve un Marocain né à Amsterdam, ancien gardien professionnel, devenu bâtisseur de projet footballistique.

Il y a des pays que l'on découvre dans les manuels scolaires, d'autres sur les cartes diplomatiques, et puis il y a Curaçao. Ceux-là, on les découvre un soir de Coupe du monde, quand le commentateur prononce leur nom avec une hésitation à peine dissimulée, que les réseaux sociaux s'agitent, et que des millions de téléspectateurs se demandent soudain : mais c'est où, Curaçao ? Et surtout : c'est quoi, exactement ? Un pays ? Une île ? Une colonie ? Une ancienne dépendance ? Une équipe exotique invitée par erreur dans la grande messe du football mondial ?

La réponse est plus intéressante que la question. Curaçao est un pays. Mais pas un État pleinement souverain. Il a un gouvernement, un Parlement, des lois, une monnaie, une équipe nationale, une identité. Mais il n'a pas de siège à l'ONU. Il appartient au Royaume des Pays-Bas, sans être une simple province néerlandaise. Il est autonome, mais pas totalement indépendant. Il flotte dans cette zone grise du droit international où les mots deviennent plus subtils que les drapeaux.

Depuis 2010, après la dissolution des Antilles néerlandaises, Curaçao est devenu un pays constitutif autonome du Royaume des Pays-Bas. Cela signifie que l'île gère largement ses affaires internes : son gouvernement, son économie, sa fiscalité, sa justice locale, son organisation sociale. Mais les affaires étrangères, la défense et certains équilibres institutionnels relèvent encore du Royaume. En clair : Curaçao décide beaucoup, mais pas tout. Il gouverne sa maison, mais la grande clé diplomatique reste à La Haye.

Et pourtant, le football ne raisonne pas comme l'ONU. À l'ONU, Curaçao n'existe pas comme État membre. Sur une pelouse de Coupe du monde, il existe pleinement. Il a son maillot, son hymne, ses joueurs, ses supporters, son imaginaire. Le football, parfois plus généreux que la diplomatie, reconnaît des identités que le droit international range dans les notes de bas de page. C'est là que commence l'insolite.



Par : La Rédaction

Avec environ cent cinquante-six mille habitants, Curaçao est devenu l'un des plus petits territoires jamais propulsés sur la scène mondiale du football. Plus petit qu'une grande ville marocaine, moins peuplé qu'un arrondissement de métropole, mais assez organisé pour produire une sélection nationale et assez visible pour entrer dans les écrans du monde entier. Voilà le paradoxe : un territoire trop discret pour les chancelleries, mais assez fort pour déranger le récit classique des grandes nations sportives.

L'île se situe dans les Caraïbes, au large du Venezuela. Sa capitale, Willemstad, est célèbre pour ses façades colorées, son architecture coloniale et son port historique. Carte postale, oui. Mais il ne faut jamais s'arrêter à la carte postale. Derrière les couleurs pastel, il y a une histoire lourde : colonisation, commerce maritime, esclavage, brassage culturel, migrations, dépendance économique, reconversion touristique. Curaçao n'est pas seulement une destination de croisière ; c'est un condensé de l'histoire caribéenne et européenne.

Sa société est plurielle. On y parle papiamento, néerlandais, anglais, espagnol. Cette diversité linguistique raconte à elle seule la géographie intime du pays : l'Europe par les Pays-Bas, l'Amérique latine par la proximité du Venezuela, les Caraïbes par la culture créole, le monde globalisé par le tourisme et les services. Curaçao n'est pas un point perdu sur la carte ; c'est un carrefour miniature.

Son économie, elle, ressemble à celle de beaucoup de petits territoires insulaires : séduisante en apparence, fragile en profondeur. Le tourisme tire la croissance. Les hôtels, les résidences secondaires, l'immobilier,

la construction et les services forment l'ossature du modèle. Quand les avions arrivent, l'économie respire. Quand les crises internationales frappent, elle tousse. La pandémie l'a rappelé avec brutalité à toutes les économies touristiques : le paradis peut devenir une dépendance.

Le Fonds monétaire international a relevé une forte reprise de l'économie de Curaçao, portée notamment par le tourisme. Bonne nouvelle, évidemment. Mais une croissance fondée sur les visiteurs étrangers pose toujours la même question : qui profite vraiment ? Les salaires suivent-ils ? Le logement reste-t-il accessible ? Les infrastructures tiennent-elles ? L'environnement absorbe-t-il la pression ? Le tourisme enrichit-il une société ou transforme-t-il progressivement une île en décor pour d'autres ?

La fiscalité est un autre angle fascinant. Les petits territoires autonomes cherchent souvent à exister par l'attractivité : fiscalité adaptée, services financiers, immobilier, facilités administratives, niches économiques. Curaçao n'échappe pas à cette logique. Mais l'équilibre est délicat. Trop peu d'impôt, et l'État social s'affaiblit. Trop d'avantages aux capitaux extérieurs, et la population locale peut se sentir étrangère chez elle. Trop de dépendance à l'investissement international, et la souveraineté économique devient aussi relative que la souveraineté politique.

Même la monnaie raconte cette singularité. Curaçao n'utilise pas l'euro, alors qu'il appartient au Royaume des Pays-Bas. Depuis 2025, il partage avec Sint Maarten le florin caribéen, successeur du florin antillais. Une petite monnaie pour un petit territoire, mais une grande leçon : la souveraineté n'est jamais un bloc. On peut ne pas être membre de l'ONU, mais avoir sa monnaie. On peut dépendre diplomatiquement d'un royaume européen, mais avoir une banque centrale régionale. On peut être juridiquement limité, mais économiquement identifiable.

Politiquement, Curaçao est une démocratie locale. Il y a des élections, des partis, un Parlement, des débats, des coalitions, des tensions. Ce n'est pas une île administrée par télécommande depuis Amsterdam. Mais c'est une démocratie sous plafond. Elle vit dans un cadre plus large, celui du Royaume. Cette architecture peut protéger, mais elle peut aussi frustrer. Elle offre une stabilité institutionnelle, mais elle limite l'imaginaire indépendantiste. Elle garantit certains appuis, mais rappelle sans cesse qu'il existe une autorité supérieure.

C'est précisément cette ambiguïté qui rend Curaçao si intéressant. Dans notre vision classique, un pays est un État, un drapeau, une armée, une ambassade, un siège à l'ONU. Curaçao démonte cette définition trop simple. Il est un pays sans souveraineté complète. Il est autonome sans être indépendant. Il est néerlandais sans être européen. Il est caribéen sans être totalement isolé. Il est petit sans être insignifiant.

Et puis arrive le football. La Coupe du monde agit ici comme un révélateur brutal. Pendant des décennies, les institutions internationales ont classé Curaçao dans des catégories complexes. Le football, lui, le met dans un groupe, face à des géants. Allemagne, Côte d'Ivoire, Équateur : soudain, le petit territoire devient adversaire. Pas une curiosité touristique. Pas une note administrative. Un adversaire.

Le football offre à Curaçao une diplomatie parallèle. Une diplomatie de maillots, de chants, de visages, de noms inscrits sur les écrans. Dans un monde saturé de conflits de reconnaissance, le sport a parfois cette puissance étrange : il donne une existence immédiate. Il ne règle pas les problèmes de souveraineté, mais il rend visible. Et dans la mondialisation contemporaine, être visible, c'est déjà peser un peu.

la construction et les services forment l'ossature du modèle. Quand les avions arrivent, l'économie respire. Quand les crises internationales frappent, elle tousse. La pandémie l'a rappelé avec brutalité à toutes les économies touristiques : le paradis peut devenir une dépendance.

La sélection nationale elle-même raconte une histoire postcoloniale. Beaucoup de joueurs sont issus de la diaspora ou formés aux Pays-Bas. Le lien avec l'ancienne puissance coloniale devient alors plus complexe. Ce n'est pas seulement une dépendance ; c'est aussi un réseau humain, sportif, culturel. Les enfants partis ailleurs reviennent symboliquement porter le maillot d'une île que le monde ignorait. La diaspora devient ressource nationale. La mémoire devient tactique. L'identité devient onze joueurs sur une pelouse.

Il serait pourtant naïf de romantiser l'histoire. La Coupe du monde ne transforme pas Curaçao en puissance. Elle ne résout pas ses vulnérabilités économiques, ses dépendances touristiques, ses débats sociaux, ses tensions institutionnelles. Elle ne lui donne pas un siège à l'ONU. Elle ne change pas son statut dans le Royaume des Pays-Bas. Mais elle oblige le monde à poser une question simple : combien de territoires existent ainsi, à moitié visibles, à moitié reconnus, à moitié souverains, mais pleinement vivants ?



Curaçao nous rappelle que la carte du monde officielle ne suffit plus à comprendre le monde réel. Entre les États souverains, les territoires autonomes, les régions spéciales, les îles associées, les nations sportives et les peuples diasporiques, la planète est beaucoup plus nuancée que les planisphères scolaires. Le XXI^e siècle n'est pas seulement l'âge des superpuissances ; c'est aussi celui des petites entités capables d'exister par le tourisme, la finance, la culture, le numérique ou le football.

Voilà pourquoi Curaçao mérite mieux qu'un sourire exotique. Ce petit pays oblige à réfléchir sérieusement à la souveraineté, à l'identité et à la reconnaissance. Il montre qu'un territoire peut être minuscule et complexe, dépendant et fier, fragile et visible. Il montre aussi que le football, malgré son argent, ses excès et ses grands empires médiatiques, garde parfois cette fonction merveilleuse : faire surgir un nom inconnu dans la conversation mondiale.

Curaçao ne changera peut-être pas l'ordre géopolitique. Mais il change, le temps d'un Mondial, notre manière de regarder une carte. Ce n'est déjà pas rien. Car dans un monde où seuls les grands parlent fort, il est salutaire qu'une petite île vienne rappeler qu'exister ne se résume pas à siéger à l'ONU. Parfois, il suffit d'un maillot, d'un hymne, d'un ballon, et d'un peuple qui se reconnaît dans un nom.

Curaçao : le pays qui n'est pas tout à fait un État, mais qui joue la Coupe du monde. Et qui, par cette seule présence, marque déjà un but contre notre ignorance.

Derrière cette improbable aventure mondiale, se cache aussi un Marocain.

Et puis, au détour de cette histoire improbable, surgit un autre paradoxe. Derrière cette qualification historique de Curaçao se trouve un Marocain né à Amsterdam, ancien gardien professionnel, devenu bâtisseur de projet footballistique.

Son nom : Khalid Sinouh. Nommé directeur technique en 2024, il a participé à la structuration de l'encadrement, au recrutement de joueurs issus de la diaspora et à la mise en place du projet qui allait mener l'île jusqu'au Mondial. Plusieurs observateurs néerlandais le présentent même comme l'un des artisans méconnus de cette réussite.

Alors, au fond, qui est vraiment Curaçao ? Une île caribéenne sous pavillon néerlandais ? Un pays sans siège à l'ONU ? Une équipe nationale bâtie par des talents venus de plusieurs continents ? Peut-être un peu tout cela à la fois.

Et derrière ce drapeau bleu frappé de deux étoiles, derrière cette improbable aventure mondiale, se cache aussi un Marocain. Comme si la mondialisation du football nous rappelait une évidence que la géopolitique oublie parfois : les frontières dessinent les cartes, mais ce sont les femmes et les hommes qui écrivent l'histoire.



**L'ODJ MÉDIA
N'EST PAS
UNE SIRÈNE,**

By Lady

mais elle alerte
quand cela
en vaut la peine.

Tout ne mérite pas l'urgence.
Encore faut-il savoir ce qui compte.

WWW.LODJ.MA

كتاب الرأي

CONTRIBUTEURS DU NUMÉRO

DEBATS

By Lodj



Adnan
Debbarh



Aziz
Boucetta



Aziz
Daouda



Mustapha
SEHIMI



Mohammed
Oubih



Najib
Mikou



Bargach
Larbi



Mohammed
Yassir Mouline



Az-Eddine
Bennani



Omar Hasnaoui
Chaoui



عزيز
رباح



عادل
بن حمزة



mamoune
acharki

كتاب الرأي

CONTRIBUTEURS DU NUMÉRO

DEBATS

By Lodj



rachid
boufous



Anissa
Mekouar
Senhadji



Said
Tamsamani



Anwar
CHERKAOUI



Idris
Quraish



Abdelghani
El Arrasse



زكريا
برعلا



Mohamed
Ftouhi



سارة
البوفاي



عائشة
بوسكين



Adnane
Benchakroun



Mohamed
ait bellahcen

By Lady

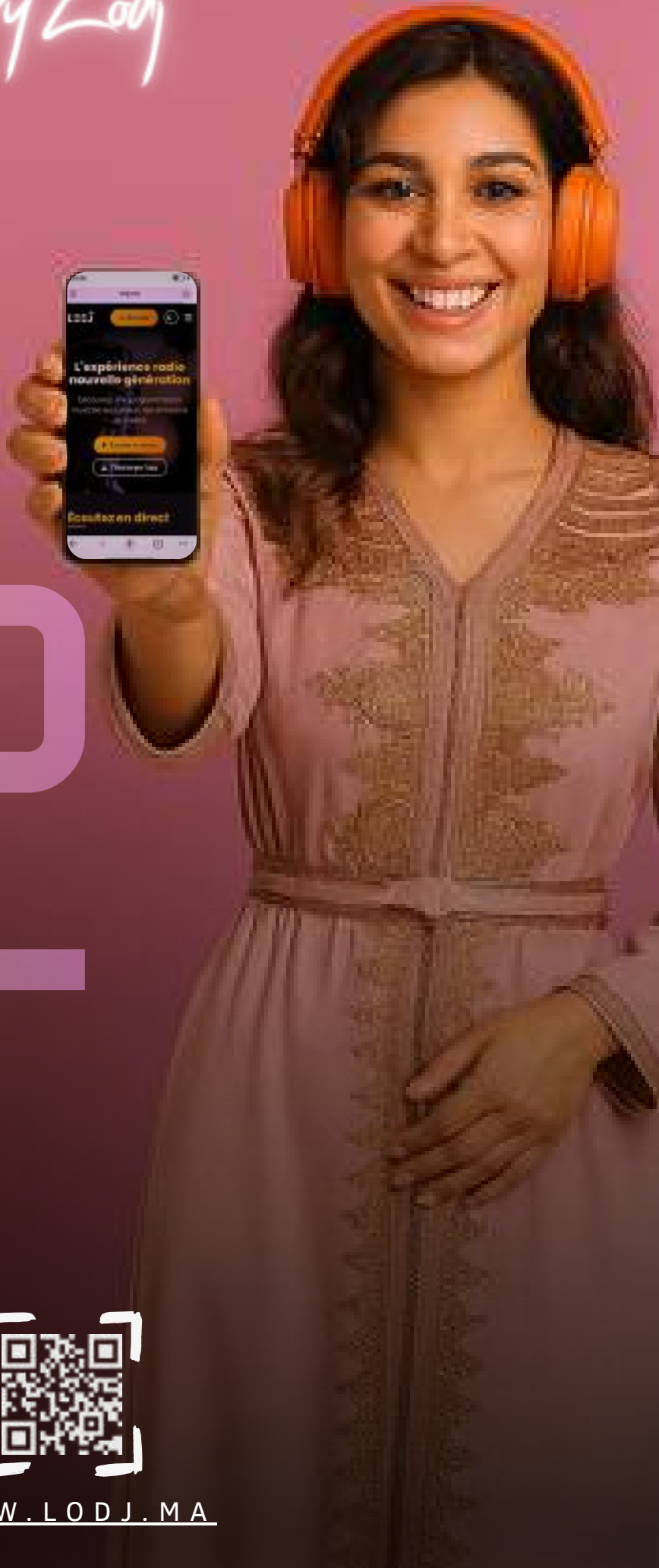
ويب
راديو

R212

مغاربة العالم



WWW.LODJ.MA



اتفاق أميركا وإيران هل باع ترامب إسرائيل ؟

فمشروع صندوق خاص لإعادة الإعمار والتنمية بقيمة ثلاثمائة مليار دولار، قد يضم أطرافاً أميركية وخليجية وآسيوية وإفريقية وأميركية جنوبية، يكشف أن المفاوضات لا تتعلق فقط بأجهزة الطرد المركزي أو الصواريخ. إنها تتصل أيضاً بإمكانية إعادة إدماج إيران في شبكات الاستثمار والطاقة واللوجستك والصناعة. وتشير مصادر نقلتها وكالة رويترز إلى أن أكثر من نصف هذه المبالغ قد تم التعهد بها بالفعل. غير أن هذا المسار يبقى مشروطاً باتفاق أوسع وبالتزامات إيرانية قابلة للتحقق. وربما هنا يتجسد الرهان الأميركي الحقيقي: استبدال منطق المصالح الاقتصادية بمنطق الحرب الدائمة. لكن المشكلة هي أن أي استثمار، مهما بلغ حجمه، لا يستطيع وحده تفكيك صراعات السيادة، والجروح الإيديولوجية، والحسابات الأمنية، وذاكرة الحروب.

تبقى إسرائيل، على وجه الخصوص، في قلب هذه الهشاشة. فبالنسبة للدولة العبرية، لا قيمة لأي تهدئة بين واشنطن وطهران ما لم تفض إلى ضمانات ملموسة بشأن البرنامج النووي والقدرات الصاروخية والأذرع المسلحة المرتبطة بإيران. أما بالنسبة لطهران وحلفائها، فإن أي مطالبة بنزع سلاح أحادي الجانب تُقرأ باعتبارها محاولة لتفكيك سياسي مغلف بشعار الاستقرار الإقليمي. وهكذا يبقى لبنان نقطة انكسار محتملة: مساحة يمكن أن تقلب فيها ضربة أو خطأ في التقدير أو استفزاز، هدنة دبلوماسية إلى دوامة عسكرية جديدة.

والدرس الحقيقي هو أن الحروب الحديثة لم تعد تنتهي بتوقيع واضح يتبعه عودة سريعة إلى النظام، إنها تتحول إلى مراحل متلاحقة: وقف إطلاق نار، ثم مفاوضات، فعقوبات مشروطة، فضمانات ناقصة، ثم عودة للتوتر، فمفاوضات جديدة. ويصبح النزاع، في النهاية، إدارة دائمة لعدم الاستقرار.

لذلك سيكون من التسرع الاحتفال سريعاً بـ«عصر جديد». فقد يفتح الاتفاق الحالي طريقاً نحو سلام أكثر صلابة، إذا أعاد الملف النووي إلى رقابة موثوقة، وأمن حرية الملاحة، وأوجد آليات للحوار الإقليمي. لكنه قد يكون أيضاً مجرد استراحة استراتيجية، يستخدمها كل طرف لإعادة ترتيب مواقفه، وتعزيز تحالفاته، والتحصير للمرحلة التالية من المواجهة.

لن يولد السلام فقط من خفض تخصيب اليورانيوم أو رفع بعض العقوبات. بل سيعتمد على تحول أعمق: قدرة القوى الإقليمية على قبول حقيقة أن أيّاً منها لا يستطيع فرض نظامه بمفرده وبشكل دائم على الشرق الأوسط. إن الاتفاق بين الولايات المتحدة وإيران لا يغلّق الأزمّة، بل ينقلها إلى مساحة جديدة. إنه يمنح وقتاً، وهذا أمر ثمين. لكن الوقت لا يصبح حلّاً حين لا يتحول إلى سياسة.

وفي هذه المنطقة، ما تزال السياسة هي الاسم الأصعب للسلام.

بقلم محمد آيت بلحسن

يفتح الاتفاق المؤقت المبرم بين واشنطن وطهران نافذة تمتد ستين يوماً للتفاوض حول مخرج دائم من النزاع، بعد أشهر من المواجهة التي طالبت إيران والخليج وطرق الملاحة البحرية، وانعكست تداعياتها، بصورة غير مباشرة، على الاقتصاد العالمي برمّته. فوقف إطلاق النار، وإعادة فتح مضيق هرمز، واحتمال التخفيف التدريجي للعقوبات، تمثل مكاسب حقيقية. غير أنه لا ينبغي الخلط بينها وبين تسوية تاريخية شاملة. فهي، قبل كل شيء، تنظم هدنة مؤقتة.

إيران - الولايات المتحدة: سلامٌ معلقٌ ونازٌ تحت السيطرة

تكمّن قوة هذا الترتيب تحديداً في غموضه. فقد وافق الطرفان على وقف العمليات العسكرية، وإعادة حركة التجارة عبر مضيق هرمز، واستئناف المفاوضات بشأن الملف النووي الإيراني والعقوبات وآليات التحقق. لكن المذكرة لا تحسم القضايا الكبرى التي جعلت من الشرق الأوسط مسرحاً دائماً للصراعات: القدرات الصاروخية الإيرانية، ودور حلفاء طهران الإقليميين، وأمن إسرائيل، والوضع في لبنان، والوجود الأميركي، وإعادة تشكيل موازين القوى في الخليج.

هنا تحديداً تكمن النقطة العمياء في اللحظة الراهنة: يجري التعامل مع الاستعجال، لا مع البنية الحقيقية للنزاع.

ليس هذا سلاماً بعد. إنه مجرد تعليق للحريق

تريد واشنطن أن تثبت قدرتها على فرض خفض للتصعيد من دون الانزلاق إلى حرب طويلة ومكلفة. أما طهران فتسعى إلى تحويل صمودها العسكري والدبلوماسي إلى ورقة تفاوض، وإلى بوابة لإعادة الانفتاح الاقتصادي والاعتراف بثقلها الإقليمي. وبين الطرفين، بدأ كل طرف يعلن انتصاره. غير أن الاتفاق الذي يُقدّم في الوقت ذاته على أنه انتصار للجميع يعني، في الغالب، أنه ترك القضايا الأكثر انفجاراً بلا حل.

ويجسد مضيق هرمز هذه الحقيقة بوضوح. فهو ليس مجرد ممر بحري، بل مقياس لميزان القوى العالمي. وإعادة فتحه تشكل ارتباطاً للأسواق وشركات التأمين والناقلين والاقتصادات المعتمدة على الطاقة. لكن النقاش حول رسوم عبور محتملة أو أعباء بحرية جديدة يظهر أن طهران تسعى أيضاً إلى تحويل ميزتها الجغرافية إلى أداة للسيادة السياسية والمالية. لذلك، لا يقتصر السؤال على ما إذا كانت السفن ستعبر، بل يتجاوز ذلك إلى معرفة شروط العبور، والجهة التي تفرضها، والنظام الإقليمي الذي سيحكمها.

أما البعد الحاسم الآخر فهو اقتصادي.

By Lady

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE ÉCOLE,

Mais elle vous apprend
à voir **plus loin.**

**INFORMER, CE N'EST PAS SEULEMENT RACONTER.
C'EST AUSSI AIDER À COMPRENDRE.**

WWW.LODJ.MA

الزواج سيمر عبر تكوين أولي : فكرة ممتازة لوزير الأسرة

كما من المفترض أن يركز على مهارة الحوار داخل العلاقة، من خلال أسئلة عملية : كيف يتم تدبير الميزانية الشهرية؟ ماذا يحدث عند تغيير أحد الطرفين لعمله؟ كيف تُتخذ القرارات اليومية؟ وكيف يتم التعامل مع الضغوط والخلافات؟

هذه الأسئلة البسيطة هي التي تصنع الفرق بين خلاف عابر وأزمة طويلة الأمد. ولا تعتبر الفكرة جديدة تماماً، إذ سبق تنفيذ بعض البرامج المرتبطة بالصحة الإنجابية والوقاية من العنف والتوعية الأسرية، غير أن التحدي اليوم يكمن في تحويل هذه المبادرات إلى سياسة عمومية واضحة ومندمجة بدل بقائها مبادرات متفرقة. في المقابل، يجب الانتباه إلى أن الطلاق ليس دائماً دليلاً على الفشل، بل قد يكون في بعض الحالات مخرجاً من علاقات غير متوازنة أو مؤذية، كما يعكس تطوراً في الوعي الحقوقي والاجتماعي.

فالمجتمع المغربي يشهد تحولات واضحة، حيث أصبحت النساء أكثر تعليماً ومشاركة ومطالبة بالحقوق، في حين يعاد تعريف أدوار الرجال داخل الأسرة بشكل تدريجي.

وهنا تصبح أي مقارنة للتكوين حساسة للغاية، إذ يجب ألا تتحول إلى وسيلة للضغط أو اللوم، بل إلى إطار لتعزيز التفاهم والمسؤولية المشتركة، الهدف ليس ضمان استمرار كل الزوجات، بل تمكين المقبلين على الزواج من أدوات تساعدهم على فهم الواقع قبل الاصطدام به، غير أن الخطر الحقيقي يكمن في تحويل هذا التكوين إلى إجراء إداري ثقيل أو شرط بيروقراطي إضافي، بدل أن يكون تجربة بسيطة ومفيدة.

لذلك، يجب أن يكون متاحاً للجميع، مجاناً أو شبه مجاني، وبصيغ متعددة حضورية ورقمية، مع مراعاة الفوارق الاجتماعية واللغوية، كما ينبغي أن يجمع بين مقاربات متعددة : قانونية، نفسية، اجتماعية، وتجارب واقعية، دون الوقوع في خطاب التخويف أو التلقين.

في المقابل، لا يمكن تجاهل أن الإشكال الحقيقي لا يرتبط فقط بالمعرفة، بل أيضاً بالواقع الاقتصادي : البطالة، كلفة السكن، وضعف الدخل، وهي عوامل تجعل الزواج أصلاً صعب التحقق لدى فئات واسعة من الشباب.

وفي النهاية، تبقى الفكرة الأساسية بسيطة : الزواج ليس لحظة احتفال اجتماعي فقط، بل مسؤولية طويلة تحتاج إلى وعي قبل بدايتها، لا بعد تعثرها.

إن فكرة إعداد المقبلين على الزواج للحياة الزوجية قبل توقيع عقد الزواج، التي طرحتها وزيرة التضامن والإدماج الاجتماعي والأسرة، تستحق نقاشاً جاداً بعيداً عن السخرية أو التأويلات السريعة. ففي سياق اجتماعي يعرف تحولات عميقة، أصبح الزواج حلماً قوياً لدى الكثيرين، لكنه في المقابل بات يواجه هشاشة متزايدة خلال السنوات الأولى من الحياة المشتركة، ما يجعل التفكير في تكوين قبلي خطوة ذات وجهة، شرط ألا تتحول إلى وصاية على الأفراد أو أداة لتغطية الإكراهات الاقتصادية التي تثقل الأسرة

نتحدث عن التواصل داخل الأسرة حين يصبح الصمت ثقيلًا. ونتحدث عن تدبير المصاريف حين تبدأ القروض والكراء والفواتير في الضغط على الحياة اليومية. كما نلجأ إلى الوساطة حين تتفاقم الخلافات وتتحول العلاقات بين العائلات إلى توتر مفتوح، يصبح معه اللجوء إلى القضاء مسألة وقت فقط.

في هذا السياق، تبدو فكرة التكوين قبل الزواج قابلة للأخذ بجديّة، شريطة ألا تُختزل في إجراء شكلي أو حل سحري لجميع المشاكل، وألا تُقابل أيضاً بنوع من السخرية التي تفرغ أي مبادرة عمومية من محتواها قبل تقييمها.

فالحقيقة أن كثيراً من الشباب يستعدون للأسابيع وأشهر لحفل الزواج بكل تفاصيله، لكنهم لا يمنحون نفس الاهتمام لما يأتي بعده، حين تنتهي الأجواء الاحتفالية ويبدأ واقع العيش المشترك بكل تعقيداته.

فالزواج لا يختزل في عقد أو ليلة احتفال، بل هو علاقة يومية قائمة على التفاوض، وتدبير المال والوقت، والتعامل مع العائلات، والضغوط النفسية، والطموحات الشخصية، وأحياناً تراكمات الماضي. ولا أحد يولد جاهزاً لهذا النوع من الحياة.

تنطلق هذه الفكرة من مبدأ بسيط : الوقاية أفضل من الإصلاح بعد وقوع الأزمات.

في العديد من الأسر، لا تبدأ الخلافات بشكل حاد، بل تتراكم تدريجياً عبر تفاصيل صغيرة : قرارات مالية غير متفق عليها، تدخلات عائلية، توزيع غير متوازن للأدوار، ضغوط اقتصادية، أو تغييرات مفاجئة في مسار الحياة، إلى أن تتحول هذه العناصر إلى توتر كبير. من هنا، يمكن للتكوين المسبق أن يفتح نقاشاً حول هذه القضايا قبل أن تتحول إلى أزمات حقيقية يصعب التحكم فيها.

ويفترض أن يشمل هذا التكوين محاور واضحة مثل الحقوق والواجبات داخل الزواج، وتدبير المال المشترك، وتقاسم المسؤوليات المنزلية، والصحة الإنجابية، وتربية الأطفال، وحدود تدخل العائلات، إضافة إلى مناقشة موضوع العنف الأسري بشكل صريح.

بقلم عدنان بنشقرود



ومن البديهي أن هذا الواقع المتردي الذي تتناسل فيه العوائل المظلمة وتتراكم فيه الخسائر المادية والمعنوية لا يستطيع أن يستمر على حاله دون أن يأتي على ما تبقى من مقومات المجتمع المتماسك وثوابته الراسخة. يتجاوز الأمر مجرد أفراد يطمحون إلى تحسين وضعهم المادي بطرق ملتوية واحتيال صريح ليصل إلى ظاهرة هيكلية تنخر جسد الأمة وتعطل عجلة تنميتها الاقتصادية والاجتماعية. ترك الحبل على الغارب لكل من أراد أن يمارس الطب أو الصداقة أو الهندسة أو التوجيه النفسي دون أن يدلي بما يثبت أهليته وكفاءته الأكاديمية يعكس تقصيرا بينا وتهاوننا صريحا في حماية الصالح العام وحماية الوطن.

يشكل غياب الضبط الإداري وتراخي آليات المراقبة والتتبع وضعف المحاسبة القانونية العوامل الأساسية التي مهدت الطريق لظهور هذه النسخ المشوهة من المدعين وفتحت أمامهم أبواب العيب بمقدرات الأمة وأرواح أبنائها ليبقى المواطن البسيط الضحية الأولى والأخيرة في غابة يسيطر عليها من يجيد اقتناص الفرص وتزييف الحقائق بعيدا عن مسالك العلم والعمل الجاد. تنهض الأمم وترتقي بالعلم الصحيح والمهارة المكتسبة والتقاليد المهنية الصارمة التي تحفظ لكل ذي حق حقه وتضع المصلحة العامة فوق كل اعتبار. يضع تقاعس المؤسسات الرسمية عن تطبيق مقتضيات القوانين المنظمة للحرف والمهن وامتناعها عن تفعيل الرقابة البعدية والقبليّة الأجهزة المعنية في موضع المساءلة التاريخية والأخلاقية أمام أجيال تنشأ في بيئة اختلط فيها الحابل بالنابل واستوى فيها العالم النحرير مع الجاهل المتعالم المنحرف.



حميد ديكابريو



بقلم:
برعلا زكريا

ظهر بيننا فجأة الكوتش النفسي المزيف الذي يبيع الوهم للمحبتين ويدعي معالجة الإدمان واللاضطرابات العميقة بكلمات جوفاء وعبارات مستوردة تضاعف حجم المأساة وتعمق جراح النفوس المتعبة، وظهر كذلك خبير التغذية الذي يصف خلطات عشبية سرية يشفي بها الأمراض المستعصية فتنتهي وصفاته بكارث صحية تورد أصدابها موارد الهلاك السريع.

يستغل هؤلاء الدجالون الجدد حاجة الناس الماسة والبحث المضني عن الوثائم والسلام الداخلي وسط ضغوط الحياة المعاصرة، فيسوقون لهم بضاعة كاسدة لا تستند إلى علم صحيح ولا إلى تجربة موثقة محققين أربابا خيالية ومراكمين ثروات طائلة تتجاوز ملايين الدراهم على حساب آلام المرضى ومعاناتهم المكتومة وضعف بصيرتهم.

ولا عجب أن يمتد هذا العبث المجتمعي إلى مهن تقنية وعلمية لا تحتمل أدنى هامش للخطأ البشري، فقد بتنا نسمع في مجالسنا ومحاكمنا عن أطباء منتحلين يرتكبون أخطاء طبية فادحة تكلف المرضى حياتهم الغالية أو تتركهم بعاهات مستديمة تلازمهم طوال أعمارهم، وعن صيادلة يوزعون أدوية مغلوطة تضاعف العلة بدل أن تشفيها متجاهلين أصول الصنعة ومقاصدها العلاجية الدقيقة. نرى في زوايا الشوارع تقنيين وميكانيكيين يتدخلون لإصلاح أعطاب المركبات بجهل مركب فيفسدون ما حاولوا إصلاحه لتكون النتيجة المباشرة حوادث سير مميتة تحصد سنويا ما يقارب 3500 قتيل وتخلف المآسي والأحزان في بيوت الآمنين. أحق هذا؟ أم الحق شيء آخر هو أن غياب التكوين الرصين واستسهال المهن الدقيقة قد حول حياة المواطن إلى حقل تجارب مفتوح يمارس فيه المتطفلون هواياتهم المدمرة وتجاربهم الفاشلة دون حسيب أو رقيب يجرهم أو يردعهم عن غيهم المبين.

من بين روائع الممثل ليوناردو ديكابريو فلم Catch Me If You Can حيث تمكن البطل من انتحال مهن مختلفة دون أن ينكشف أمره. هذا الدور الذي جسده ديكابريو ببراعة نجده اليوم في واقعنا المعيش بشكل غريب، فما يكاد المرء يعود إلى رشده من خيال السينما حتى يصطدم بجيش عرمرم من المنتحلين الذين يصلون ويجولون في مختلف مرافق الحياة اليومية تاركين خلفهم الروع والجزع ومحققين أعظم الغنائم في مجتمع غابت عنه صرامة الرقابة واعتلاه قانون الغاب وتراخت فيه قبضة المحاسبة والمساءلة.

فأما قطاع الصحافة والإعلام وأما ما يشهده من تسيب وانفلات خطير فحدث عنه ولا حرج، فقد أتاح الانفجار الرقمي المهول لكل من هب ودب أن ينصب نفسه مدير نشر أو مراسلا صحفيا يوجه الرأي العام ويتحكم في مزاجه وهو لم يطلأ يوما مدرجات المعاهد العليا ولم يتلق أبسر المبادئ في أخلاقيات المهنة وتاريخها المجيد.

يتجاوز هذا التطاول السافر حدود التطفل المعرفي والسطحية الفكرية ليمتد نحو تدمير ممنهج لرسالة الصحافة النبيلة وغاياتها التنويرية، حيث يفرز هذا العبث محتوى رديئا يضرب في صميم الأخلاقيات وينعش مستنقع الابتزاز والانتفاع المادي مرسحا خطابا شعبويا مضللا يعتمد نشر الإشاعات وتشويه الحقائق وتصفية الحسابات الضيقة. وإذا سقط في يده أو ووجه بالحجة الدامغة والدليل القاطع أخذ يجمجم بكلمات لا تستقيم وعبارات متناقضة محاولا إخفاء جهله العميق خلف شعارات حرية التعبير، بينما المهنة الحقيقية وأصدابها الشرعيون يقفون كاسفي البال أمام هذا الانهيار المريع الذي أطاح بوقار الكلمة ومصداقية الخبر وأحال السلطة الرابعة إلى مرتع خصب لمن لا مهنة له يسرح فيه ويمرح بلا قيد ولا شرط.

يكفي أن تتأمل ما تفرزه مئات المواقع الإخبارية غير المرخصة من محتويات بائسة لندرك حجم الكارثة التي ألمت بالوعي المجتمعي جراء هذا التسيب الذي لم يترك لغة إلا أفسدها ولا حقيقة إلا شوه معالمها.

على أن آفة الانتحال والتزوير لم تقف عند حدود الكلمة المكتوبة أو المرئية بل امتدت بقوة لتعبث بعقول الناس وأجسادهم ومصايرهم في ظل فوضى المنصات التواصلية التي أفرزت طوابير طويلة من المدعين الذين يوزعون النصائح ذات اليمين وذات الشمال كأنهم يملكون مفاتيح الغيب وأسرار الشفاء.

المغرب في صدارة التصنيع الإفريقي: محددات الريادة وتحديات الاستدامة

بقلم: عزيز رباح



التحفيزات المتعددة والمتجددة: وتشمل توفير العقار بأسعار عموماً مقبولة والدعم المالي لنسبة من حجم الاستثمار وبعض الإعفاءات الضريبية ودعم توظيف الموارد البشرية، وتشجيع التصدير ...

- البنية التحتية واللوجستية: استثمرت المملكة بشكل كبير في البنية التحتية من موانئ ومطارات وطرق سياره وشبكات كهرباء وماء، وفي مقدمتها ميناء طنجة المتوسط، الذي أصبح منصة لوجستية محورية في حوض البحر الأبيض المتوسط. وقد ساهم ذلك في تقليص كلفة النقل وتعزيز ربط النسيج الصناعي الوطني بالأسواق الدولية.

- المنظومات الصناعية المندمجة: اعتمد المغرب مقارنة تقوم على إرساء منظومات صناعية مدمجة تجمع بين الشركات العالمية والمقاولات الوطنية والموردين المحليين، إلى جانب شركات الخدمات المساندة، ما عزز ترابط النسيج الصناعي ورفع تنافسيته.

- تنوع القاعدة الصناعية: من خلال تطوير منظومات صناعية متعددة ذات محتوى تكنولوجي متفاوت. ويشمل هذا التنوع صناعة السيارات ومكوناتها، وصناعة الطيران، إلى جانب الصناعات الميكانيكية الدقيقة والمعادن والنسيج والجلد والصناعات الغذائية التحويلية. هذا بالإضافة إلى صناعات مرتبطة بالطاقة والانتقال الطاقي، مثل بطاريات السيارات الكهربائية، والهيدروجين والأمونيا الخضراء؛ وأيضاً الصناعات الدوائية والبيوتكنولوجية، والصناعات الكيماوية المرتبطة بالفوسفات والأسمدة.

- الرأس المال البشري: حيث تم تطوير منظومة التعليم العالي والتكوين المهني عبر مؤسسات متخصصة في القطاعين العام والخاص، مما ساهم في توفير كفاءات شابة ومؤهلة تستجيب لاحتياجات الاستثمار الصناعي.

أصبح التحول الصناعي في إفريقيا أحد أبرز مؤشرات التطور الاقتصادي في القارة وتشكيل خريطة القوى الاقتصادية فيها. وفي هذا السياق، يسلط "مؤشر التصنيع في إفريقيا" الصادر عن البنك الإفريقي للتنمية الضوء على دينامية جديدة تعيد رسم خارطة النفوذ الصناعي بالقارة.

ويبرز المغرب كفاعل صاعد استطاع خلال العقود الأخيرة بناء قاعدة صناعية متقدمة ومندمجة، مكّنته من تصدر التصنيع الإفريقي في الأداء الصناعي. غير أن هذا التقدم، رغم أهميته الكبرى، يدعو إلى العمل على تعزيز الجاذبية الاستثمارية في أفق ترسيخ السيادة الصناعية.

فالقوة الصناعية اليوم لم تعد تقاس بحجم الاستثمارات المستقطبة فقط، بل بمدى القدرة على إنتاج التكنولوجيا، وتوطين القيمة المضافة، والتحكم في جزء منها، وتوزيع ثمار النمو اجتماعياً ومجالياً.

أولاً: سياق الريادة الصناعية المغربية

جاء هذا التقدم ثمرة رؤية استراتيجية ممتدة لأزيد من ثلاثة عقود تجددت معها المخططات ونقلت الاقتصاد الوطني من الاعتماد الكبير على الفلاحة وتقلبات التساقطات المطرية إلى اقتصاد صناعي متنوع ومندمج في سلاسل القيمة العالمية.

وقد جاءت جنوب إفريقيا في المرتبة الثانية، تلتها مصر ثالثاً بفضل تنوع نسيجها الإنتاجي، ثم تونس رابعاً بفضل تطورها في الصناعات الإلكترونية والميكانيكية الدقيقة، والجزائر خامساً اعتماداً على قطاع البتروكيماويات، ويعكس هذا الترتيب حضوراً قوياً لدول شمال إفريقيا، التي تستحوذ مجتمعة على أكثر من نصف الأداء الصناعي للقارة.

أما باقي المراتب، فتشمل موريشيوس ونيجيريا وكينيا وغانا وساحل العاج، بما يؤكد اتساع قاعدة التصنيع داخل القارة بوتيرة متنامية.

ويعرض هذا المقال بعض خلاصات التقرير التي يجب أن تؤخذ بعين الاعتبار، ولا سيما فيما يتعلق بالتحديات التي يواجهها النموذج الصناعي الوطني.

ثانياً: عوامل الريادة الصناعية للمملكة

يرتكز هذا الأداء على مجموعة من العوامل المتكاملة التي شكّلت أساس التحول الصناعي المغربي. ومن أهمها مايلي:

- الاستقرار والاستمرارية المؤسسية: استفاد المغرب من استقرار سياسي ومؤسسي مهم، ومن رؤية اقتصادية بعيدة المدى تتجاوز التغيرات الحكومية، ما منح المستثمرين المحليين والأجانب وضوحاً أكبر في استمرارية السياسات العمومية والإطارين القانوني والضريبي.

ازدهار الأثرياء في المغرب: مؤشرات نمو أم اتساع للفجوة الاجتماعية؟



بقلم
سارة البوفوفي

ومن زاوية أخرى، يمكن القول إن بروز طبقة من الأثرياء ليس في حد ذاته مؤشراً سلبياً، بل قد يكون علامة على حيوية الاقتصاد وقدرته على خلق القيمة. غير أن الإشكال لا يكمن في وجود الثروة، بل في مسار تشكلها وتوزيعها. فالثروة التي تتولد في سياق تنافسي شفاف وعادل، وتُعاد ضخها في الاقتصاد عبر الاستثمار والإنتاج، تختلف جذرياً عن ثروة تتراكم في بيئات يغلب عليها ضعف الرقابة أو محدودية المنافسة.

وهنا يبرز دور الدولة كفاعل توازني لا يمكن الاستغناء عنه. فالسوق، رغم كفاءته في إنتاج الثروة، لا يضمن وحده العدالة في توزيعها. لذلك، يصبح التدخل العمومي عبر سياسات جبائية عادلة، واستثمار اجتماعي قوي، ودعم مباشر للفئات الهشة، ضرورة وليس خياراً. إن غياب هذا التوازن قد يؤدي إلى تكريس اقتصاد ثنائي: فئة قليلة تملك وتستثمر وتراكم، مقابل أغلبية تكثف بالاستهلاك المحدود أو تعيش على هامش الدورة الاقتصادية.

وفي السياق المغربي، تزداد أهمية هذا النقاش بالنظر إلى التفاوتات المجالية الواضحة بين المدن الكبرى والمناطق القروية أو شبه الحضرية، حيث لا تزال فرص التنمية غير متكافئة. فحين يتركز جزء كبير من الثروة في محاور حضرية محددة، فإن ذلك يخلق نوعاً من "التمركز الاقتصادي" الذي قد يضعف العدالة الترابية ويحد من فعالية النمو على المستوى الوطني الشامل.

وعليه، فإن ارتفاع عدد الأثرياء في المغرب يجب ألا يُقرأ كغاية في حد ذاته، بل كمؤشر ضمن منظومة أوسع تحتاج إلى التوازن. فالقيمة الحقيقية لأي نموذج تنموي لا تُقاس بعدد المليونيرات، بل بقدرته على تحويل الثروة إلى رفاه جماعي، وإلى فرص متكافئة، وإلى مجتمع أكثر تماسكاً.

في النهاية، يمكن القول إن المغرب يقف اليوم أمام مفترق طرق اقتصادي مهم: إما ترسيخ نموذج نمو يراكم الثروة دون ضمان توزيع عادل لها، أو التوجه نحو نموذج أكثر شمولاً، يجعل من العدالة الاجتماعية جزءاً بنوياً من عملية خلق الثروة نفسها، لا مجرد نتيجة لاحقة لها.

تشهد المملكة المغربية خلال السنوات الأخيرة تحولات اقتصادية عميقة، لم تعد تقتصر على مؤشرات النمو الكلاسيكية، بل امتدت لتنعكس على البنية الاجتماعية نفسها، من خلال تسجيل ارتفاع ملحوظ في عدد الأشخاص ذوي الثروات الكبيرة، وهو ما يجعل المغرب ضمن الدول الإفريقية الأسرع نمواً في هذه الفئة. غير أن هذا المعطى، رغم ما يوحي به من ازدهار، يظل بحاجة إلى قراءة نقدية متأنية تتجاوز الانبهار بالأرقام نحو مساءلة مدلولاتها الحقيقية وحدودها الاجتماعية.

من الناحية الاقتصادية، لا يمكن إنكار أن المغرب عرف خلال العقد الأخير دينامية لافتة في تنوع مصادر الثروة. فقد ساهمت الإصلاحات التدريجية في مناخ الأعمال، وتطوير البنيات التحتية، واستقطاب الاستثمارات الأجنبية، في خلق فضاءات اقتصادية جديدة. كما برزت قطاعات واعدة مثل الخدمات المالية، والعقار، والصناعات التصديرية، والاقتصاد الرقمي، وهي قطاعات بطبيعتها قادرة على توليد ثروات سريعة ومتراكمة. ويضاف إلى ذلك صعود فاعلين اقتصاديين جدد استفادوا من فرص السوق الداخلية والإقليمية، في سياق يتسم بانفتاح متزايد على الاقتصاد العالمي.

غير أن هذا التوسع في إنتاج الثروة يطرح سؤالاً محورياً: هل النمو في عدد الأثرياء يعكس بالضرورة تحسناً عاماً في الرفاه الاجتماعي؟ هنا تحديداً يبدأ الجانب الحجاجي في التفكك، لأن الارتباط بين تراكم الثروة لدى فئة محدودة وبين تحسن شروط عيش الأغلبية ليس ارتباطاً آلياً. فالتجارب الاقتصادية المقارنة تُظهر أن ارتفاع المؤشرات المالية قد يترافق أحياناً مع اتساع الفوارق الاجتماعية إذا لم تُفعّل آليات إعادة التوزيع بشكل فعال وعادل.

ومن ثم، يصبح من الضروري التمييز بين نوعين من النمو: نمو كمي يعبر عنه ارتفاع حجم الثروات وعدد الأثرياء، ونمو نوعي يُقاس بمدى انعكاس هذه الثروات على تحسين الخدمات العمومية، وتوسيع الطبقة الوسطى، وتقليص الفوارق المجالية والاجتماعية. وإذا كان المغرب قد حقق تقدماً في النوع الأول، فإن الثاني لا يزال يطرح تحديات بنيوية عميقة، تتعلق أساساً بضعف العدالة الجبائية، وتفاوت فرص الولوج إلى التعليم الجيد، والصحة، والشغل اللائق.

ومن هذا المنطق ، تطرح تساؤلات متزايدة حول مستقبل مكانة الإتحاد الأوروبي في النظام الدولي الجديد. صحيح ان الإتحاد ما زال يمثل قوة ، وليمكن تهميشها بالرغم من آثار الحرب الأوكرانية على اقتصاده وتماسكه . فالتحدي الكبير الذي يواجه الإتحاد يكمن في مدى قدرته على التحول من قوة اقتصادية إلى فاعل جيوسياسي موحد قادر على اتخاذ قرارات استراتيجية مستقلة في عالم يشهد تصاعد المنافسة الشرسة بين القوى العظمى.

وبخصوص حلف شمال الأطلسي الذي يشهد اليوم مجموعة من التحديات البنيوية التي باتت تطرح تساؤلات جدية حول تماسكه وقدرته على الحفاظ على وحدة مواقفه الاستراتيجية.

وقد برز هذا التباين في ترتيب الأولويات الأمنية ، بشكل أوضح في ظل الأزمات الأخيرة ، حيث لم تعد المواقف داخل الحلف متجانسة كما كانت في السابق ، بل أصبحت تخضع لحسابات وطنية أكثر ، خصوصا في ما يتعلق بالعلاقة مع روسيا وإدارة الحرب في أوكرانيا ، ومستقبل التوازنات في الفضاء الأوروبي الأطلسي. كما أن اختلاف الرؤى بين الولايات المتحدة وبعض الدول الأعضاء حول تقاسم الأعباء الدفاعية وحدود الإلتزام العسكري خارج المجال الجغرافي التقليدي للحلف ، زاد من حدة النقاش حول مستقبل التماسك لهذه المنظمة .

ومع ذلك فإن الحلف ما زال يركز على مصالح استراتيجية عميقة تجمع بين أعضائه ، خاصة في مواجهة التحولات الجيوسياسية وصعود قوى دولية منافسة . لكن المؤكد أن الحلف لم يعد ذلك الكيان المتجانس الذي يتحرك بمنطق واحد . وهو ما يعكس التحولات التي يعرفها النظام الدولي نحو مزيد من المرونة والسيولة .

وفي هذا الإطار يندرج موقع المملكة المغربية كفاعل إقليمي صاعد ، يتبنى مقاربة براغماتية تقوم على تنويع الشراكات وتعدد الانفتاح الاستراتيجي ، سواء في علاقاته مع الفضاء الأوروبي او مع الولايات المتحدة او مع روسيا ومع قوى صاعدة في آسيا وأفريقيا.



لقد تمكن المغرب من ترسيخ موقعه كجسر استراتيجي بين أوروبا وأفريقيا، وعزز موقعه استنادا إلى انفتاحه الاقتصادي واستقراره السياسي وتنوع عقيدته الدبلوماسية ومن قدرته على تحويل التحولات الدولية إلى فرص لتعزيز جاذبيته الاقتصادية والدبلوماسية.

فالعالم يتجه نحو تعددية قطبية تتزايد فيها أدوار قوى فرضت وجودها كالصين والهند إلى جانب قوى صاعدة نجحت في توظيف مرونتها الاستراتيجية لتعزيز حضورها الدولي .

ان الدول الصاعدة التي تملك القدرة على قراءة التحولات الدولية واستباق اتجاهاتها والتكيف السريع معها ستكون الأوفر حظا في ربح رهانات المرحلة ، أما تلك التي تكتفي برحود الفعل فتجد نفسها مضطرة للتكيف مع مستقبل يصنع الآخرون .

فالقوة في النظام الدولي الجديد لن تقاس فقط بحجم الموارد أو القدرات العسكرية ، بل أيضا بسرعة التكيف ، ومرونة القرار السياسي ، والقدرة على بناء شراكات متعددة ومتوازنة مع مختلف مراكز النفوذ العالمية.

من التحالفات التقليدية إلى الشراكات المرنة في هندسة النظام الدولي الجديد

الدكتور إدريس قريش



وهذه المرونة أصبحت إحدى أهم مصادر القوة في البيئة الدولية الجديدة. ومن منظور استشرافي، فإن العالم سيشهد انتقالا تدريجيا من عصر التحالفات الدائمة إلى عصر الشراكات المتغيرة، ومن منطق الكتل المغلقة إلى منطق شبكات النفوذ المفتوحة.

وبذلك يصبح تراجع صلابة التحالفات التقليدية وتقليصها، وصعود الدول المرنة القادرة على إدارة التوازنات الدولية، أحد أهم العناوين المفسرة للتحويلات التي تعيد اليوم تشكيل هندسة المشهد الدولي وتحدد ملامحه.

ومن خلال تجربتي الدبلوماسية، ومواقفتي المباشرة للتحويلات التي عرفها النظام الدولي منذ نهاية الحرب الباردة وسقوط الإتحاد السوفياتي إلى المرحلة الراهنة، أتيت لي فرصة استيعاب الكثير من ديناميات التغيير التي تعيد اليوم رسم موازين القوى العالمية. وقد عززت هذه التجربة، قناعتني بأننا أمام مرحلة انتقالية تاريخية تتراجع فيها صلابة التحالفات التقليدية لصالح أنماط أكثر مرونة وسيولة في إدارة العلاقات الدولية. حيث أصبحت القدرة على التكيف وحسن قراءة المتغيرات وتعدد الشراكات، عوامل حاسمة في تحديد مكانة الدول وتموقعها داخل النظام الدولي الجديد.

ومن هنا بدأت تتبلور ملامح نظام دولي مختلف، لا تقوم فيه القوة حصريا على التحالفات الكلاسيكية، بل على القدرة على بناء شبكات واسعة ومتعددة من المصالح والشراكات والنفوذ. فالدول التي تمتلك هامشا أكبر من الحركة والمناورة أصبحت أكثر قدرة على الاستفادة من التنافس بين القوى الكبرى وتحويله إلى فرص اقتصادية واستراتيجية تخدم أهدافها الوطنية.

وفي هذا السياق، فإن الرهان الحقيقي سيكون بين الدول الكبرى والدول الصاعدة التي تمكنت من فهم التحويلات الجارية والتكيف معها.

فالتاريخ يعلمنا أن موازين القوى لا تتغير فقط بسبب صعود قوى جديدة، بل وبالخصوص بسبب عجز قوى قائمة على استيعاب التحويلات العميقة التي تعيد تشكيل البيئة الدولية.

إذا كانت التحالفات الإقتصادية والأمنية الكبرى قد شكلت منذ نهاية الحرب العالمية الثانية الركيزة الأساسية التي قام عليها النظام الدولي، فإن التحويلات الجيوسياسية والإقتصادية المتسارعة التي يشهدها العالم اليوم بدأت تعيد طرح أسئلة جوهرية حول مستقبل هذه التحالفات وقدرتها على الاستمرار بالفاعلية نفسها التي ميزت العقود السابقة.

لقد تأسست التحالفات التقليدية في سياقات تاريخية محددة، فرضتها الحرب الباردة وما تميزت به من الاستقطاب في إطار الصراع الإيديولوجي الحاد بين الشرق والغرب، حيث كانت المصالح الاستراتيجية للدول الأعضاء متقاربة إلى حد كبير. غير أن المتغيرات الدولية الراهنة أفرزت واقعا مختلفا، أصبحت فيه المصالح الوطنية أكثر تعقيدا وتباينا، الأمر الذي انعكس بشكل مباشر على تماسك هذه التحالفات وقدرتها على اتخاذ مواقف موحدة تجاه القضايا الدولية.

وقد كشفت الأزمات الدولية الأخيرة، وفي مقدمتها الحرب الأوكرانية و التوازنات المتصاعدة في الشرق الأوسط و الصراع الأمريكي الصيني، عن وجود تصدعات و تباينات واضحة في الرؤى والمصالح داخل العديد من التكتلات السياسية والاقتصادية والأمنية. فالدول الأعضاء لم تعد تنظر إلى التحديات من الزاوية نفسها، بل أصبحت تفضل تغليب مصالحها الوطنية على الإلتزامات الجماعية، وهو ما أدى إلى تراجع درجة الانسجام التي كانت تميز هذه التحالفات في السابق.

وفي المقابل برزت قوى إقليمية ودول صاعدة pays émergents اختارت نهجا مختلفا يقوم على المرونة الاستراتيجية وتنويع الشراكات وعدم الانحياز لمحور دولي واحد. فهذه الدول تدرك أن عالم اليوم لم يعد يسمح بالاصطفافات الجامدة، وان حماية المصالح الوطنية تقتضي الانفتاح على مختلف مراكز القوة والتفاعل معها وفق منطق براغماتي تحكمه المصالح المتبادلة لا الاعتبارات الإيديولوجية.

لقد أصبح من الممكن لدولة واحدة أن تطور علاقاتها الإقتصادية مع الصين، وتحافظ في الوقت ذاته على شراكاتها الأمنية مع الولايات المتحدة الأمريكية، وان تنسج علاقات استثمارية وتجارية مع أوروبا، دون ان تجد نفسها ملزمة بالانخراط الكامل في اي محور من هذه المحاور.

بعيداً عن سردية النظام... المجتمع الإيراني على حافة الهاوية

استقرار أي بلد لا يقاس فقط بغياب الحرب في شوارعها، بل بقدرته على أن يمنح مواطنيه سبباً للبقاء والأمل. وهذا بالضبط ما يبدو أن إيران تخسره كل يوم، بعيداً عن الشعارات والبروباغندا.

تجدد المواجهة بين الولايات المتحدة الأميركية وإيران على خلفية الفشل غير المعلن للمفاوضات بين الجانبين، يكشف أن زمن الأزمة لا يزال ممتداً وأن الحرس الثوري يمضي في حرب "مقدسة" تُوَطرها سردية قاتلة مدركة أنها فقدت كثيراً من قدرتها على التعبئة الداخلية.

لذلك اختار النظام الإيراني مواجهة الداخل بأكثر أشكال الرقابة والضغط مع فائض من العنف استعدت له ميليشيات عقائدية من الخارج لتعزيز قوات الباسيج.

المجتمع الإيراني في لحظات طويلة صور على أنه مستسلم لسطوة نظام عقائدي، وأنه منشغل بالحياة اليومية في تفاصيلها الصغيرة تحت ضغوط الحصار والأزمات الدورية، لكن قبل الحرب أظهر المجتمع الإيراني قدرة كبيرة على التعبئة سواء من خلال المظاهرات أو المطالب التي رفعت والتي مست جوهر بنية النظام وأطروحته العقائدية والبيدولوجية.

ظروف الحرب الجارية أظهرت أن الاهتمام الأكبر انصب على العمليات العسكرية ومستقبل النظام الإيراني، وآثار الحرب الاقتصادية ومآلات النظام الإقليمي، لكن قليلاً ما تم الالتفات إلى المجتمع الإيراني وتداعيات الحرب عليه في ظل لجوء النظام إلى عملية إنكار واسعة.



بقلم :
عادل بن حمزة

وعزل كلي للبلاد عن العالم الخارجي من خلال حجب الإنترنت لأسابيع طويلة، لكن رفع الحجب الجزئي، الذي تم قبل أيام، كشف جزءاً من حقيقة الوضع الداخلي الإيراني. فقد أظهرت تقارير المعارضة الإيرانية أن الأزمة في إيران لم تعد مجرد أرقام تقرأ في التقارير الاقتصادية، ولا مجرد عقوبات على النظام تناقش في أروقة الدبلوماسية، بل إن ما يجري خلف هذه العناوين هو انهيار هادئ لنسيج اجتماعي بالكامل، يطال هذه المرة ليس الفقراء وحدهم، بل الطبقة الوسطى التي طالما كانت صمام الأمان في المجتمع الإيراني.



نزار بركة يرسم ملامح إصلاح اقتصادي جديد يقوم على تفعيل الدولة الضابطة لممارسة المضاربة وضبط الأسعار

بقلم :
عائشة بوسكين



في المقابل، يواجه الفلاح المغربي ارتفاعاً متواصلًا في كلفة الإنتاج المرتبطة بالأسمدة والطاقة والبذور والنقل، ما يقلص هامش ربحه بشكل كبير ويدفعه في كثير من الأحيان إلى بيع محصوله في ظروف غير متكافئة. هذه الوضعية تجعل الحلقة الأولى من الإنتاج الحلقة الأضعف داخل سلسلة طويلة، في حين تتحول الكلفة المرتفعة في المراحل الأخيرة إلى عبء مباشر على المستهلك النهائي

الدولة كفاعل ضابط وإعادة هندسة مسارات السوق

لمواجهة هذا الاختلال، يطرح التصور الذي يدافع عنه نزار بركة فكرة إعادة تموقع الدولة داخل المنظومة الاقتصادية، ليس كفاعل يحدد الأسعار بشكل مباشر، بل كمنظم يعيد ضبط قواعد الاشتغال داخل السوق. الهدف هنا هو الانتقال من منطق ترك السوق يعمل بشكل تلقائي إلى منطق تنظيم ذكي يحد من الاختلالات البنوية دون المساس بمبدأ المنافسة.

ويقوم هذا التوجه على فكرة إعادة هندسة مسارات التوزيع عبر آليات مؤسسية حديثة، من شأنها تقليص النفوذ غير المنتج للوسطاء وإعادة ربط الفلاح بالمستهلك عبر قنوات أكثر شفافية. كما يندرج ضمن هذا التصور تطوير البنية اللوجستية وسلاسل التبريد والتخزين، بما يسمح بتقليص الفاقد الفلاح وتخفيف الضغط الموسمي على الأسعار

القدرة الشرائية كمؤشر لاختلال التوازن الاجتماعي

من زاوية أعمق، لا تبدو القدرة الشرائية مجرد مؤشر اقتصادي تقني، بل تعبيراً عن توازن اجتماعي هش يتعرض لضغط متزايد. فارتفاع نسبة الإنفاق على الغذاء داخل ميزانيات الأسر، وتراجع القدرة على الادخار، يعكسان تحولاً تدريجياً في نمط العيش يضع الطبقة المتوسطة والفئات الهشة في موقع أكثر هشاشة أمام الصدمات الاقتصادية. ومن هذا المنظور، تصبح أزمة الأسعار مرآة لاختلالات أوسع تمس توزيع الثروة داخل المجتمع، وليس فقط دينامية العرض والطلب. وهو ما يجعل النقاش حول القدرة الشرائية نقاشاً يتجاوز الاقتصاد ليصل إلى أسئلة العدالة الاجتماعية والتماكك المجتمعي

بين منطق السوق ومنطق التنظيم : معادلة قيد التشكل

إجمالاً، يضع هذا النقاش النموذج الاقتصادي المغربي أمام مفترق طرق بين استمرار منطق السوق المفتوحة دون ضوابط كافية، وبين تبني مقاربة تنظيمية أكثر توازناً تضمن حماية الفاعلين الضعفاء داخل السلسلة الاقتصادية. وبين هذين الخيارين، يتمحور الرهان حول بناء سوق قادرة على خلق الثروة دون إعادة إنتاج الاختلالات نفسها. وبهذا المعنى، يمكننا قراءة الخطاب الاقتصادي المرتبط بنزار بركة ليس كخطاب ظرفي، بل كمحاولة لإعادة تعريف دور الدولة داخل الاقتصاد، وإعادة طرح سؤال العدالة في قلب النقاش حول النمو والتنمية.

في سياق يتسم بتصاعد النقاش العمومي حول الغلاء وتراجع القدرة الشرائية، يقدم الخطاب الاقتصادي للأمين العام لحزب الاستقلال نزار بركة مقاربة تعتبر أن الأزمة الحالية لا تختزل في تقلبات ظرفية أو عوامل مناخية فقط، بل تعكس اختلالاً أعمق في بنية السوق المغربية، خاصة على مستوى التوزيع والوساطة. ويقوم هذا التصور على فكرة أساسية مفادها أن الأسعار لم تعد تعكس دائماً القيمة الحقيقية للمنتجات، بقدر ما تعكس توازنات غير شفافة داخل سلاسل طويلة من الوسطاء

اختلال السوق بين الوساطة والمضاربة وإعادة إنتاج الفوارق

يظهر الطرح الذي قدمه نزار بركة أن شبكة التوزيع تحولت تدريجياً من آلية لتنظيم تدفق السلع إلى فضاء تتضخم داخله هوامش الربح بشكل غير متناسب مع القيمة المضافة الحقيقية. فبدل أن يؤدي الوسطاء دوراً تقنياً يضمن توازن العرض والطلب، أصبحت بعض الحلقات تمارس وظيفة تضخيم الأسعار عبر تعدد مستويات إعادة البيع، ما يؤدي إلى انفصال واضح بين كلفة الإنتاج والسعر النهائي الذي يؤديه المستهلك.

هذا الوضع لا يخلق فقط خللاً اقتصادياً، بل يعيد إنتاج الفوارق داخل السوق نفسها، حيث يصبح الفلاح في موقع ضعيف لا يستفيد من القيمة الحقيقية لمنتوجه، بينما يتحمل المستهلك عبء أسعار مرتفعة لا تعكس الواقع الإنتاجي. وبين هذين الطرفين، تتوسع مساحة الأرباح الوسيطة، بما يعزز الإحساس العام بغياب العدالة في توزيع القيمة داخل السلسلة الاقتصادية

هشاشة سلاسل التوزيع وضغط كلفة الإنتاج على الفلاح

إلى جانب إشكالية الوساطة، يسلط هذا التحليل الضوء على هشاشة البنية التجارية التي تنظم حركة المنتجات الفلاحية، حيث لا تمر نسبة مهمة من السلع عبر قنوات منظمة وشفافة، بل عبر مسارات غير مهيكلة تفتقر إلى الرقابة الفعلية. هذا الوضع يضعف قدرة الدولة على تتبع تشكل الأسعار، ويجعل السوق عرضة لتقلبات غير مبررة تغذيها المضاربة وغياب المعايير الموحدة.

ثم يأتي نظام التقاعد لبيع الأجير وهما إضافيا براحة متأخرة بعد 60 عاما من الشقاء المتصل حيث يقتطع النظام جزءا من جهد الشاب ليصرفه له شيئا هزيلا لا يقوى على الاستمتاع بشيء منتظرا منيته في صمت مقيت بعد أن استنزفت الرأسمالية المتوحشة كامل صلاحيته كمستهلك وفي السلع والخدمات.

يقف كبار المستفيدين من هذه المنظومة الاقتصادية الجبارة بعيدا جدا عن هذا القفص المصطنع فهم لا يركضون في البكرات الدوارة ولا يرهنون حيواتهم لمؤسسات الائتمان بل يراقبون من أبراجهم العاجية دوران العجلة التي تضخ الثروات الهائلة في حساباتهم المكدسة.

وما المدارس والمصانع والأبنك والمستشفيات سوى حلقات مترابطة في سلسلة استعباد حديثة صممت بدهاء سوسولوجي بالغ لتفريغ الإنسان من غايته الوجودية.

وإذا سولت لأحد نفسه التمرد على هذا النسق أو فكر مجرد التفكير في التوقف عن تدوير البكرة والخروج من القفص وجد في انتظاره ترسانة من القوانين الجزرية وأجهزة أمنية مسخرة بعناية لضبط الإيقاع.

فهذه الآليات والمؤسسات التي تدعي أنظمة الدول الحديثة تأسيسها لحماية الأفراد ورعاية مصالحهم ما هي في عمقها السحيق سوى سياج حديدي متين شيد لحماية النظام الرأسمالي وضمان استمراريته وزرع الخوف والرهبية في قلوب الموظفين لتبديد أي نزوع نحو التحرر الفعلي مبقية إياهم مجرد كائنات ميكانيكية تركز نحو نهايتها الحتمية دون أن تدرك يوما المعنى الحقيقي للحياة الحرة.

الموظف الهامستر

برعلا زكريا

الموظف الهامستر

يقضي الأجير البسيط زهرة عمره يلهث خلف سراب يحسه من عظيم الإنجازات وهو في حقيقة الأمر محض أوهام نسجت بمكر شديد لتستنزف طاقاته وتجعله عبدا طائعا لآلة استهلاكية لا ترحم.

تتأرجح حياة هذا العامل بين الكدح والأمل في بلوغ تفاهات يرتضي انتظارها بشغف كترقية إدارية بئس أو انتقال مهني من منطقة لأخرى كما هو حال موظفي التعليم وصولا إلى تحقيق ما يسمى مجازا بالحلم المغربي المتمثل في شقة سكنية وسيارة وزواج يثمر أبناء. وما هي إلا أن تنقضي سنوات الشباب حتى يدرك جحود الأيام فيجد نفسه مثقلا بالضنى والكمد بعد أن تبين متأخرا أن تلك الغايات التي أفسى فيها جسده لم تكن سوى طعم نصب بإحكام ليقضي خريف عمره ينفق ما تبقى من دربهات على أطباء وتحاليل وأدوية تسكن آلامه الجسدية وتخفف عنه وطأة التعب والإرهاق النفسي.

ومن المعلوم أن هذا الاستلاب الممنهج لم ينشأ صدفة في مجتمعاتنا بل يعود بجذوره العميقة وتأسيسه التاريخي إلى حقبة الثورة الصناعية بالولايات المتحدة الأمريكية حيث تم انتزاع الإنسان بعنف من حضن الطبيعة الهادئ وحياته الزراعية البسيطة التي كانت توفر له راحة البال ليزج به في أتون المصانع المظلمة وفق نظام الدوام اليومي الصارم.

فأما المجتمع القديم وأما ما كان يشهده من تضامن أسري فقد تم تفكيكه بدهاء بالغ لتدخل المرأة سوق العمل تلبية للجنح الرأسمالي المتصاعد ويتم ابتكار نظام المدارس النظامية لا لتربية النشء وتنقيفه كما يزعم الساسة وإنما لشغل الأطفال وحبسهم نهارا ريثما ينهي الأبوان دوامهما التشغيلي الشاق.

لتناسل بعد ذلك الاختراعات الاجتماعية لتكريس هذا النمط الخانق فظهرت الشقق السكنية الضيقة كعلب الكبريت لتكدس العمال وانتشرت مطاعم الأكل السريع لتوفير الوقت المهدر في الطبخ وكل ذلك يصب في غاية واحدة تضمن عودة الأجير في اليوم الموالي بكامل طاقته لخدمة الآلة الإنتاجية.

بقلم: برعلا زكريا



ليس هذا النظام الشيطاني مقصورا على استغلال الجهد البدني فحسب وإنما يتجاوز به إلى هندسة سيكولوجية تستلهم مشهد حمار الطاحونة الذي يدور معصوب العينين لتندفع الرحى في حركة متصلة ويتحول كدحه المضني وعرقه المتصبب إلى فائدة خالصة يجنيها من ربطه في ذلك المدار المغلق. على أن الرأسمالية الحديثة طورت هذا المشهد البدائي لتحول المواطن إلى ما يشبه قوارض الهامستر داخل قفص زجاجي يأكل ويشرب ويتزاوج ثم يركض بجنون داخل بكرة دوارة تمنحه وهما بالتقدم والانطلاق بينما هو مسمر في مكانه يولد الثروة والذهب لغيره.

دوام هذا الرخص العبيثي استوجب خلق آليات خفية تضمن ولاء الهامستر البشري وعدم تمرده فكان نظام الأبنك والقروض هو السلسلة الفولاذية التي تقيد عنق الموظف لعقود طوال. يتدفع الشاب في مقتبل العمر لاقتناء مسكن أو مركب عبر تمويل بنكي يمتد إلى 25 سنة فيرتهن مستقبله وتصادر حرته المطلقة في التبرم والسخط مسلما رقبته لفوائد ربوية تضاعف ثمن السلعة ليبقى أسيرا لدوام الإدارة خوفا من التشرد والضياع. أحق هذا؟ أم الحق شيء آخر هو أن هذه القروض المالية ليست سوى أداة عبقرية لاستعباد طوعي يجعل الموظف يحرس سجنه بنفسه ويدفع تكاليف زنزانتة من عرق جبينه.

تكتمل أركان هذه المتاهة الماكرة بأنظمة التعاضد الصحي والتقاعد التي تسوق للقطيع المنهك على أنها مكتسبات اجتماعية توفر الاستقرار والطمأنينة بينما هي في جوهرها أدوات صيانة لآلة الهامستر البشرية كي لا تتوقف عن الدوران. فنظام التغطية الصحية لا يهدف إلى إطالة عمر الإنسان حيا في سواد عينيه بل يسعى جاهدا للحفاظ عليه معافى بالقدر الذي يسمح له بالاستمرار في الاستهلاك ودفن الضرائب حتى إذا استهلكت قواه وبات عبئا ثقيل ترك ليواجه الخطوب والنوائب الصحية بما تبقى له من فتات المعاش.

By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE BOUSSOLE,

mais
elle
remet
le nord
dans
le débat.



Quand tout s'agite,
il faut encore savoir dans quelle direction penser.

WWW.LODJ.MA

السوق له وجه : ذلك الذي يخص المواطن الذي يدفع

مع اقتراب الاستحقاقات الانتخابية، بدأت الخطوط الإيديولوجية تعود تدريجياً إلى النقاش العمومي في المغرب، حيث لم تعد النقاشات بين الأمين العام لحزب الاستقلال ورئيس التجمع الوطني للأحرار مجرد سجل سياسي عابر، بل تحولت إلى تعبير عن سؤال أعمق: من يحمي المواطن عندما تتحول دينامية السوق إلى مصدر ضغط اجتماعي؟

غالباً ما يُنظر إلى السوق باعتباره آلية مجردة: منحنيات، هوامش، مؤشرات، تدفقات، أسعار. ومع ذلك، فكل ارتفاع في الأسعار وكل ضغط على القدرة الشرائية، توجد حياة يومية حقيقية. للسوق وجه: وجه الأب الذي يحسب قبل ملء سلة التسوق، ووجه الأم التي تغيّر عادات الاستهلاك، ووجه المتقاعد الذي يقلص نفقاته، ووجه الشاب الموظف الذي يكتشف أن راتبه الأول لم يعد كافياً...

هنا يلتقي الاقتصادي بالاجتماعي بشكل مباشر، لأن الأسعار ليست مجرد أرقام، بل تتحول إلى تجربة يومية وإلى تعب صامت وقلق يتسلل إلى النقاشات داخل البيوت وفي سلوك المستهلك وحتى في العلاقة مع المستقبل.

يشهد المغرب اليوم تحولات هادئة لكنها عميقة، حيث بدأت شريحة من الطبقة الوسطى تشعر بهشاشة جديدة. ليست فقراً مباشراً، بل تراجعاً تدريجياً في مستوى الراحة والوضوح والأمان الاقتصادي. المواطن يعمل أكثر في بعض الأحيان، لكنه يشعر أن مداخيله تفقد قيمتها بشكل أسرع مما يمكنه تعويضه.

وهذا الإحساس تحديداً هو ما يجعل النقاش حول قنوات التوزيع حساساً. فعندما يرى المواطنون الأسعار ترتفع بينما تبقى المداخل ثابتة، يبدأون في البحث عن المسؤولين. يريدون الفهم، ويريدون معرفة من يستفيد فعلياً من سلسلة تجعل كل شيء أكثر كلفة: الخضار، المحروقات، النقل، الغذاء وبعض الخدمات الأساسية.

المشكلة بالنسبة للكثيرين ليست في الارتفاع في حد ذاته، بل في الإحساس بالعجز أمامه. فالمواطن المغربي يتقبل فكرة تقلبات الاقتصاد الحديث ويفهم الأزمات الدولية والجفاف والتوترات الطاقية، لكنه يرفض بشكل متزايد غياب أي حماية أمام المضاربات أو الاختلالات.

وهنا يصبح البعد الاجتماعي محورياً. فالمجتمع لا يضعف فقط عندما تتراجع المداخل، بل أيضاً عندما يفقد المواطنون الثقة في عدالة القواعد الاقتصادية. عندما يشعر البعض أن الأعباء دائماً تقع على نفس الفئات، بينما يستمر آخرون في تراكم الأرباح دون رقابة حقيقية.

الخطاب حول التنظيم يسعى إلى الاستجابة لهذا القلق الاجتماعي، ليس عبر العودة إلى اقتصاد موجه، بل عبر التأكيد على أن الدولة لا يمكن أن تغيب عندما تصبح الاختلالات واضحة. فالاقتصاد غير منظم بشكل كافٍ ينتهي غالباً إلى حماية الأقوى وليس الأضعف. المواطن العادي لا يملك لوبيات ولا قوة تفاوض، وسيلته الوحيدة هي الثقة في المؤسسات العمومية. وعندما يرى الأسعار ترتفع دون فهم واضح للتليات، وعندما يسمع عن هوامش ربح مفرطة دون نتائج ملموسة، تبدأ هذه الثقة في التآكل. ومجتمع يفقد الثقة يصبح أكثر توتراً واستقطاباً، وأكثر عرضة للخطابات المتطرفة. لذلك فإن مسألة القدرة الشرائية تتجاوز الاقتصاد لتصل إلى الاستقرار الاجتماعي والشعور بالانتماء والعلاقة بين الدولة والمجتمع.

لقد اعتمد المغرب طويلاً على ثقافة الصبر والتضامن العائلي، لكن حتى هذه القدرة على التحمل لها حدود. فعندما تصبح السلة الاستهلاكية أكثر كلفة كل شهر، وعندما تستحوذ النفقات الأساسية على جزء متزايد من الدخل، يتعزز الإحساس بالظلم بشكل هادئ لكنه مستمر.

وفي هذا السياق، تصبح حماية المستهلك مسألة كرامة. فحماية المواطن من بعض اختلالات السوق ليست عملاً إحسانياً، بل اعتراف بأن الاقتصاد يجب أن يبقى في خدمة المجتمع، لا العكس.

لا يتعلق الأمر بإدانة الربح، فهو عنصر طبيعي في الاقتصاد، لكن هناك فرق بين ربح ناتج عن خلق قيمة وربح قائم على الغموض أو المضاربة أو الامتيازات غير المتوازنة. الأول يحفز الاقتصاد، والثاني يغذي انعدام الثقة.

ولهذا تصبح الشفافية مطلباً اجتماعياً أساسياً: شفافية الأسعار، والحوامش، وسلاسل التوزيع. المواطن لا يطلب المجانية، بل يطلب وضوح القواعد وعدالتها. والخطأ الكبير الذي قد تقع فيه النخب الاقتصادية هو اعتبار هذا النقاش ثانوياً، بينما هو في الواقع أصبح محورياً. لأن فقدان الثقة في العدالة الاقتصادية يؤدي تدريجياً إلى فقدان الثقة في السياسة والمؤسسات، وأحياناً في العقد الاجتماعي نفسه.

وهكذا، فإن للسوق وجهاً واضحاً. وليس هذا الوجه هو الأرقام والمؤشرات، بل وجه المواطن الذي يدفع، وبحسب، ويتنازل أحياناً بصمت، وينتظر أن يُثبت له أن الاقتصاد يمكن أن يعمل لصالح الجميع، لا فقط لصالح الأقوى

بقلم عدنان بنشقر



وفي المجال الطاقوي ، تبني المغرب رؤية استشرافية جعلته من بين الدول الرائدة في الانتقال نحو الطاقات النظيفة ، بما ينسجم مع التوجهات العالمية الجديدة المرتبطة بالأمن الطاقوي والتنمية المستدامة . الأمر الذي أهله ليكون شريكا موثوقا في المشاريع الدولية المستقبلية المرتبطة بالاقتصاد الأخضر.

كما استطاع المغرب ان يرسخ حضوره الإفريقي، ليس فقط من خلال العودة إلى الإتحاد الإفريقي، وإنما عبر بناء نموذج للتعاون جنوب - جنوب قائم على التضامن والتنمية المشتركة ، وإطلاق مبادرات استراتيجية كبرى ، وفي مقدمتها المبادرة الملكية لتسهيل ولوج دول الساحل إلى المحيط الأطلسي، ومشروع أنبوب الغاز الإفريقي الأطلسي، بما يعكس رؤية جيوسراتيجية تتجاوز الأبعاد الإقتصادية إلى إعادة تشكيل فضاءات جديدة للتكامل الإفريقي.

وفي المجال الأمني، فرض المغرب نفسه شريكا موثوقا على الصعيد الدولي في مكافحة الإرهاب والجريمة العابرة للحدود والهجرة السرية ، بفضل خبرته الأمنية والاستخباراتية ، مما عزز صورته كمهندس وعامل استقرار في منطقة تتسم بتزايد التحديات والمخاطر.

أما على المستوى الديني والثقافي ، فقد قدم المغرب نموذجا قائما على الوسطية والاعتدال، وأسهم من خلال مؤسساته الدينية والثقافية في نشر قيم التسامح والتعايش والحوار ، وتعزيز الأمن الروحي في افريقيا وأوروبا، بما جعل القوة الناعمة المغربية أحد المرتكزات الأساسية لتموقعه الدولي.

وفي المجال السياحي، استطاع المغرب إن يوظف غناه الحضاري والثقافي وتنوعه الطبيعي واستقراره السياسي والأمني ليصبح الوجهة السياحية الأولى على المستوى العربي الإفريقي، باستقطابه لأكثر من عشرين مليون سائح . وهو إنجاز يعكس تنامي جاذبية المملكة وتعزيز اشعاعها الدولي . ولم يعد القطاع السياحي مجرد مورد اقتصادي ، بل أصبح أحد أهم عناصر القوة الناعمة المغربية ، بما يجسده من قيم الانفتاح والضيافة والتسامح والتعايش ، وبما يرسخ صورة المغرب كجسر بين الحضارات والثقافات ، وكوجهة عالمية تجمع بين الأصالة والحداثة.

وفي ظل التراجع النسبي لفعالية التطلقات التقليدية ، وتنامي أهمية الشراكات المرنة ومتعددة الأبعاد، نجح المغرب في التموقع كدولة صاعدة تتمتع بالثقة والمصداقية ، وتملك رؤية متكاملة تجمع بين الواقعية السياسية والطموح الاستراتيجي ، الأمر الذي مكنه من تحقيق مكاسب سيادية وتنموية وجيوسياسية مهمة.

وتعكس هذه الإنجازات المحققة قدرة المغرب على استثمار حالة السيولة وإعادة التشكل التي يعرفها النظام الدولي، وتحويلها إلى فرص لتعزيز مكانته الإقتصادية والجيوسياسية بما يرسخ تموقعه كدولة صاعدة وفاعل محوري في هندسة التوازنات الإقليمية والدولية، ويؤكد نجاحه في الجمع بين الانفتاح الإقتصادي وحماية مصالحه السيادية ، وتبني شراكات متعددة الأبعاد، قائمة على الواقعية والمرونة والمصالح المتبادلة .



المغرب من التكيف مع التحولات إلى هندسة التوازنات

المغرب دولة أمة ، بفخر تاريخه وعراقة حضارته وعمق ثقافته، ظل على امتداد قرون منارة للحكمة والاعتدال والدبلوماسية الفاعلة، مستندا إلى شرعية تاريخية ومؤسسات راسخة ورؤية استراتيجية جعلت منه نموذجا في التوفيق بين الأصالة والتحديث ، وبين الثبات على القيم والمبادئ والقدرة على التكيف مع المتغيرات .

ولم يقف المغرب موقف المتلقي السلبي امام التحولات العميقة التي يشهدها العالم، بل تعامل معها بوعي استباقي ورؤية متبصرة، مكنته من استيعاب المتغيرات الدولية وتحويلها إلى فرص لتعزيز تموقعه .

وفي ظل نظام دولي يشهد إعادة تشكيل موازين القوة وتراجع أنماط التحالفات التقليدية وظهور مقاربات أكثر مرونة وسيولة ، نجح المغرب في الانتقال من منطق التكيف مع التحولات إلى منطق المساهمة الفاعلة في هندسة التوازنات الجديدة، مستندا إلى ما يحظى به من ثقة ومصداقية لدى شركائه ، وإلى عقيدته الدبلوماسية القائمة على الواقعية والاعتدال وتعدد الشراكات والانفتاح على مختلف الفضاءات الجيوسياسية.

ومن موقعي كدبلوماسي سابق ، عايشت عن قرب العديد من التحولات التي شهدها النظام الدولي منذ نهاية الحرب الباردة وسقوط الإتحاد السوفياتي، وواكبت تداعياتها على مختلف المناطق ، الأمر الذي أتاح إلى ادراك الكيفية التي استطاع بها المغرب ، بقيادة حكيمة ، أن يتعامل مع هذه المتغيرات برؤية استشرافية وحكمة سياسية ، وأن يرسخ مكانته كفاعل مؤثوق وشريك يحظى بالمصداقية على المستوى الدولي .

لقد أثبتت التجربة المغربية أن الدول التي تملك وضوح الرؤية ، ومرونة القرار والقدرة على التكيف مع التحولات واستباقها ، هي الأكثر قدرة على كسب رهانات المستقبل . ومن هذا المنطلق، تهدف هذه الدراسة إلى إبراز الكيفية التي انتقل بها المغرب من مرحلة التكيف مع التحولات الكبرى إلى مرحلة الإسهام في هندسة التوازنات الجديدة ، بما يعزز تموقعه كقوة صاعدة وفاعل مسؤول في عالم يتجه نحو مزيد من التعددية والسيولة وإعادة تشكيل مراكز النفوذ والقوة .

وقد ارتكز هذا التوجه على دبلوماسية واقعية ومتوازنة ، تقوم على الحكمة والاعتدال والإلتزام بالقيم والمبادئ، مع الانفتاح على مختلف القوى الدولية خارج منطق الاستقطاب والانتماء لأي محور ، مما مكن المملكة من بناء شبكة واسعة من الشراكات الاستراتيجية مع الولايات المتحدة الأمريكية والاتحاد الأوروبي والصين وروسيا والهند ودول مجلس التعاون الخليجي وافريقيا ، في إطار مقاربة تقوم على تنويع الشركاء وتعدد مجالات التعاون.



بقلم: إدريس قريش

وعلى المستوى السيادي ، حقق المغرب مكتسبات استراتيجية نوعية بأبعاد سيادية، في مقدمتها الدعم الدولي لمبادرة الحكم الذاتي في ظل السيادة الوطنية ، باعتبارها الحل الوحيد الواقعي والجاد والموثوق لتسوية هذا النزاع المفتعل طبقا لقرار مجلس الأمن 2797 ، فضلا عن الدينامية التي شهدتها الأقاليم الجنوبية، وتحولها إلى فضاء واعد للإستثمار والتنمية والانفتاح على العمق الإفريقي و الأطلسي .

أما على الصعيد الإقتصادي والتجاري فقد أدرك المغرب مبكرا ان التحولات التي يعرفها النظام الدولي تفرض تعزيز الانفتاح الاقتصادي وتنويع الشراكات التجارية ، فاختار نهجا يقوم على الاندماج الإيجابي في الاقتصاد العالمي ، من خلال ابرام مجموعة واسعة من اتفاقيات التبادل الحر (حوالي 40 اتفاقية) مع عدد من الدول والتكتلات الإقتصادية.

ويتميز المغرب بكونه الدولة الوحيدة في إفريقيا والعالم العربي التي وقعت إتفاقية التبادل الحر مع الولايات المتحدة الأمريكية، إلى جانب شراكته المتقدمة مع الإتحاد الأوروبي واتفاقياته مع عدد من الدول العربية والإفريقية والآسيوية والأمريكية اللاتينية، مما أتاح له ولوج اسواق تضم أكثر من مليار مستهلك .

وقد ساهم هذا الخيار الاستراتيجي في تعزيز جاذبية المملكة للاستثمارات الأجنبية، وترسيخ موقعها كمنصة صناعية، الأولى في إفريقيا يتجاوز مؤشرها جنوب إفريقيا ، من خلال تطوير الصناعات الاستراتيجية، خاصة صناعة السيارات والطيران والطاقت المتجددة والهيدروجين الاخضر . كما طورت منصة لوجيستية وتجارية تربط بين أوروبا وإفريقيا والعالم العربي والأمريكتين ، مستندة إلى موقعها الجغرافي الاستراتيجي ومن البنيات التحتية الحديثة التي تصدرها منصة طنجة المتوسط ، التي أصبحت إحدى أهم مراكز الربط البحري وسلاسل الإمداد العالمية.

LODj



لنخبرك By Lodj فجيبك

تابعوا أحدث الأخبار وآخر المستجدات بشكل مستمر عبر منصتنا، ولا تفوتوا أي خبر



www.lodj.info

الأخبار الزائفة : هل الجمهور حقًا أكثر سذاجة مما يعتقد الصحفيون؟



بقلم: عدنان بنشقرن

لم يعد يكفي أن يقال : «هذه المعلومة خاطئة»، بل يجب شرح السبب، ولم يعد يكفي القول: «حسب مصادرننا»، بل يجب، عندما يكون ممكناً، توضيح طبيعة هذه المصادر ودرجة موثوقيتها وحدود ما يمكن نشره. ولم يعد يكفي القول: «السياق مهم». بل يجب تقديمه بشكل واضح، دون إغراق القارئ في لغة مهنية معقدة.

هنا يمكن للصحافة أن تستعيد قوتها. ليس عبر تقديم نفسها كحاملة وحيدة للحقيقة، بل كمنهج عمل. فالصحفي ليس أفضل من المواطن لأنه يمتلك ذكاءً خاصاً، بل لأنه يخصص الوقت والأدوات والعلاقات للتحقق مما يصل للآخرين بشكل متسارع وفوضوي.

المشكلة الحقيقية للأخبار الزائفة ليست فقط في أن الناس يصدقون كل شيء، بل أيضاً في أن النظام المعلوماتي أصبح سريعاً أكثر من قدرة التحقق، عاطفياً أكثر من قدرة التوازن، ومجزأ أكثر من قدرة بناء ذاكرة جماعية. في هذا الاضطراب، تبقى مهمة الصحفي الأساسية هي التمهّل، والمقارنة، والتفسير، ووضع السياق.

لكن هذه المهمة لا يجب أن تُمارس ضد الجمهور، بل معه.

ربما يجب الانتقال من صحافة تقول : «سنحكيكم من التضليل»، إلى صحافة تقول : «سنريك كيف نميز بين المعلومة القوية والضعيفة». الفرق هنا كبير جداً. ففي الحالة الأولى يُعامل القارئ كقاصر يحتاج الحماية، وفي الثانية كموطن يُحترم. المستخدمون لا يرفضون الخبرة بالضرورة، لكنهم يرفضون أحياناً تحويلها إلى سلطة فوقية. لا يرفضون الصحفي، لكنهم يرفضون الصحفي الذي يبدو وكأنه يقول : «بدونني ستكوّنون تأهين».

والحقيقة أكثر تعقيداً : بدون الصحفيين سيكون الجمهور أضعف من حيث الأدوات، لكن بدون جمهور نقدي ستصبح الصحافة كسولة، مستقرة، وراضية عن ذاتها.

ربما هذا ما تكشفه هذه الاستشارة : الثقة لا تُبنى بطلب أن يكون المواطن أقل تشككاً، بل بتقديم أسباب قوية تدفعه لأن يقلّ تشككه.

لذلك، فإن محاربة الأخبار الزائفة لا يجب أن تتحول إلى ذريعة جديدة لاحتقار الجمهور أو معاملته كقاصر. بل يجب أن تكون فرصة لإعادة بناء عقد أكثر نضجاً بين الإعلام والقراء، عقد يقوم على الشفافية، والتربية الإعلامية، والاختلاف المشروع، والاعتراف بحقيقة بسيطة: للقارئ الحق في أن يتحقق ممن يتحقق. وهذا الحق لا يُضعف الصحافة، بل يُجبرها على أن تكون أفضل.

هناك فكرة تتداول كثيراً في غرف التحرير، والمؤسسات، والبرامج التلفزيونية، والمؤتمرات حول التضليل الإعلامي: مفادها أن الجمهور هسّ، مرتبك، مُستهدف، وغير قادر على التمييز بين الصحيح والخاطئ وسط سيل المعلومات الرقمي. هذه الفكرة ليست خاطئة تماماً، لكنها تصبح خطيرة عندما تتحول إلى يقين مريح.

لأنه مع تكرار الحديث عن المواطنين كضحايا سلبيين للأخبار الزائفة، ننسى أحياناً أنهم ليسوا فقط متلقين للتضليل، بل أصبحوا أيضاً فاعلين في التحقق، وفي الشك، وفي المقارنة، وأحياناً في مساءلة وسائل الإعلام علناً.

وهذا ما يبدو أن الاستشارة التي أُجريت مع قراء L'ODJ Média تشير إليه بشكل غير مباشر. فحين طرح سؤال حول الصحافة في عصر الشبكات الاجتماعية والأخبار الزائفة، لم يطالب جزء كبير من المشاركين بوصاية أكبر على حكمهم، بل طالبوا بمعلومة أكثر صلابة ووضوحاً وقابلية للتحقق. أي باختصار: لا تفكروا بدلاً عنا، بل أعطونا ما يساعدا على التفكير بأنفسنا.

هذه الرسالة قد تُزعج، وقد لا تُستقبل جيداً داخل مهنة تعاني أصلاً من أزمات اقتصادية وضغوط سياسية وسرعة رقمية ومنافسة شرسة من المنصات. لكنها تستحق أن تُسمع دون توتر.

الجمهور ليس كتلة واحدة. هناك مستخدمون سدّج، بالطبع. وهناك من يشارك بسرعة، ويصدق بسرعة، ويغضب بسرعة. وهناك أيضاً حملات منظمة، وصور مُفبركة، وروايات كاذبة، وحسابات مجهولة تصنع الشك بشكل متواصل. كل هذا موجود، وإنكاره سيكون تصرفاً غير مسؤول.

لكن اختزال الجمهور في هذه الهشاشة سيكون غير مسؤول أيضاً. كثير من القراء تعلّموا الحذر. يعرفون أن فيديو ما قد يُقتطع من سياقه. يعرفون أن عنواناً ما قد يكون مضللاً. يعرفون أن صورة قد تعود إلى بلد آخر، أو حرب أخرى، أو أزمة أخرى. كما يعرفون أن وسيلة إعلام قد تختار زاوية معينة، وتُبرز بعض الحقائق وتُخفي أخرى.

هذه الوعي النقدي ليس دائماً منهجياً أو منظماً. أحياناً يكون مشوشاً، مبالغاً فيه، عاطفياً. لكنه موجود، ومن الخطأ أن يُحتقر من طرف الصحفيين.

المفارقة هنا هي أن وسائل الإعلام كثيراً ما تنتقد تشكك الجمهور، لكنها في الوقت نفسه طالما طلبت منه أن يثق بها بشكل كبير : أن يثق في حيادها.

أن يثق في هرمية اختيارها للأخبار.

أن يثق في انتقائها للمواضيع.

أن يثق في صمتها عن بعض القضايا.

أن يثق في حسن نيتها الدائم.

لكن القارئ المعاصر لم يعد مستعداً لمنح هذه الثقة بشكل تلقائي. إنه يريد دلائل على المنهج.

By Lodj

بوابة لك

نحو آخر
الأخبار

PRESSPLUS



www.lodj.info

109 الأخبار الزائفة : هل الجمهور حقًا أكثر سذاجة مما يعتقد الصحفيون؟

- 107 المغرب: من التكيف مع التحولات إلى هندسة التوازنات
- 105 السوق له وجه ذلك الذي يخلص المواطن الذي يدفع
- 103 الموظف الهامستر
- 101 نزار بركة يرسم ملامح إصلاح اقتصادي جديد يقوم على تفعيل الدولة
- 100 بعيداً عن سرديّة النظام: المجتمع الإيراني على حافة الهاوية
- 99 من التحالفات التقليدية إلى الشراكات المرنة في هندسة النظام الدولي
- 97 ازدهار الأثرياء في المغرب: مؤشرات نمو أم اتساع للفجوة الاجتماعية؟
- 96 المغرب في صدارة التصنيع الإفريقي: محددات الريادة وتحديات المستقبل
- 95 حميد ديكابريو
- 93 الزواج سيمر عبر تكوين أولي : فكرة ممتازة لوزارة الأسرة
- 91 اتفاق أميركا وإيران هل باع ترامب إسرائيل ؟

By Lodi

فريق النشر :
سارة البوفي - عائشة بوسكين - ياسين أيت حدو

تصميم ومونتاج :
عماد بن بورجيم

إدارة فنية وتقنية :
محمد أيت بلحسن

اقرأ أعدادنا القديمة :
www.pressplus.ma


الرسالة
ARRISSALA ١١
Imprimerie Arrissala

كتاب الرأبي



كلمات الربيع

By Lodj

بلاطفورم الشباب

لوديجي بالعربية



الأخبار الزائفة

هل الجمهور حقًا أكثر سذاجة مما يعتقد الصحفيون؟

السوق له وجه : ذلك الذي يخص المواطن الذي يدفع

نزار بركة يرسم ملامح إصلاح اقتصادي جديد يقوم على تفعيل الدولة الضابطة لمحاربة المضاربة وضبط الأسعار

المغرب من التكيف مع التحولات إلى هندسة التوازنات